

Relations

POUR QUI VEUT
UNE SOCIÉTÉ JUSTE

NUMÉRO 793 DÉCEMBRE 2017

POUR UNE DÉMONDIALISATION HEUREUSE



ARTISTE INVITÉ: ALAIN RENO

500^e ANNIVERSAIRE DE LA RÉFORME :
DE LUTHER À LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

7,00 \$



Relations

NUMÉRO 793 NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2017

Fondée en 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis plus de 75 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques, environnementaux et religieux de notre époque.



10

5 ÉDITORIAL

GREGORY BAUM, ADIEU Jean-Claude Ravet

ACTUALITÉS

6 DÉINVESTISSEMENT DES HYDROCARBURES :

LE MOUVEMENT SE PROPAGE Bernard Hudon

7 LA SANTÉ, SOLUBLE DANS LES PESTICIDES ? Louise Vandelac et Marie-Hélène Bacon

9 L'OFFENSIVE DÉVELOPPEMENTISTE DE MORALES Eve B. Arazo

10 DÉRIVES INQUIÉTANTES EN POLOGNE Jean-Yves Potel

12 DÉBAT

LA CONSOMMATION RESPONSABLE POUR S'OPPOSER AU NOËL MARCHAND ?

Céline Hequet et Éric Massé

REGARD

34 LE SYSTÈME DE JUSTICE CONTRE LES PERSONNES RACISÉES

Rafik Bentabbel et Emanuel Guay

37 LA FILIÈRE RÉFORMATRICE : DE LUTHER À LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

Gérald Doré

41 SUR LES PAS D'IGNACE

LA VOIE SPIRITUELLE DU PEUPLE MAPUCHE

Carlos Bresciani

42 CHRONIQUE POÉTIQUE de Denise Desautels

VALISE ET CHAUSSURES

44 QUESTIONS DE SENS

QUESTION D'IDENTITÉ

Jean Bédard

RECENSIONS

45 LIVRES

49 JEU-DOCUMENTAIRE INTERACTIF

50 LE CARNET de Robert Lalonde

CHRONIQUE D'UN EMBUSQUÉ. DEUXIÈME TEMPS

DIRECTRICE

Élisabeth Garant

RÉDACTEUR EN CHEF

Jean-Claude Ravet

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

Catherine Caron

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Emiliano Arpin-Simonetti

ASSISTANT À LA RÉDACTION

Marc-Olivier Vallée

DIRECTION ARTISTIQUE

Mathilde Hébert

ILLUSTRATIONS

Maximino Cerezo Barredo, Sylvie

Cotton, Jacques Goldstyn

RÉVISION/CORRECTION

Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION

Frédéric Barriault, Gilles Bibeau,

Mélanie Chabot, Eve-Lyne

Couturier, Dario De Facendis,

Jonathan Durand Folco, Claire

Doran, Céline Dubé, Lorraine

Guay, Mouloud Idir, Alexandra

Pierre, Rolande Pinard, Louis

Rousseau, Michaël Séguin

COLLABORATEURS

Gregory Baum †, André

Beauchamp, Jean Bédard,

Jean-Marc Biron, Dominique

Boisvert, Marc Chabot, Denise

Desautels, Amélie Descheneau-

Guay, Robert Lalonde, Marco

Veilleux

IMPRESSION HLN

sur du papier recyclé
contenant 100 % de fibres
post-consommation.

DISTRIBUTION

Disticor Magazine Distribution

Services

Relations est membre de la SODEP
et de l'AMÉCO.

Ses articles sont répertoriés dans
Érudit, *Repère*, *EBSCO* et dans *l'Index
de périodiques canadiens*.

SERVICE D'ABONNEMENT

SODEP (Revue *Relations*)

C.P. 160, succ. Place-d'Armes

Montréal (Québec) H2P 1S6

tél. : 514-387-2541, poste 279

relations@cjf.qc.ca

abonnement@sodep.qc.ca

www.revuerelations.qc.ca

ABONNEMENT EN LIGNE

www.revuerelations.qc.ca

TPS: R119003952

TVQ: 1006003784

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales

du Québec: ISSN 0034-3781

Version numérique: ISSN 1929-3097

ISBN PDF: 978-2-924346-29-7

BUREAUX

25, rue Jarry Ouest

Montréal (Québec) H2P 1S6

tél. : 514-387-2541, poste 279

relations@cjf.qc.ca

www.revuerelations.qc.ca

Nous reconnaissons
l'appui financier
du gouvernement du Canada

Canada

POUR QUI VEUT
UNE SOCIÉTÉ JUSTE



Alain Reno, *Aux arcs, citoyens!*, 2017, collage

ARTISTE INVITÉ

Originaire de Hull, **Alain Reno** est diplômé en design graphique de l'Université du Québec à Montréal, ville où il vit et travaille. Il partage son temps entre l'illustration et le design graphique. Il illustre livres, magazines, affiches et pochettes de disques depuis 1987. Il aime surtout mettre son talent au service de la culture, des luttes syndicales et populaires. Depuis 2014, il s'est mis à la pratique de la peinture plus sérieusement et présente ses œuvres dans des expositions collectives et en solo. Il est aussi chanteur et guitariste au sein des Mauvaises mines, un groupe de vieux rock'n'roll formé d'amis illustrateurs. <alainreno.com>.

DOSSIER

- 14** POUR UNE DÉMONDIALISATION HEUREUSE
Emiliano Arpin-Simonetti
- 17** CE QUE DÉMONDIALISER VEUT VRAIMENT DIRE
Aurélien Bernier
- 20** LES PIÈGES DE L'ALENA 2.0
Nathalie Guay
- 22** QUEL PROJET POUR L'EUROPE ?
Anne-Cécile Robert
- 24** L'ALTERMONDIALISME, PLUS PERTINENT QUE JAMAIS
Catherine Caron et Claude Vaillancourt
- 26** ALTERMONDIALISME OU DÉMONDIALISATION ?
Jonathan Durand Folco
- 27** POUR UNE MONDIALISATION ALTERNATIVE
Walden Bello
- 29** LE QUÉBEC ET LA MONDIALISATION :
CONTRAINTES, RÉSISTANCES ET VOIES DE SORTIE
Échange entre Simon-Pierre Savard-Tremblay
et Éric Pineault. Propos recueillis par
Emiliano Arpin-Simonetti



Alain Reno, *Il jongle avec les loups*, 2017, collage

24

2^e CONCOURS
d'écriture

JEUNES
VOIX
ENGAGÉES

Relations

invite
les étudiant.e.s universitaires
de 18 à 30 ans

à soumettre leurs textes

sur le thème de la **SOLIDARITÉ.**

À gagner: une bourse de 500\$ et une publication
dans la revue *Relations* !



DATE LIMITE : 3 JANVIER 2018

DÉTAILS DU CONCOURS:
revuerelations.qc.ca

 Revue Relations



GREGORY BAUM, ADIEU

Peu d'entre nous qui côtoyions Gregory Baum auraient pensé, il y a peu, qu'il nous quitterait si vite, tant il paraissait tenir la forme, malgré ses 94 ans et ses séances de dialyse trois fois par semaine. D'autant qu'il avait encore des projets d'écriture, après son autobiographie intellectuelle publiée cette année, *Et jamais l'huile ne tarit* (Fides). L'âge l'a rejoint d'un coup, sans préavis. Et la vieillesse s'est éclose dans la mort, si vite que nombre de personnes qui l'ont aimé n'auront pas eu la chance de lui faire leurs derniers adieux. Même si l'huile s'est bien tarie, le 18 octobre dernier, sa lumière ne nous quittera pas de sitôt.

À l'instar d'Augustin d'Hippone, dont l'œuvre l'aura profondément marqué –notamment ses *Confessions*, à la lecture desquelles, en 1946, il se convertit au catholicisme–, il a toujours été reconnaissant envers la grâce, ce don d'amour gratuit de Dieu, à son égard. Don qu'il a accueilli comme une dette à acquitter en se mettant résolument au service de la vie –opposant la compassion à l'exclusion, la justice à l'oppression–, et en étant solidaire des exclus dont il a appris à reconnaître les multiples visages. N'en partageait-il pas déjà la condition, à 15 ans, quand il fuit l'Allemagne pour l'Angleterre, en 1939, devant la menace nazie? Issu d'une famille d'origine juive assimilée au protestantisme au XIX^e siècle, il échappait ainsi de peu au destin tragique de millions de juifs européens. Il fallait l'entendre parler des trois années passées dans un camp d'internement pour ressortissants allemands à Farnham au Québec, où il fut transféré au déclenchement de la guerre, pour comprendre sa prodigieuse capacité de résilience.

C'est dans un même climat de sérénité intérieure que Gregory Baum, toujours prêt à explorer les nouveaux chemins que la vie lui ouvrait, a bâti une œuvre théologique inspirante et forte, en constante évolution. D'abord comme prêtre chez les Augustins, une communauté monastique où il était entré en 1947, puis comme laïc –après avoir renoncé à la prêtrise et à la vie religieuse, en 1974, en raison de désaccords avec l'éthique sexuelle promue par le Vatican, notamment sur l'homosexualité– aux côtés de sa conjointe, Shirley Flynn, décédée en 2007. Ainsi a-t-il œuvré, dès les années 1950 et 1960 –en tant que théologien expert sur les questions œcuméniques au concile Vatican II– à établir des liens fraternels avec les Églises chrétiennes, puis avec le judaïsme et enfin avec les autres religions. Ces ponts, il les bâtit par la suite aussi avec les non-croyants, au nom d'un Dieu transcendant, immanent à l'histoire, «divin complice» des combats pour la justice et la dignité.

Divers événements favoriseront la découverte de la dimension politique de la foi qu'il vivra comme une véritable conversion dans les années 1970. Soulignons entre autres la déclaration de l'Assemblée des évêques latino-américains réunis à Medellín en 1968, appelant, au nom de l'Évangile, à la solidarité avec les opprimés et leur combat pour la justice; l'essor de la théologie de la libération; ou encore sa rencontre



Photo : Emiliano Arpin-Simonetti

avec la théologienne Rosemary Ruether, socialiste, alors qu'il étudiait la sociologie à la New School for Social Research à New York. Ouvrant les yeux sur les inégalités structurelles et les diverses formes d'oppression, il prend conscience que suivre l'Évangile exige de regarder la société et l'Église du point de vue des pauvres, des exclus, des sans-pouvoir, et de condamner toutes formes de domination, d'oppression et d'aliénation, comme Jésus l'avait fait. Le fait que seule une minorité suive cette voie n'était pas pour l'inquiéter. «Le renouveau créateur s'amorce dans les marges de la société: c'est là que se tenait Jésus», aimait-il à dire. Se sachant porté par une force qui le dépassait, il était non seulement confiant dans les multiples mouvements de résistance qui surgissent de la base, mais aussi ouvert à l'imprévu. Aussi vécut-il l'arrivée du pape François comme une source de réconfort et de joie, dans les dernières années de sa vie.

Cet engagement en tant que penseur catholique de gauche, il le poursuivra au Québec quand, en 1986, il devient professeur à l'Université McGill, après une carrière de 27 ans à l'Université de Toronto, amorcée en 1959. Dès son arrivée, il intègre le comité de rédaction de *Relations*, où il restera 30 ans. Sa pensée prend alors un nouveau tournant au contact de la société et de la culture québécoises, qu'il apprend à connaître, embrassant même le projet d'indépendance –et ce, malgré son expérience négative du nationalisme allemand–, au nom d'un projet de société plus juste et plus ouvert.

Gregory Baum est une figure majeure d'un christianisme social pour lequel les enjeux de société, de justice et de bien commun sont centraux, au même titre que la vie intérieure, la prière, le culte. Ainsi continuera-t-il d'accompagner et d'inspirer ceux et celles qui s'engagent dans la longue marche solidaire vers «une société plus juste, plus fraternelle, plus authentiquement humaine».

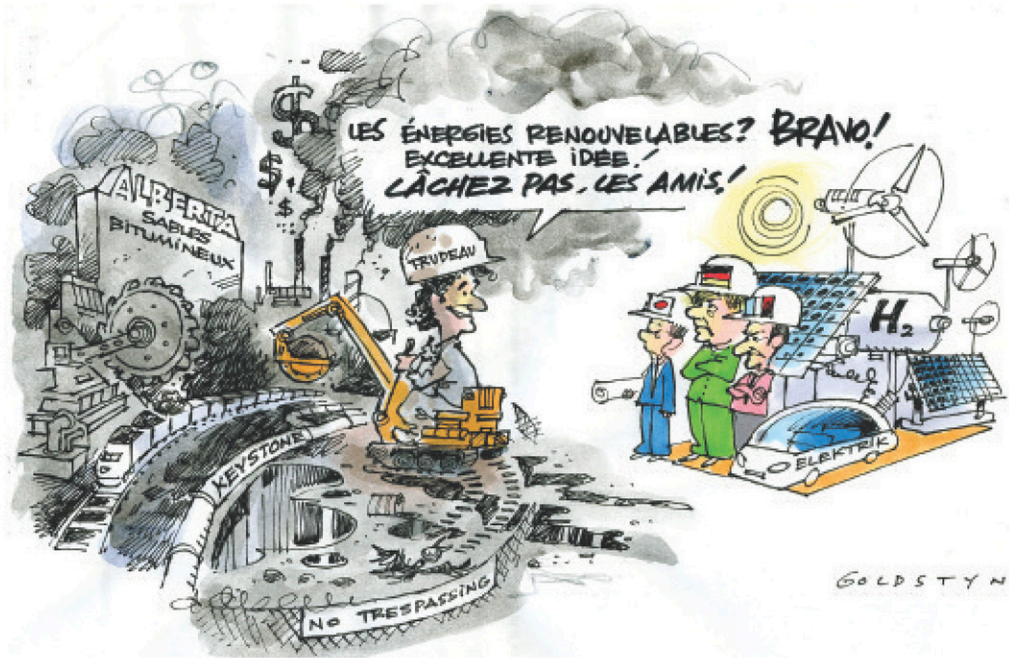
Jean-Claude Ravet

Homage à deux disparus

Deux voix majeures de l'engagement catholique pour le tiers-monde se sont éteintes au mois de juin dernier. Le 6 juin, le prêtre et sociologue belge François Houtart est décédé à l'âge de 92 ans, suivi le 8 juin du prêtre nicaraguayen Miguel d'Escoto, à 84 ans. Ce dernier, qui avait rejoint le mouvement sandiniste dans les années 1970, a été ministre des Affaires étrangères du Nicaragua de 1979 à 1990. Il a également présidé l'Assemblée générale de l'ONU en 2008-2009, où il a collaboré de près avec François Houtart, fondateur du Centre tri-continentale (CETRI) et de la revue *Alternatives Sud* et figure de proue du mouvement altermondialiste ayant participé à la création du Forum social mondial à Porto Alegre. En novembre 2011, dans notre dossier sur la théologie de la libération (n° 752), il écrivait ces mots qui traduisent bien son engagement: « En d'autres mots, il nous faut contredire le capitalisme [...] pour construire, avec les milliers de mouvements sociaux et d'initiatives nouvelles, une autre logique sociale. C'est la seule manière de se mettre en correspondance avec la vision d'Isaïe: "les humiliés et les indigents qui cherchent de l'eau, mais vainement, et dont la langue est sèche de soif, moi, le Seigneur, je ne les abandonnerai pas." »

Ève Lamont, femme de mérite

En mai dernier, la Fondation Y des femmes a consacré la documentariste Ève Lamont « femme de mérite » pour l'année 2017, aux côtés de huit autres femmes. Lauréate dans la catégorie Éducation et information, Ève Lamont se voit récompensée pour l'ensemble de son travail, qui aborde de front les luttes sociales portant notamment sur des enjeux liés aux femmes, à la pauvreté, à l'exclusion et à l'exploitation sexuelle. Auteure de six documentaires – dont *Squat!* (2002), *Pas de pays sans paysans* (2005) et *L'imposture* (2010) –, elle a également cofondé Réalisatrices équitables, qui souligne cette année ses dix ans d'existence. Créé en 2007, l'organisme milite pour une répartition équitable pour les femmes des fonds publics destinés au milieu cinématographique. De 2011 à 2014, seulement 19% des fonds destinés aux longs métrages de fiction ont été accordés à des réalisatrices.



DÉSINVESTISSEMENT DES HYDRO-CARBURES: LE MOUVEMENT SE PROPAGE

Un peu partout sur la planète, on saisit l'urgence de cesser d'investir dans les industries les plus polluantes.

Bernard Hudon

L'auteur, jésuite, est biologiste et collaborateur au Centre justice et foi

Au début du mois de septembre 2017, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) se réunissait à Montréal pour travailler à son sixième rapport, dont la publication est prévue en 2022. Profitant de son passage dans la métropole, des organisations comme Greenpeace, la fondation David Suzuki et Recycle ta Caisse ont tenu, le 8 septembre, une manifestation demandant à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) de retirer tous ses investissements de l'industrie des énergies fossiles. Au moment où un mouvement mondial de désinvestissement dans les hydrocarbures prend de l'ampleur, la CDPQ a augmenté en 2015 et 2016 ses investis-

sements dans ce secteur de centaines de millions de dollars. En 2016, ceux-ci s'élevaient à 16,7 milliards de dollars, représentant 6,2% du portefeuille global de la Caisse, alors qu'ils en constituaient 4,9% l'année précédente.

Les manifestants qui se sont rassemblés devant le bureau d'affaires de la CDPQ, à Montréal, refusent que « l'argent des travailleurs et des travailleuses du Québec prévu pour leur retraite serve à une industrie dont les conséquences affectent les conditions de vie des générations futures, et en premier lieu celles de nos enfants et petits-enfants », a affirmé Pierre Prudhomme, du Mouvement des travailleurs chrétiens, qui prenait part à l'événement.

Dans de nombreux pays industrialisés, le mouvement de désinvestissement des énergies fossiles fait son chemin de manière inéluctable, motivé par les récentes ententes internationales sur le climat, dont l'Accord de Paris conclu en novembre 2015. Déjà, des institutions financières de plusieurs pays ont emboîté le pas au mouvement, dont d'importants fonds de retraite californiens et le plus grand fonds souverain au monde, basé en Norvège.

L'Université Laval est devenue la première université au Canada à prendre la décision d'adhérer à ce mouvement, le 15 février dernier. Des mouvements étudiants en faveur du désinvestissement existent également au sein de l'Université de Montréal, de McGill et de l'Université de Sherbrooke; la direction de cette dernière est présentement en réflexion sur

le sujet. Par ailleurs, *Le Devoir* rapportait fin août que le Mouvement Desjardins est sous pression de la part de plusieurs Premières Nations afin qu'il retire son financement du projet de pipeline Trans Mountain, de la compagnie Kinder Morgan, en Colombie-Britannique. Auparavant, Desjardins avait annoncé en juillet un moratoire sur de nouveaux investissements dans des projets d'oléoducs, sur lesquels l'institution financière devrait statuer cet automne.

Aux États-Unis, plusieurs universités ont déjà fait le choix du désinvestissement des énergies fossiles et l'idée chemine dans le monde chrétien. De notre côté de la frontière, les jésuites du Canada anglais ont à leur tour annoncé, en octobre 2016, qu'ils sortiront d'ici cinq ans de leur portefeuille leurs avoirs dans le secteur des énergies fossiles. Cette politique vaudra pour la nouvelle province qui sera créée en juillet 2018 et qui réunira l'actuelle province du Canada anglais et celle du Canada français et d'Haïti. Depuis, les jésuites italiens et australiens ont fait de même, stimulés par l'encyclique écologique *Laudato si'* du pape François.

L'humanité fait face à un défi majeur. Plusieurs, dont le pape François, critiquent les tergiversations des États. Globalement, les sociétés constatent le problème mais ne veulent pas encore changer le système économique. Ici, au Canada, le gouvernement Trudeau continue de vouloir développer des infrastructures de production et de transport d'hydrocarbures pour encourager l'industrie albertaine du pétrole, alors que les impératifs liés aux changements climatiques exigent de laisser cette ressource sous terre si on souhaite limiter la hausse de la température du globe à 2°C. La nécessaire transition énergétique exige de développer rapidement des sources d'énergie renouvelables. Déjà, certains villages allemands et l'État du Vatican ont un bilan énergétique positif, c'est-à-dire qu'ils produisent, à partir de sources renouvelables, plus d'énergie qu'ils n'en consomment. Les panneaux solaires, par exemple, sont de plus en plus rentables.

En ce sens, la campagne de désinvestissement contribue à la prise de conscience de l'urgence d'agir. La Grande-Bretagne a annoncé l'été dernier qu'elle interdira les voitures à essence ou à diesel

d'ici 2040. En effet, le prix des batteries aux ions de lithium a connu des baisses allant jusqu'à 73% depuis 2010 et on prévoit que cette tendance se maintiendra dans les deux prochaines décennies, de sorte que les véhicules électriques pourraient se vendre au même prix que les véhicules à combustibles fossiles d'ici 2025, et à prix inférieur par la suite. Enfin, notons que le jour même de la manifestation du 8 septembre dernier, à Montréal, Michael Sabia, président de la Caisse de dépôt et placement, a affirmé qu'il n'écartait pas la possibilité d'un moratoire sur les investissements dans l'industrie pétrolière. Est-ce le début d'une prise de conscience? C'est à suivre. ☺

LA SANTÉ, SOLUBLE DANS LES PESTICIDES?

Devant le danger que représentent les pesticides à base de glyphosate pour la santé et l'environnement, les pouvoirs publics s'esquivent.

Louise Vandelac et Marie-Hélène Bacon

Les auteures sont respectivement professeure titulaire à l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM et chercheuse au GRETESS de l'UQAM

En 40 ans, 61% des oiseaux chanteurs du Canada ont été décimés et 1,2 million de plus meurent chaque année, notamment à cause de l'usage des pesticides – et l'hécatombe s'accélère. Car en détruisant toutes les « mauvaises herbes » et les insectes pollinisateurs indispensables aux cultures, l'usage intensif des pesticides, sous contrôle des multinationales des semences et des OGM, menace des pans entiers de la biodiversité, voire de l'alimentation et de la santé.

Que font les pouvoirs publics? Dans le cas des pesticides les plus utilisés au monde, à savoir les herbicides à base de glyphosate (HBG), dont le plus connu est le Roundup, produit phare de Mon-

Médicaments trop chers

Mandaté en 2016 pour évaluer les coûts liés à la création d'un régime d'assurance médicament pancanadien, le directeur parlementaire du budget de la Chambre des communes a rendu public son rapport en septembre dernier, dans lequel il conclut qu'un tel régime permettrait de faire d'importantes économies dans les dépenses des médicaments d'ordonnance, soit environ 4,2 milliards de dollars annuellement. Les patients verraient quant à eux leurs dépenses pour ce type de médicaments diminuer de 69% à 100%, selon leur niveau d'admissibilité aux exemptions de contribution. Dans la foulée de ce rapport, la Coalition solidarité santé, un regroupement de syndicats et d'organismes communautaires québécois, souhaite sensibiliser la population aux inégalités qu'induit le régime d'assurance médicaments hybride public-privé au Québec. Elle rappelle que les Québécois paient les médicaments sur ordonnance 35% plus cher que la moyenne des autres pays de l'OCDE et milite pour un régime d'assurance médicaments entièrement public (voir <remedeauxcoupures.cssante.com>).

santo, ils en encouragent l'utilisation. À l'échelle mondiale, ses usages sont passés de 3200 tonnes par an en 1974 à 825 000 tonnes en 2014. Ils ont été multipliés par 100 depuis 1974 aux États-Unis et, au Québec, par presque 6 depuis 1992. L'introduction, en 1996, des OGM de soja, de maïs et de canola, conçus pour absorber ces herbicides sans en mourir, a fait exploser l'usage de ces produits dans pratiquement toutes les cultures.

Peut-on alors s'étonner que le glyphosate soit présent dans les trois quarts des échantillons d'eau de pluie et d'air analysés d'une région de grande culture aux États-Unis¹ et dans tous les cours d'eau des zones agricoles intensives du Québec? Ces résultats inquiètent, surtout quand on sait qu'au Québec, les seuils permis de glyphosate dans l'eau potable sont 2100 fois supérieurs à ceux autorisés en Europe. En effet, même aux très faibles doses permises en Europe, des effets significatifs du glyphosate sur la santé (tumeurs et problèmes aux reins et au foie) ont été observés lors d'une étude de deux ans menés sur des rats². De plus, le

Énergie Est: une immense victoire citoyenne

Bonne nouvelle sur le front de la lutte contre les énergies fossiles : le 5 octobre dernier, la pétrolière albertaine TransCanada a confirmé l'abandon du projet d'oléoduc Énergie Est, qui devait parcourir 6 provinces, de l'Alberta jusqu'au Nouveau-Brunswick, et transporter annuellement 400 millions de barils de pétrole des sables bitumineux sur quelque 4600 km. Au Québec seulement, l'oléoduc aurait traversé plus de 800 cours d'eau, dont le fleuve Saint-Laurent, menaçant les ressources hydriques et la biodiversité.

Si le prix du baril de pétrole, qui n'a cessé de dégringoler depuis 2014, fait assurément partie des raisons du retrait du projet, on ne peut passer sous silence l'influence de la forte mobilisation des mouvements citoyens, autochtones et écologistes des dernières années, notamment au Québec. De Coule pas chez nous ! à Greenpeace, des Mohawks de Kanesatake aux nombreuses municipalités et collectivités mobilisées le long du Saint-Laurent pour



Une délégation de Coule pas chez nous! s'était jointe à une manifestation contre Énergie Est en mai 2015 à Red Head, près de Saint-Jean au Nouveau-Brunswick. Photo: Flickr/Robert van Waarden

contre le projet, Énergie Est a provoqué une véritable levée de boucliers auprès de larges pans de la société civile et de la classe politique, mettant de nombreux bâtons dans les roues de ce projet. Un bel exemple qui montre que les luttes paient lorsqu'il y a convergence des actions!

Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé considère que le glyphosate est un cancérigène probable et que d'autres composantes des HBG peuvent être jusqu'à 1000 fois plus toxiques encore³. À noter, dans le cadre des procès intentés en Californie contre Monsanto par une centaine de malades atteints de cancer, des documents internes ont révélé des pratiques douteuses de la multinationale pour ne pas ébruiter la toxicité du glyphosate et pour démolir des études critiques.

Faisant fi de ces éléments troublants, le Canada a reconduit pour 15 ans, en avril dernier, l'homologation du glyphosate, et ce, sur la base de documents si datés, partiels et partiels que sa crédibilité en est minée. En effet, le document censé fonder l'évaluation de cette décision – « Glyphosate: projet de décision de réévaluation PRVD2015-01 » de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire –, notamment au chapitre de la santé, s'appuie pour le volet « toxicologie » sur 118 références non publiées et

secrètes fournies par l'industrie et 7 autres non identifiables, tandis que 98% des 340 références du volet « risques alimentaires » proviennent de l'industrie et datent essentiellement d'avant 2000, ne reflétant donc aucunement l'état des connaissances produites au cours des 15 dernières années.

Relevant de sérieuses lacunes et omissions, plusieurs avis d'objection – dont le nôtre – demandent à la ministre fédérale de la Santé de créer un comité d'examen indépendant conformément au paragraphe 35 (3) de la Loi canadienne sur les produits antiparasitaires, un geste d'indépendance qui s'impose. Rappelons que le Parlement européen a exclu les lobbyistes de Monsanto pour refus de répondre aux allégations d'influences indues sur les études réglementaires sur la sécurité du glyphosate (*The Guardian*, 28 septembre 2017).

Et que fait le Québec sur ces enjeux? Après 20 ans de stratégies de prétendue « réduction des pesticides », toutes de cuisants échecs, la plus récente, la Stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018,

propose des modifications réglementaires pour interdire certains pesticides toxiques, tout en déléguant à des agronomes, sans formation en santé et souvent payés par l'industrie, la responsabilité d'en autoriser l'utilisation. C'est le cas de l'atrazine, bannie en Europe depuis 2004, du chlorpyrifos, aux effets neurotoxiques avérés, et de trois néonicotinoïdes tueurs d'abeilles. Quant aux HBG, qui constituent à eux seuls 42% des pesticides en usage au Québec... comme c'est étrange, le ministère du Développement durable les a délibérément ignorés! ☹

1. Voir « Cinq questions sur la bataille autour du glyphosate », sur le site <lemonde.fr/planete>, 25 septembre 2017.

2. G.É. Séralini *et al.*, « Republished study: long-term toxicity of a Roundup herbicide and a Roundup-tolerant genetically modified maize », *Environmental Sciences Europe*, 26:14, 2014.

3. R. Mesnage *et al.*, « Potential toxic effects of glyphosate and its commercial formulations below regulatory limits » *Food Chemical Toxicology*, 84, août 2015.

L'OFFENSIVE DÉVELOPPEMENTISTE DE MORALES

Les mégaprojets se multiplient en Bolivie, accentuant la confrontation entre le gouvernement Morales et plusieurs mouvements sociaux et autochtones.

Eve B. Araoz*

L'auteure, chercheuse bolivienne, est doctorante en écologie interdisciplinaire à l'Université de Floride

Lancé en 2011, le controversé projet de construction d'une autoroute en plein cœur du Territoire indigène et parc national Isiboro-Sécure (TIPNIS), dans les départements du Beni et de Cochabamba, en Bolivie, est à la source d'un important conflit qui perdure. Il oppose principalement les peuples autochtones amazoniens habitant le territoire au gouvernement d'Evo Morales, qui cherche à imposer la construction de cette autoroute sans considérer les autres tracés possibles et en réprimant les mouvements d'opposition¹.

Les importantes mobilisations autochtones et écologistes des dernières années semblaient avoir freiné le projet, notamment en forçant l'adoption d'une loi décrétant « l'intangibilité » du TIPNIS. Les tensions ont toutefois été ravivées le 3 juillet dernier quand Domingo Nogales, le président de la Subcentral TIPNIS (une organisation qui représente les peuples autochtones du territoire), a présenté devant l'Assemblée législative plurinationale du pays un projet de loi (n°266) annulant cette « intangibilité », ouvrant ainsi la voie à la construction de l'autoroute et à toute forme d'investissement privé sur le territoire. Ce projet de loi avait d'abord été élaboré au sein de l'Assemblée législative du département de Cochabamba pour répondre aux intérêts de différents secteurs privés nationaux et internationaux, notamment les producteurs de feuille de coca, qui attendent impatiemment la construction de l'autoroute pour défricher de nouvelles terres. Le projet de loi n'ayant jamais été débattu au sein des communautés qui habitent le TIPNIS – plus précisément la partie zonée « Territoire indigène », la majorité de ces dernières ont immédiatement décidé de retirer leur confiance à Domingo Nogales, ne le reconnaissant plus comme leur représentant légitime. Elles ont par ailleurs déclaré l'« état d'urgence » pour la défense de leur territoire. Malgré ces pres-

sions et les nombreuses protestations, le projet de loi 266 fut adopté le 13 août dernier de manière expéditive et entachée d'irrégularités par le Parlement, contrôlé à majorité par le Mouvement vers le socialisme (MAS), le parti du président Morales.

Depuis, les actions de résistance se sont intensifiées, mais aussi la persécution et la détention illégale de leaders autochtones opposés au projet d'autoroute et à ses conséquences néfastes pour le territoire. Certains points d'accès au TIPNIS ont aussi été militarisés, suscitant une grande préoccupation chez ses habitants de même que chez ceux qui appuient la résistance autochtone.

Le conflit du TIPNIS, en plus d'être un axe central du débat national en Bolivie, est aussi un exemple patent des contradictions du gouvernement Morales et de ses méthodes pour mener à bien ses nombreux mégaprojets : division des organisations sociales et autochtones ; cooptation et subornation de leaders ; violations systématiques des normes environnementales, des droits autochtones et de la Constitution – pourtant adoptée par ce gouvernement – ; persécution politique et intimidation. Car si le cas du TIPNIS est emblématique, plusieurs autres attestent l'offensive extractiviste et développementiste du gouvernement Morales : les projets de barrages hydroélectriques El Bala, Chepete et le complexe Rositas (tous trois situés dans des aires protégées et/ou dans des territoires indigènes) ; le projet de centrale nucléaire dans la ville de El Alto, en banlieue de La Paz ; l'exploration d'hydrocarbures dans la Réserve nationale de faune et de flore Tariquíá (dans le département de Tarija) ; sans oublier les concessions minières accordées dans tout l'Altiplano et sur le mont Illimani, une icône nationale dont les glaciers sont une importante source d'eau douce pour le département de La Paz, qui a récemment connu de graves pénuries.

La magnitude de ces travaux représente par ailleurs des investissements publics colossaux équivalant à 100% du PIB actuel d'ici 2025, alors que le retour sur investissement pour l'État est loin d'être garanti. En effet, les marchés d'exportation de l'énergie produite ne sont pas acquis et une part importante des profits seront accaparés par les multination-



Les manifestations en défense du TIPNIS se multiplient depuis 2011, mais leur répression par les forces de l'ordre s'est aussi intensifiée. Photo: PC/Juan Karita

nales étrangères derrière la plupart de ces grands projets. Ainsi, non seulement met-on à risque la survie des peuples autochtones de l'Amazonie, le patrimoine naturel et culturel du pays et la stabilité climatique, mais aussi les finances publiques, qui seront minées par les dettes que laisseront à coup sûr ces projets pour les décennies à venir.

Le portrait peut donc sembler décourageant, notamment pour ceux et celles qui ont jadis vu dans l'arrivée au pouvoir du MAS une source d'espoir. La répression étatique de toute forme de résistance et même de toute critique s'intensifie en effet chaque jour. Sur le terrain, il n'est pas rare d'entendre des leaders autochtones dire «s'il m'arrive quelque chose, je veux que vous sachiez que c'est le gouvernement qui en est responsable». Malgré le pessimisme ambiant, ce qui a toujours fait la force de la Bolivie permet aujourd'hui d'alimenter une nouvelle lueur d'espoir: ses mouvements sociaux. Devant la répression et l'autoritarisme croissants de l'État, des alliances se tissent. De celles qui, par le passé, ont montré qu'elles pouvaient déplacer des montagnes². ☺

* Traduit de l'espagnol par Emiliano Arpin-Simonetti

1. Voir E. B. Araoz, «Bolivie: les paradoxes du gouvernement Morales», *Relations*, n° 784, mai-juin 2016.

2. Voir «Les Autochtones de Bolivie et d'Équateur, des sources d'inspiration. Entrevue avec Denis Langlois», *Relations*, n° 790, mai-juin 2017.

DÉRIVES INQUIÉTANTES EN POLOGNE

Les réformes ultra-nationalistes du parti Droit et Justice au pouvoir se poursuivent.

Jean-Yves Potel

L'auteur est écrivain et historien, spécialiste de la Pologne

Les tensions montent au sein de l'Union européenne. Une procédure d'infraction à l'État de droit a été ouverte l'an dernier contre le gouvernement polonais. Le vice-président de la Commission, Frans Timmermans, le président français, Emmanuel Macron et la chancelière allemande, Angela Merkel, expriment une même préoccupation. «Nous ne pouvons pas nous taire», disait Angela Merkel, fin juillet.

Que se passe-t-il en Pologne? Formé après les élections de l'automne 2015, le gouvernement s'est fait élire sur un programme populiste, national et conservateur. Il répondait aux mécontentements à l'égard des gouvernements précédents de centre droit ultralibéral, perçus comme responsables d'un accroissement des inégalités socioéconomiques, d'une nouvelle insécurité sociale et de corruptions morales sinon matérielles. Sur cette base, le parti Droit et Justice (PiS, selon l'acro-



Vigile citoyenne dans les rues de Poznań, en Pologne, le 20 juillet 2017, pour s'opposer aux réformes de la justice du gouvernement. Photo: Flickr/Sakuto.

nyme polonais) de Jarosław Kaczyński et d'Andrzej Duda (nouveau président de la République), s'est allié avec le mouvement protestataire Kukiz'15 animé par l'ancien rocker Pawel Kukiz, fort de 21% des suffrages et proche de l'extrême droite. Légiférant à toute allure et avec détermination, la coalition s'est lancée dans un «bon changement», selon leur slogan, remettant en cause nombre des acquis de ces 25 dernières années suivant la chute du communisme.

Le gouvernement a surpris en commençant par des réformes institutionnelles. Non annoncées lors des campagnes électorales, elles aboutissent toutes à une mainmise autoritaire du PiS sur les institutions (réforme du Tribunal constitutionnel, nominations d'amis politiques dans les médias publics, contrôle des services de renseignement, des institutions judiciaires, de l'éducation, etc.). Ces réformes remettent en cause les principes mêmes de l'État de droit inscrits dans les traités européens ratifiés par la Pologne, notamment le principe de sépara-





tion des pouvoirs. Cette offensive est doublée de mesures sociales coûteuses qui profitent du bon état de l'économie (hausse des allocations familiales et des salaires, réduction de l'âge de départ à la retraite, etc.), une redistribution qui flatte la base sociale du gouvernement – et creuse les déficits. S'y ajoute une forte charge idéologique qui réquisitionne l'ensemble des moyens de l'État, des médias aux programmes scolaires, pour exalter le patriotisme et l'héroïsme d'une Pologne catholique abandonnée et pour réécrire l'histoire, y compris celle des changements survenus depuis 1980. Lech Wałęsa, par exemple –président du syndicat Solidarność durant le régime communiste– n'aurait été qu'un minable leader local, agent de la police communiste... Sur le front diplomatique, la Pologne s'isole, refuse de respecter ses engagements européens sur les migrants ou l'environnement. Elle se retrouve ainsi seule avec la Hongrie –elle-même fortement critiquée pour ses atteintes à l'État de droit– tout en développant une agitation antigermanique, antirusse, antimusulmane, antieuropéenne, bref, anti-tout!

Ces politiques se heurtent pourtant aux mécontentements de la société polonaise. Depuis 18 mois, trois grandes vagues de manifestations spontanées ont rassemblé des foules immenses dans toutes les villes du pays: au printemps 2016 pour la «défense de la démocratie», à l'hiver 2016-2017 contre l'interdiction totale de l'avortement, et au printemps 2017 contre les réformes de la justice. Des corps professionnels –travailleurs de la santé, enseignants– sont alors descendus dans la rue contre les réformes.

La société polonaise est de plus en plus divisée en deux camps déterminés, d'au-

diences équivalentes, même si le soutien du gouvernement domine dans les sondages (autour de 35% et 40% pour le PiS, 10% pour Kukiz'15). La polarisation de la société est forte, bien que seuls les contestataires descendent dans la rue. L'opposition politique, qu'elle soit libérale ou de gauche, ne parvient cependant pas à capter cette contestation sur le plan électoral pour le moment. Le parti sortant –la Plateforme civique, centre droit– est déconsidéré, son audience (de 26% à 30%) est surtout locale et concentrée dans les villes les plus peuplées; aucun renouvellement du leadership national ne semble émerger. Un autre parti, plus récent, Nowoczesna («Moderne»), libéral de centre gauche, ne parvient pas à le supplanter avec ses 7% à 10%, malgré sa participation active aux manifestations. Quant à la gauche, qui n'a plus de représentants au Parlement alors qu'environ 10% à 15% du corps électoral pourrait la soutenir, elle est divisée et impuissante.

Le gouvernement PiS dirigé par la première ministre Beata Szydło profite donc de ces divisions. Mais la radicalité de ses orientations exacerbe les tensions sociales: les réformes de l'éducation et l'imposition de nouveaux programmes scolaires ultranationalistes, ou bien les attaques contre certains journalistes indépendants, la liberté des médias ou le libre accès à Internet, ont dominé la rentrée cet automne. De plus, en persévérant dans ses atteintes à l'État de droit malgré les pressions européennes, le gouvernement s'expose à des sanctions. Surtout, l'on voit apparaître des contradictions au sein de la majorité: le président Andrzej Duda, issu du PiS, a mis son veto, en juillet, contre deux lois adoptées par la majorité gouvernementale portant sur l'organisation de la justice. L'épiscopat de l'Église catholique, soutien traditionnel de la majorité, et même le parti allié Kukiz'15, ont exprimé leur solidarité avec le président. Par le biais d'une déclaration, les évêques se désolidarisent également de la campagne antigermanique réclamant de nouvelles réparations pour les dommages subis lors de la Deuxième Guerre mondiale. Assistons-nous à une fissure dans le monopole du PiS? Rien n'est certain, mais en cet automne 2017, le PiS a aussi de quoi s'inquiéter. ☺

Année de l'éducation des adultes

Dans la foulée de son 70^e anniversaire, l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA) a lancé en septembre dernier une campagne «de valorisation et de célébration de la riche histoire de l'éducation des adultes, qui est malheureusement méconnue». Celle-ci se déroulera jusqu'en septembre 2018. L'ICEA lancera pour l'occasion un site Web dédié à cette histoire, avec lequel il souhaite faire connaître les différents acteurs qui ont œuvré à l'éducation des adultes au Québec et leur contribution au fil du temps. L'Institut invite donc tous les organismes, instituts, réseaux, chercheurs et chercheuses à leur soumettre différents documents d'archives pour alimenter le site et mettre en valeur leurs propres actions dans ce domaine. Des événements publics et la diffusion d'informations et de publications sont aussi prévus dans cette optique tout au long de cette année de célébration. Voir <icea.qc.ca>.

Viser la justice sociale

La Coalition Main Rouge a lancé récemment une nouvelle campagne de défense des programmes sociaux et des services publics intitulée «Viser la justice sociale: récupérer notre trésor collectif» et a tenu dans ce cadre une manifestation nationale le 28 octobre dernier à Montréal pour sensibiliser la population à la sauvegarde du filet social québécois. La Coalition rappelle que les surplus budgétaires historiques qu'a enregistrés le gouvernement Couillard –de l'ordre de 4,5 milliards de dollars en 2017– sont le résultat d'importantes compressions dans les services publics, le financement des organismes communautaires et les programmes sociaux, notamment. La Coalition Main Rouge souhaite ainsi combattre le cercle vicieux du néolibéralisme, qui conduit les gouvernements à sabrer les dépenses, pour ensuite utiliser les surplus générés afin de réduire les impôts, sapant ainsi leurs revenus futurs et la capacité de l'État de jouer son rôle social. La campagne souligne que ces politiques n'ont rien d'inéluctable, qu'il existe d'autres voies, notamment celles proposées dans le document «10 milliards de solutions» produit par la Coalition lors de sa précédente campagne. Voir <nonauxhausses.org>.

La période des Fêtes approche et avec elle, l'injonction de consommer, chaque année un peu plus que la précédente. Devant cette spirale sans fin, la consommation dite responsable (achat local, usagé, bio, équitable, etc.) peut-elle redonner une dimension plus humaine à une fête de Noël ainsi dévoyée et à l'économie en général ? Nos auteurs invités en débattent.

On ne sauvera ni Noël ni le monde sans sortir du capitalisme.

Céline Hequet

L'auteure est doctorante en sociologie à l'Université McGill

Noël arrive à grands pas et c'est le moment de l'année où se fait le plus sentir le besoin de gérer notre culpabilité face à la « société de consommation ». Nous sommes nombreux, dans les milieux progressistes, à faire de l'insomnie au sujet de l'exploitation du Sud global et de la destruction de la nature. Alors nous nous endormons en comptant les moutons bio-équitable : un achat, deux achats, trois achats... Et au réveil, le système est aussi intact que la veille, bien content qu'on lui ait refait une beauté plutôt que de l'avoir éconduit.

Nous serons tentés, cette année encore, d'acheter « éthique ». Mais qu'est-ce qui se cache sous ce terme ? Toujours l'activisme du consommateur – apparemment notre seule façon d'être au monde – voulant qu'« acheter c'est voter ». Or, ce slogan renvoie à l'individu la responsabilité de sauver la planète, un geste à la fois, tant que ce geste, bien sûr, se traduit en argent sonnante et trébuchant sur le marché des biens et services. En d'autres termes, tant qu'il fait rouler la machine, la même que l'on devrait chercher à arrêter. En effet, le système capitaliste ne peut être ni « responsable » (vis-à-vis des travailleurs) ni « durable » (vis-à-vis de la nature), car il repose intrinsèquement sur une hiérarchie sociale entre détenteurs de capitaux et les autres, mais aussi sur une croissance infinie.

Les inégalités et la crise écologique : la double impasse

Si les conditions de travail sont certes importantes et que les lois d'ici permettent d'éviter le pire, acheter au Québec n'est pas une panacée. Beaucoup de travailleurs ne gagnent même pas un salaire minimum viable. D'autres ont un statut qui ne leur permet pas de revendiquer leurs droits (les travailleurs agricoles saisonniers et les aides familiales résidentes, par exemple) ou sont carrément sans statut.

Et même si nous vivions dans une social-démocratie extrêmement efficace dans laquelle nous taxerions et redistribuerions les profits au point où les écarts de richesse entre les classes possédante et laborieuse seraient quasi nuls, nous serions encore dans une société où certains décident et d'autres exécutent. De plus, une hiérarchie sociale dans la pénibilité des tâches subsisterait. De larges pans de la population sacrifieraient toujours leur vie à des travaux dénués de sens et sur le déroulement desquels ils n'ont aucun pouvoir. C'est pourquoi acheter « *made in Québec* », à Noël, plutôt que « *made in China* » ne veut rien dire de plus que nous pouvons désormais nous exploiter entre nous, tout en nous assurant que certaines personnes restent confortablement installées au sommet de la pyramide pendant que d'autres passent le balai. De plus, même si l'on s'économise le transport de la marchandise, cela ne solutionne pas la question de l'impact écologique.

Car pour les capitalistes, le contenu *qualitatif* de la production est indifférent, pourvu qu'ils obtiennent une récompense, au bout de l'opération, pour avoir risqué leur pécule. La marchandise ne devient qu'un véhicule pour générer cette récompense et le consommateur, une poubelle dans laquelle on dispose de cette marchandise accessoire, quasi superflue. Les capitalistes peuvent donc aisément s'adapter aux lubies et aux grands remords de chaque époque. Peu leur im-

porte, tant qu'ils peuvent réinvestir les gains obtenus au prochain trimestre.

Ce à quoi le système ne peut s'adapter, cependant, c'est à un changement *quantitatif*. Sans croissance, pas de raison de réinvestir ses profits. Sans investissement de capitaux privés, on ne parle tout simplement plus de capitalisme. Sous ce mode de production, c'est donc « crois ou meurs » ! C'est pourquoi acheter « bio » ou « sans pesticides » pour Noël n'implique rien de mieux que de repousser de quelques décennies la crise écologique en augmentant un peu plus, chaque année, la consommation de produits un peu moins nocifs pour la planète.

Un Noël vraiment rouge et vert

Ainsi, si les couleurs de Noël sont le vert et le rouge, ce n'est certainement pas un hasard. C'est qu'il faudra nécessairement rassembler les deux pour que les générations futures puissent être encore de la fête. Socialistes et environnementalistes auraient toutes les raisons de s'allier pour combattre à la fois la société de classe et la destruction de la nature, toutes deux des effets incontournables du système capitaliste. Or, parce que les « verts » accusaient les « rouges » de productivisme, il y a historiquement eu des divergences entre ces groupes. Pourtant, l'objectif suprême du progrès technique, selon Marx, était la réduction de la journée de travail et l'accroissement du temps libre.

Un Noël réellement rouge et vert pourrait donc se traduire par un remplacement du temps qui aurait normalement été dédié à la course folle aux produits artisanaux ou bio-équitable par un temps de repos bien mérité (et ô combien non polluant) après une année passée à trimer dur pour un salaire qui stagne. Les Fêtes seront par ailleurs l'occasion idéale de reprendre ses forces, car 2018 s'annonce riche en occasions de mobilisation anti-capitaliste. ☺

LA CONSOMMATION RESPONSABLE POUR S'OPPOSER AU NOËL MARCHAND ?

À Noël, le marchand local est le dénominateur commun de l'achat responsable.

Éric Massé

L'auteur est conseiller en communication et chargé de cours à l'Université de Sherbrooke.

Malgré un luxe de dorures, l'omniprésente publicité noélesque franchit désormais péniblement notre seuil d'attention. C'est que son message, martelé *ad nauseam* depuis la Toussaint, est bien assimilé: voici les standards de consommation des Fêtes, qui oblitèrent les autres et nous affranchissent « temporairement » d'une part de notre responsabilité citoyenne. On consommera davantage, soit. On gaspillera davantage, soit. Nous ne voudrions pas que les enfants souffrent quelque comparaison, une fois de retour à l'école! Alors on entre dans le moule. On redeviendra (peut-être) responsables à la Saint-Valentin.

Or, le moule dans lequel la pub nous invite à nous lover pendant les Fêtes est comme le papier d'emballage: clinquant, mais éphémère. La réclame s'adapte rapidement quand le vent tourne et que les modes changent. Et cette réalité, qui atteste l'impermanence des tendances, est une excellente nouvelle pour les mouvements de consommation responsable: nous pouvons changer les choses, même si cela se fait lentement. Le cas de l'industrie alimentaire en est l'exemple probant.

L'alimentation: un cas d'école

Depuis 20 ans, le lien commercial des Québécois avec la nourriture est en mutation. De nouvelles traditions émergent et avec elles, de nouvelles attentes de la

part des consommateurs. Partout, la chose est saisissante: notre terroir, longtemps peu prisé, se montre et se vend désormais tant à l'épicerie qu'au restaurant, devenant source de fierté et de renouveau économique. Soumises à la pression publique, les grandes surfaces ont dû adopter, à leur corps défendant, de nouvelles politiques d'achat, offrant désormais des marchandises produites ou transformées à proximité, réduisant leur empreinte environnementale. Dans certains secteurs, dont celui de la bière, cette transformation donne la frousse aux géants en place, qui perdent contact avec les générations y et z. Et certaines formules éminemment locales, comme celle des paniers maraîchers livrés directement aux consommateurs, sont désormais imitées par des joueurs opportunistes, à l'affût des modes.

Si nous pouvons nous réjouir de ce succès et des valeurs qu'il contribue à promouvoir, il faut bien reconnaître que celles-ci migrent difficilement vers nos comportements d'achat pendant les Fêtes. L'offre de produits « responsables » présente sur le marché ne suffit tout simplement pas à assouvir l'orgie de consommation à laquelle on nous convie – sans parler des demandes que formulent les enfants. C'est pourquoi, à défaut de pouvoir agir de manière significative, pour l'instant, sur l'offre de produits, la première ligne de défense en matière de consommation responsable à Noël s'organise autour du marchand local.

Résister par l'achat local

Sur les quelque 7 milliard de dollars d'achats en ligne que font les Québécois chaque année, seulement 1,7 milliard de produits et services sont vendus par les détaillants du Québec. Plusieurs entreprises locales – dont certaines dégagent l'essentiel de leurs profits durant les Fêtes – en souffrent et périssent. Ainsi, le choix d'acheter chez un marchand d'ici constitue déjà un geste de résistance qui

relève de la consommation responsable. Par exemple, pour contrer l'attrait de la commande en ligne, des villes comme Sherbrooke adhèrent désormais au principe des monnaies locales, faisant appel à un incitatif financier pour stimuler la solidarité du public¹.

Si nous n'intégrons pas bientôt à nos décisions d'achat des Fêtes les valeurs et principes qui nous guident déjà vers le poivron de Compton ou la Blanche de Chambly, des vitrines derrière lesquelles travaillent aujourd'hui des voisins, des amis, se couvriront éventuellement de papier.

Bien sûr, l'achat local ne saurait suffire à faire diminuer l'empreinte écologique et sociale que laisse la surconsommation des Fêtes. Acheter localement le dernier iPhone ou une boîte de biscuits fins français ne sera jamais une solution aux enjeux de la planète. Mais comme ce fut le cas en alimentation, l'apparition d'un tel réflexe chez le consommateur a le pouvoir d'aviver des valeurs endormies ou latentes qui auront leur effet, à moyen terme, et transformeront nos comportements.

Inutile, donc, de broyer du noir; mieux vaut agir. Nous devons comprendre ce qui fait vibrer le Québécois moyen pour l'alimentation locale et faire migrer ces motivations vers l'ensemble de ses achats, en particulier ceux des Fêtes. Un défi de l'heure pour les écoles de gestion attentives au développement durable et à la consommation responsable, heureusement de plus en plus nombreuses et proactives. La route est longue, mais il faut bien commencer quelque part. ☺

1. Isabelle Pion, « Des "Sherby dollars" pour stimuler l'achat local », *La Tribune*, 25 septembre 2017.

POUR UNE DÉMONDIA

Le mouvement initié par le Brexit au Royaume-Uni et par Donald Trump, qui a forcé une renégociation de l'ALENA et renoncé à l'Accord de partenariat transpacifique, annonce-t-il vraiment une ère de remise en question de l'ordre économique mondial fondé sur le libre-échange? Après des années de mobilisations altermondialistes visant à freiner la mondialisation néolibérale, comment expliquer que ce soit finalement la droite populiste qui parvienne à mettre la démondialisation à l'ordre du jour politique en Occident? Quel serait par ailleurs un projet de « démondialisation heureuse », plus juste, solidaire et respectueuse de la planète et des peuples, notamment en Europe et en Amérique du Nord? Et quelles voies se dessinent pour le Québec dans ce contexte de reconfiguration?

Emiliano Arpin-Simonetti

En 1997, l'économiste français Alain Minc publiait *La mondialisation heureuse*, un ouvrage dont le titre reflète tout l'enthousiasme du libéralisme euphorique d'une décennie ayant consacré son triomphe, après la chute du bloc communiste. Vingt ans et au moins deux profondes crises financières mondiales plus tard, le sourire satisfait des élites politiques, économiques et médiatiques libérales a laissé place à un rictus inquiet.

Car même si les traités de libre-échange régionaux ou bilatéraux continuent de se multiplier (on en compterait plus de 270 dans le monde, selon le Centre d'études prospectives et d'informations internationales, et plusieurs sont en cours de négociation), une ombre plane au-dessus des velléités libre-échangistes. La mondialisation, en effet, n'est plus seulement remise en cause par des pays du Sud et par la constellation internationale d'organisations de la société civile que constitue le mouvement altermondialiste – qui, du reste, a fait l'objet d'une répression soutenue, particulièrement depuis l'escalade sécuritaire post-11 septembre 2001. Non : ce sont maintenant des États du Nord qui réclament une rupture avec la mondialisation, et pas n'importe lesquels : ceux-là mêmes par qui s'est imposée la vague de libéralisations tous azimuts déferlant sur la planète depuis 30 ans, à savoir les États-Unis et le Royaume-Uni.

Ironie du sort, après des années, voire des décennies de luttes altermondialistes coordonnées en solidarité avec les pays du Sud (de Forums sociaux mondiaux en contre-sommets en passant par l'action directe), c'est finalement la droite nationaliste des pays occidentaux qui semble amorcer le mouvement vers la démondialisation. Mais sous la rhétorique protectionniste que brandissent les Donald Trump ou les Marine Le Pen de ce monde, c'est la nostalgie de l'hégémonie occidentale – aujourd'hui chancelante – dans la division internationale du travail qu'on voit poindre, bien plus qu'une véritable critique du capitalisme globalisé. Leur projet vise essentiellement à protéger les multinationales et les investisseurs de leur pays pour leur permettre de reprendre la main haute dans le jeu sans merci de la concurrence mondiale et de redorer le lustre impérial déchu. Les protections sociales et les bons emplois revendiqués, du reste, le sont pour les nationaux (blancs de préférence) d'abord.

Rien à voir, donc, avec la démondialisation telle que pensée par ses premiers défenseurs, notamment l'altermondialiste français Bernard Cassen et le sociologue philippin Walden Bello. Dans son livre *La démondialisation : idées pour une nouvelle*

LISATION HEUREUSE



Alain Reno, *Aux arcs, citoyens!*, 2017, collage

économie mondiale, ce dernier plaidait dès 2002 pour une déconstruction de l'ordre économique mondial dominé par les institutions supranationales servant les intérêts occidentaux – le FMI, la Banque mondiale et l'OMC en particulier. Il proposait du même souffle la construction d'un nouvel ordre décentralisé permettant une relocalisation de l'économie, le respect de l'environnement et la solidarité entre les peuples.

Alors que le concept revient en force et est aujourd'hui l'objet de récupérations parfois douteuses, il importe de faire ce rappel et cette distinction: la démondialisation n'est pas intrinsèquement l'affaire de courants populistes de droite vaguement fascistes, quoi qu'en disent les partisans de l'extrême centre et du statu quo néolibéral qui cherchent désespérément à associer les deux choses. La démondialisation heureuse est possible. Elle pourrait même être nécessaire pour affronter la triple crise écologique, économique et politique que nous traversons.

Au cours des 30 dernières années, ce qu'on appelle la mondialisation – soit l'extension mondiale des chaînes de production, la libéralisation et l'intensification des échanges, la dérégulation de la finance, la privatisation et la marchandisation de pans entiers de la société (services publics, culture, terres, organismes vivants, etc.) et l'essor d'un modèle de développement tourné vers les exportations – n'a fait qu'accélérer la concentration de la richesse entre les mains d'une infime minorité, en appauvrissant la majorité et en aggravant la destruction de l'environnement.

Surtout, la mise en œuvre des accords de libre-échange ayant accompagné et renforcé ce mouvement ont cimenté cet ordre économique mondial, taillé sur mesure pour les investisseurs et les multinationales dans leur quête illimitée de profits et de ressources, soumettant les États et les peuples à leurs diktats. Au cœur de cette érosion de la souveraineté démocratique se trouve tout un arsenal, dont la menace de délocalisations et d'une décote par les agences de crédit ainsi que les fameux mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) que contiennent presque tous ces traités depuis



Alain Reno, *Pomme de terre*, 2017, collage

l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) –un « pionnier » en la matière. Permettant aux investisseurs de poursuivre des États ou des municipalités pour la mise en place de politiques ou de lois qui limiteraient potentiellement leurs profits, ces tribunaux administratifs privés ont un effet dissuasif important sur toute tentative d'action politique en faveur d'une protection du bien commun –qu'il s'agisse de protections sociales, environnementales ou culturelles. Bien plus que sur les tarifs douaniers –déjà historiquement bas–, c'est surtout sur ce genre de dispositions limitant le pouvoir des États de soustraire du marché des sphères de la société que portent les nouveaux accords de libre-échange, notamment l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne. Ce dernier, négocié dans le plus grand secret –comme tous les autres–, est d'ailleurs partiellement entré en vigueur en octobre dernier, avant même d'être ratifié définitivement par les parlements des États signataires.

C'est tout ce système anti-démocratique et carburant à la dépossession des peuples qu'il faut non seulement combattre mais œuvrer à remplacer. Car il est impossible de sortir nos sociétés du néolibéralisme sans revoir les accords de libre-échange qui nous l'imposent et font primer le commerce et l'intérêt du capital financiarisé sur toute autre considération.

En ce sens, les « démondialistes » –et peut-être même plus que le mouvement altermondialiste, même s'ils en partagent la plupart des principes– offrent un imaginaire de rupture nette avec le cycle d'accumulation capitaliste sans précédent que

nous traversons depuis plus de 30 ans. Plus que l'altermondialisme, qui a souvent négligé cet aspect pour différentes raisons, la démondialisation insiste en effet sur l'importance d'une reprise en main démocratique de la souveraineté politique nationale afin de réhabiliter la capacité d'instituer une société fondée sur le bien commun –sans pour autant réifier la nation et l'identifier à un peuple-ethnie à l'identité immuable, comme le fait l'extrême droite.

Un peu comme le concept de décroissance, la notion de démondialisation représente en fait un « mot-obus » visant à faire éclater des préceptes de l'économie néolibérale –érigés en dogmes par l'appareil idéologique dominant–, en particulier le libre-échange. Comme le disait d'ailleurs Walden Bello, [en employant ce terme] « [j]'ai voulu cracher au visage des économistes et technocrates » (*Philosophie Magazine*, n° 60, juin 2012).

La parenté entre décroissance et démondialisation, par ailleurs, n'est pas que sémantique. L'extension mondiale des chaînes de production et la quête illimitée de rentabilité financière rencontrent aujourd'hui les limites de la planète –mais aussi des limites logistiques et technologiques importantes, selon plusieurs études récentes. Il devient de plus en plus urgent, pour l'avenir des écosystèmes et de l'humanité, de redéployer l'économie à l'échelle locale et régionale et de changer nos modes de production et de consommation dans une logique de coopération entre les peuples plutôt que de concurrence et de domination.

Le moment semble favorable à un tel projet de démondialisation heureuse ou plutôt *conviviale* (pour faire écho à la notion de décroissance conviviale, opposée à la décroissance sauvage), alors que les conséquences de la mondialisation rattrapent les pays occidentaux, en particulier depuis la crise de 2008-2009. Devant la marchandisation du monde, devant les traités commerciaux qui vident la démocratie de sa substance, devant les délocalisations et les pertes d'emplois, devant la révoltante évasion fiscale qui grève les finances publiques alors que s'accroissent les inégalités socioéconomiques, devant les ravages écologiques causés par notre mode de production et de consommation : la colère gronde et elle doit pouvoir être canalisée contre les véritables sources de la dépossession plutôt que contre des épouvantails et des boucs émissaires. ©

« J'ai de la sympathie pour ceux qui veulent minimiser plutôt que maximiser l'imbrication économique entre les nations. Les idées, la connaissance, l'art, l'hospitalité, les voyages : autant de choses qui sont, par nature, internationales. Mais que les marchandises soient de fabrication nationale chaque fois que c'est possible et commode. Et surtout, que la finance soit avant tout nationale »

JOHN MAYNARD KEYNES (CITÉ PAR HERMAN E. DALY « *THE PERILS OF FREE TRADE* », *SCIENTIFIC AMERICAN*, NOVEMBRE 1993)

CE QUE DÉMONDIALISER VEUT VRAIMENT DIRE

Au sentiment antimondialisation croissant récupéré par les droites nationalistes et l'extrême droite, il faut pouvoir offrir un projet de démondialisation qui propose un nouvel ordre multilatéral mondial fondé sur la coopération et la décroissance.

Aurélien Bernier

L'auteur a publié *La gauche radicale et ses tabous* (Seuil, 2014) et *La démondialisation ou le chaos* (Utopia, 2016).

Le 17 juin 1984, les résultats des élections européennes en France tombent. Ils provoquent une secousse politique inattendue : le Front national, qui avait toujours réalisé des scores anecdotiques, obtient 10,95% des voix. La liste conduite par Jean-Marie Le Pen envoie dix députés au Parlement européen, soit autant que le Parti communiste français de Georges Marchais.

Les commentateurs politiques de l'époque l'ignorent, mais une page vient de se tourner dans la vie politique française. Nous entrons dans une longue série d'élections qui voient à chaque nouveau scrutin (à de rares exceptions près) se confirmer une tendance : l'extrême droite progresse, élargit sa base électorale, tandis que la gauche radicale recule. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, Jean-Marie Le Pen obtient davantage de voix que les communistes et les trotskistes réunis. En dépit de quelques accrocs, les victoires se succèdent pour l'extrême droite, qui conquiert des villes aux élections municipales de 1997, accède au second tour de la présidentielle en 2002, arrive en tête des suffrages aux européennes de 2014 avant de se qualifier une nouvelle fois au second tour de la présidentielle d'avril 2017.

Il est impossible de comprendre cette progression, particulièrement forte dans les classes populaires, sans prendre en compte un changement majeur dans la stratégie de l'extrême droite française, qui se produit au tournant des années 1990. Alors qu'en 1988, Jean-Marie Le Pen se disait inspiré par Ronald Reagan et voulait profiter de la construction européenne pour libéraliser la société française, il revient en 1992 avec un discours violemment antimondialisation et anti-européen, qu'il exploite lors de la campagne référendaire contre le traité de Maastricht et des élections suivantes.

Dès son arrivée à la tête du parti en 2011, Marine Le Pen amplifie ce mouvement. Dans son livre *Pour que vive la France* (Grancher, 2012), elle écrit que « la crise est bien le résultat de mauvais choix économiques et financiers, dont tous nos gouvernants successifs depuis bientôt quarante ans partagent l'écrasante responsabilité : ils partagent ensemble une même idéologie mondialiste née du capitalisme ultralibéral, qui sert les intérêts d'une oligarchie » (p. 11).

Derrière ce revirement, on trouve deux explications, l'une idéologique, l'autre stratégique. Deux tendances ont toujours traversé le Front national : une première défend un position-



Alain Reno, *À droite?*, 2017, collage

nement « ni droite ni gauche », plaçant le nationalisme au-dessus de ce clivage ; une seconde considère que l'extrême droite est la « vraie » droite, celle qui n'a pas trahi la Nation, et doit s'assumer comme telle. Au début des années 1990, la première obédience prend l'ascendant sur la seconde. Ensuite, avec l'accélération de la mondialisation, la montée en puissance de l'Union européenne et, bien sûr, la conversion libérale du Parti socialiste en 1982-1983, l'intérêt électoral du Front national se trouve clairement dans l'antimondialisme. Jean-Marie Le Pen le comprend et adapte son discours. Vingt ans plus tard, sa fille ajoute un argumentaire républicain : la défense des services publics.

Alain Reno,
*Ça vaut pas
Le Pen*, 2017,
techniques
mixtes



Le parti d'extrême droite français fait figure de précurseur, lui qui a su détecter avant d'autres l'émergence d'un courant antimondialiste dans la société, plus précisément au sein des classes populaires, et en tirer un profit électoral. Par la suite, d'autres repositionnements de ce type sont venus confirmer le potentiel de cette stratégie. Le dirigeant hongrois Viktor Orbán, par exemple, débute sa carrière politique sous l'étiquette libérale. En 1992, il devient vice-président de l'Internationale libérale, qui fédère des partis libéraux de tous les continents, parmi lesquels le Parti libéral-démocrate allemand (FDP) ou le Parti libéral du Canada (PLC). Deux décennies plus tard, installé au poste de premier ministre d'un régime conservateur, il tient un tout autre discours : « Étant donné que le libéralisme n'a jamais été apte à servir l'idée nationale [...], il est temps de dire la vérité. Une démocratie ne doit pas être à tout prix libérale. [...] Au moins 50% de l'économie de la Hongrie devrait être entre nos mains et non plus dans celles des étrangers¹. »

Au cours de l'année 2016, ce sont les partis de droite des deux grands États libéraux, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui suivent ce mouvement (en apparence) antimondialiste. Le 23 juin, les Britanniques votent Oui au référendum sur la sortie de l'Union européenne. Bien qu'il s'agisse d'un échec pour les conservateurs, qui défendaient le Non, ces derniers restent au pouvoir mais abandonnent la ligne ultralibérale héritée de Margaret Thatcher. Le 8 novembre 2016, le républicain Donald Trump est élu 45^e président des États-Unis grâce à un discours anti-immigrés, mais également protectionniste et isolationniste, particulièrement efficace dans les États désindustrialisés.

Un virage à 180 degrés si l'on songe aux mots de Ronald Reagan dans les années 1980 : « l'État est le problème, pas la solution ».

Si les conservateurs parviennent ainsi à profiter du sentiment antimondialiste après avoir eux-mêmes mis en place la mondialisation, c'est aussi parce que la gauche ne réussit pas à formuler d'alternative crédible. D'un côté, les sociaux-démocrates sont ouvertement devenus favorables à la concurrence internationale; de l'autre, le discours sur une « autre mondialisation » ou une « autre Europe » de la gauche plus radicale convainc de moins en moins au fur et à mesure que la concurrence ravage les classes populaires, appauvrit les États et enrichit les grandes fortunes. Dans beaucoup de pays, notamment en Europe, cette gauche radicale est tombée dans un piège : confondre la reconquête de la souveraineté nationale avec le nationalisme de droite.

Pourtant, le repositionnement antimondialiste d'une partie des droites a beau être spectaculaire, il n'est que stratégique. Il marque simplement un retour à un nationalisme économique caractéristique des périodes durant lesquelles les grandes puissances commerciales voient leur compétitivité internationale chuter. Le protectionnisme n'est alors qu'un moyen temporaire pour redresser la compétitivité des firmes nationales et les relancer ensuite de plus belle dans la concurrence économique à l'échelle mondiale. Pour Marine Le Pen, « la France a les moyens d'être une grande puissance du XXI^e siècle ». Pour Donald Trump, il faut « rendre à l'Amérique sa grandeur ». Dans les deux cas, il n'est nullement question de se retirer de la concurrence internationale, mais seulement d'instaurer une

protection commerciale à sens unique. Il n'est évidemment pas envisageable pour les États-Unis de renoncer au libre-échange lorsque celui-ci permet à ses multinationales d'exploiter à l'étranger des gisements de matières premières à bas coût. Il n'est pas davantage dans les objectifs de Marine Le Pen de laisser les pays africains revendiquer un meilleur partage de la rente pétrolière face au groupe énergétique français Total. Cette approche dissymétrique du protectionnisme n'a rien de nouveau: des pays comme les États-Unis en ont une longue expérience.

Refondation de l'ordre économique

Écartons donc tout amalgame entre ce nationalisme économique de droite et l'idée, totalement différente, de démondialisation. Introduit par l'ancien président d'Attac, le Français Bernard Cassen, et par le sociologue philippin Walden Bello, le concept de démondialisation a un tout autre sens: il s'agit de défaire les rouages de la mondialisation économique pour permettre l'émancipation des pays les plus pauvres et la coopération entre les peuples. Le protectionnisme n'est alors qu'un outil et, surtout, il n'est pas unilatéral et temporaire, mais constitue un droit pour *tous* les peuples de choisir ce qu'ils produisent et comment ils le produisent. Alors que le nationalisme économique d'un Donald Trump ou d'une Marine Le Pen s'inscrit dans une sorte de fantasme d'un retour aux Trente Glorieuses, lorsque les grandes puissances occidentales dominaient l'économie mondiale sans être concurrencées par l'Inde ou la Chine, la démondialisation vise une refonte complète des relations internationales et un nouvel ordre économique. Dans mon dernier livre, *La démondialisation ou le chaos* (Utopia, 2016), j'ai voulu montrer ce que devait englober ce concept pour représenter une alternative crédible au capitalisme et au libéralisme. Il s'agit tout d'abord d'assumer une rupture radicale avec les institutions qui structurent cet ordre économique: l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international, l'Union européenne. Mais aussi importante soit-elle, la rupture institutionnelle ne suffira jamais à sortir les États qui le souhaiteraient de la concurrence internationale. En effet, les multinationales ont acquis un pouvoir démesuré qu'il convient de leur ôter. La question des nationalisations est centrale dans un projet de démondialisation, sans quoi les grands groupes privés garderont le contrôle de la production, du transport, de la distribution, des flux monétaires... et pourront mettre à genoux le pouvoir politique. C'est là la première ligne de fracture avec le nationalisme économique de droite.

La seconde ligne de fracture, indépassable, est celle de la réciprocité. Les mesures de démondialisation n'ont pas pour but de gagner en compétitivité, elles doivent avoir pour objectif de supprimer la concurrence. Le protectionnisme, les nationalisations, le contrôle démocratique de l'économie nationale doivent être permis pour tous. La France, par exemple, si elle mettait en œuvre une politique de démondialisation, devrait reconnaître aux pays africains le droit de nationaliser les filiales de Total ou de toute autre firme française, de fixer eux-mêmes les quantités et les prix à l'exportation. En théorie, les nationalisations sont permises par le droit international. Mais dans

la pratique, les traités de libre-échange les interdisent: les tribunaux d'arbitrage défendent les intérêts des firmes et bafouent le droit des États à décider de leur propre système économique. Toutefois, la méthode employée par les libéraux peut être retournée contre eux: il serait possible de construire des traités bilatéraux qui consacrent le droit de chaque État de maîtriser les choix et les conditions de production sur son territoire.

La troisième ligne de fracture est celle de la coopération internationale. La concurrence et la coopération sont deux concepts opposés: coopérer, c'est littéralement «agir ensemble», alors que, par définition, la concurrence, c'est «se battre contre». La démondialisation, c'est donc aussi la création de nouvelles relations commerciales et non commerciales entre États, dans lesquelles la recherche d'autonomie des peuples est centrale. Une telle vision d'un ordre international différent a été portée en son temps par le Mouvement des pays non alignés au sein des Nations unies. Avant que les forces progressistes, écrasées par la mondialisation, n'abandonnent trop souvent cette réflexion. Plutôt que d'imaginer faire évoluer dans un sens progressiste les institutions internationales, ce qui semble pour longtemps voué à l'échec, nous pourrions là aussi imaginer de nouveaux traités bilatéraux de coopération. Par exemple, si la gauche radicale parvenait au pouvoir en France avec un plan de sortie de l'UE, elle pourrait développer des accords avec les États antilibéraux d'Amérique latine, la Grèce, voire le Portugal, quand bien même ces deux derniers pays resteraient dans l'Union européenne et la zone euro. Elle pourrait également coopérer avec des collectivités locales dirigées par une vraie gauche, et cela y compris dans des pays gouvernés par les libéraux. Elle pourrait surtout revoir totalement ses partenariats avec les pays d'Afrique.

La démondialisation, c'est aussi la création de nouvelles relations commerciales et non commerciales entre États, dans lesquelles la recherche d'autonomie des peuples est centrale.

Enfin, la démondialisation se doit de répondre aux crises environnementales en organisant une réduction globale de la consommation énergétique et matérielle, qui n'est possible qu'à la condition de répartir les richesses entre États et à l'intérieur de ceux-ci. À l'heure où Donald Trump écarte tout engagement des États-Unis quant à une réduction des gaz à effet de serre, la sortie du productivisme constitue une quatrième ligne de fracture évidente.

Il n'y a donc aucune raison de laisser la droite et l'extrême droite profiter du sentiment antimondialiste. Il faut leur opposer l'idée de démondialisation, qui consiste à articuler la rupture avec l'ordre économique (sortie des institutions internationales, protectionnisme, nationalisations) avec la construction d'un nouvel ordre multilatéral fondé sur la coopération et la décroissance. ☺

1. Iulia Badea Guerité, «Hongrie. Viktor Orbán pourfend le libéralisme occidental», *Courrier international*, 1^{er} août 2014.

LES PIÈGES DE L'ALENA 2.0

Les négociations en cours, si elles aboutissent, laissent présager un accord donnant encore plus de pouvoir aux multinationales.

Nathalie Guay

L'auteure est adjointe au comité exécutif de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)

La renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) aura certainement été l'un des sujets les plus discutés de 2017¹. Malgré les nombreuses conséquences qui découlent des accords commerciaux, il semble que l'on ne porte une véritable attention à leurs négociations que lorsqu'elles impliquent notre tout-puissant voisin – à plus forte raison lorsque l'actualité est complètement saturée par les frasques de Donald Trump, comme c'est le cas actuellement. Il faut dire que c'est à cause du sulfureux président qu'une renégociation est en cours et l'évolution des discussions risque fort d'être teintée par ses priorités, en particulier la réduction du déficit commercial des États-Unis. Le président Trump a déclaré – avec le tact et les nuances qu'on lui connaît – que l'ALENA est l'un des « pires accords de l'histoire de l'humanité », qu'il va changer cela rapidement et que de bons accords vont être conclus pour les travailleurs étasuniens, une priorité peu commune pour un président des États-Unis. Mais qu'on achète ou non le discours de Trump, l'enjeu du travail est central dans cette renégociation.

D'ailleurs, le Canada a renchéri. La ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, déclarait dans son discours à l'avant-veille de l'ouverture des négociations: « Maintenant, alors que nous louons les avantages du commerce mondial, nous ne devrions pas nous bercer d'illusions et croire que nous avons des accords commerciaux parfaits ou une économie idéale. C'est faux. [...] Nous devons rechercher des accords commerciaux progressistes qui bénéficient à tous, et qui aident les travailleurs au pays et à l'étranger à obtenir de meilleurs salaires et de meilleures conditions. » La ministre s'est engagée à rendre l'ALENA plus « progressiste » en revendiquant notamment de meilleures protections relatives au travail, mais aussi des dispositions de protection de l'environnement ainsi que deux nouveaux chapitres: l'un sur les Autochtones, l'autre portant sur l'égalité entre les sexes.

En outre, le gouvernement canadien sollicite plus que jamais les organisations syndicales au sujet des questions commerciales. Il reste à voir si celles-ci seront bel et bien entendues. L'évolution des négociations nous indiquera ce qu'il restera des ambitions « progressistes » initiales et, surtout, en quoi l'ALENA 2.0 permettra d'améliorer concrètement les conditions de travail aux quatre coins de l'Amérique du Nord. La proposition canadienne visant à interdire les lois dites « de droit au travail » (« *right to work laws* ») aux États-Unis – qui sont en fait des lois patronales – favoriserait l'amélioration des conditions de travail chez nos voisins, mais il est peu probable qu'elle soit

retenue. D'autres pistes plus ambitieuses, comme un nivellement vers le haut des salaires ou des mécanismes de négociation collective transnationale, ne seront évidemment pas abordées. Par ailleurs, il sera intéressant de voir si nous aurons droit au même type de discours favorables aux travailleuses et aux travailleurs lorsque les négociateurs canadiens s'envoleront vers la Chine, la Thaïlande, les Philippines ou la Turquie pour entamer de nouvelles négociations commerciales, ou encore dans le cadre des négociations actuelles avec l'Inde, le Maroc, le Nicaragua, le Guatemala ou le Salvador.

Un partenaire toujours plus gourmand

Sans surprise toutefois, les objectifs de la renégociation de l'ALENA présentés au Congrès américain par le Bureau du représentant au commerce traduisent des demandes de libéralisation accrue provenant de divers secteurs. Les enjeux sont très importants pour de nombreuses entreprises étasuniennes qui ont largement bénéficié de l'ALENA en ouvrant des usines au Mexique pour y profiter des faibles salaires et de normes du travail moins contraignantes. Par exemple, trois des quatre premiers constructeurs automobiles au Mexique sont étasuniens (Chrysler, Ford et General Motors) et représentaient à eux seuls, en 2014, 50,4% de la production et 54,7% des exportations mexicaines dans ce secteur².

Les organisations sociales appellent ainsi à faire de l'amélioration des conditions de vie des populations un objectif central des négociations commerciales.

Le marché étasunien a aussi une importance indéniable pour le Québec: plus de 72% des exportations québécoises aboutissent aux États-Unis, ce qui représente environ 20% du produit intérieur brut québécois. Les chaînes de valeur sont très intégrées en Amérique du Nord et il est évident que des changements dans certains secteurs (ceux de l'aluminium et de l'agriculture par exemple) pourraient avoir des effets néfastes sur l'économie et l'emploi au Québec. Le poids des États-Unis et la configuration asymétrique qu'ils imposent en Amérique du Nord inquiètent généralement les observateurs de notre côté de la frontière pour la suite des choses. Ainsi, pour le gouvernement canadien, cette renégociation de l'ALENA est moins une occasion de « conquérir » de nouveaux marchés que de protéger les paramètres actuels, tout en faisant face à de nouvelles demandes de son voisin étasunien.



Alain Reno, *Pris sur le fait*, 2017, collage

Concessions en série

À son entrée en vigueur en 1994, l'ALENA représentait une nouvelle génération d'accords, allant beaucoup plus loin que les ententes commerciales habituelles portant sur des tarifs douaniers et des quotas. L'emblématique chapitre 11, permettant aux investisseurs de poursuivre les États qui adoptent des lois, réglementations et autres mesures limitant leur potentiel d'enrichissement, a certainement été l'élément le plus critiqué par les organisations syndicales et sociales au fil des ans. Même Jacques Parizeau avait décrié ce mécanisme, en 2002, quand il affirmait que le Québec s'était « fait prendre » par l'ALENA.

Depuis, les nouveaux accords ont poussé l'intégration commerciale encore plus loin. Dans l'ALENA par exemple, les services visés par l'accord sont énumérés sous la forme d'une liste positive : on énonce textuellement les services ouverts à la libéralisation, tous les autres étant exclus de facto. Désormais, et c'est ce que l'on a retrouvé dans l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Europe, on procède au moyen d'une liste négative : on mentionne les services pour lesquels l'accord ne s'appliquera pas, en incluant tous les autres. Par conséquent, des services qui n'existent pas encore seront automatiquement ouverts à la marchandisation un fois créés. Divers mécanismes sont aussi inclus pour faire obstacle à des tentatives de recul en matière de libéralisation, ce qui rendrait difficile toute tentative de reprise d'un service par une collectivité ou sa nationalisation, par exemple.

Le Canada a d'ailleurs fait une série de concessions dans l'AECG : modifications dans la gestion de l'offre, extension de la protection des brevets pharmaceutiques, ouverture des mar-

chés publics provinciaux et municipaux aux entreprises européennes. Dans le cadre des négociations entourant le Partenariat transpacifique, le Canada a également consenti de nouvelles libéralisations en matière de culture, de propriété intellectuelle et de commerce électronique, entre autres. Il est donc plus que probable que des concessions similaires soient recherchées par les États-Unis dans la renégociation de l'ALENA.

Un autre modèle d'accord est nécessaire

Cette renégociation nous rappelle que l'ALENA a un passé et que l'on peut en tirer des leçons. En 2014, les 20 ans de l'accord furent justement l'occasion pour plusieurs organisations d'en dresser le bilan. À la CSN, nous avons alors conclu qu'il n'avait pas rempli ses promesses au Québec en ce qui concerne l'emploi, le partage de la richesse et la protection sociale³. Mais le constat est le même partout, particulièrement au Mexique, où la population s'est généralement appauvrie et où l'on observe même une diminution du salaire minimum réel depuis 1994.

Réunis à Mexico en mai dernier, des militantes et des militants issus de divers mouvements sociaux ont partagé leurs analyses de la situation et adopté une déclaration politique à propos de la renégociation en cours. À travers 15 demandes concrètes, les organisations présentes à la rencontre ont appelé à « construire un nouveau modèle d'intégration, de coopération et d'échange entre les pays pour assurer la participation démocratique de la société en vue de la négociation d'un accord transparent dans tous ses termes et conditions et à promouvoir, sur la base de la coopération internationale et de la souveraineté de chaque pays, la reconstruction des chaînes de production nationales, régionales et locales, dans le respect des droits humains, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux. De plus, il doit garantir le travail décent et des salaires viables, sans distinction d'origine ou de statut migratoire⁴. »

Les organisations sociales appellent ainsi à faire de l'amélioration des conditions de vie des populations un objectif central des négociations commerciales. Au-delà d'un chapitre amélioré sur le travail –au demeurant fort souhaitable– ou même des chapitres et clauses sur l'environnement, les droits des peuples autochtones et l'égalité entre les sexes, c'est fondamentalement le modèle de l'entente qui doit être revu –et débattu de façon transparente– pour que les populations puissent jouir pleinement de leurs droits et que l'on puisse parler d'un accord « progressiste ». Or, à moins d'un retournement de situation inattendu, ce n'est pas ce qui s'annonce pour l'ALENA 2.0. ☹

1. Au moment de la rédaction de ce texte, la première séance de renégociation de l'ALENA venait tout juste de se terminer et allait être suivie de quelques autres.

2. Confédération des syndicats nationaux, « Renégociation de l'ALENA : principaux enjeux », 15 mars 2017, [en ligne]. Voir <csn.qc.ca>.

3. Lire à ce sujet Nathalie Guay et Julien Laflamme, « 20 ans après : l'impact de la libéralisation des marchés sur les travailleuses et travailleurs québécois » dans Dorval Brunelle (dir.), *L'ALENA à 20 ans : un accord en sursis, un modèle en essor*, Éditions IEIM, 2014.

4. Déclaration politique de la rencontre des organisations sociales du Canada, des États-Unis et du Mexique, 27 mai 2017. Voir <rqic.alternatives.ca>.

QUEL PROJET POUR L'EUROPE ?

Sur le Vieux Continent, remettre en cause le néolibéralisme, c'est remettre en cause la construction européenne elle-même.

Anne-Cécile Robert

L'auteure, journaliste, est directrice des éditions et des relations internationales du *Monde diplomatique* et professeure associée à l'Institut d'études européennes de l'université Paris 8

L'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République française, en mai 2017, a été saluée d'un flot de commentaires dithyrambiques par la presse dominante en France et dans le monde. Ces éloges s'apparentent en fait à un « ouf » de soulagement. En effet, la majorité des candidats à la présidence française avait exprimé des critiques plus ou moins vives à l'endroit de l'Union européenne (UE). La victoire d'un candidat chaud partisan de la continuité pouvait donc paraître presque inespérée, si on fait abstraction des puissantes forces financières et médiatiques qui se sont mises à son service.

L'UE, bastion du libéralisme classique

La construction européenne se trouve à un tournant. Si elle a déjà traversé des crises graves – on pourrait même dire que, depuis sa naissance en 1951, la crise est son état normal! – celle qui la secoue aujourd'hui se révèle plus profonde que les autres et donc plus dangereuse pour elle. Elle atteint en effet le cœur du réacteur qu'est le Marché commun, dont le traité de Rome a dessiné les contours en 1957. Ce marché devait, selon ses fondateurs, organiser la prospérité économique et améliorer les conditions de vie de tous les habitants du Vieux Continent. En 2017, force est de constater que l'Europe est l'une des régions du monde où la croissance est la plus faible, sans compter que la zone euro peine à trouver cohérence et stabilité. Le taux de chômage persiste à un niveau élevé (7,8% dans l'UE; 8,7% dans la zone euro) et environ 15% des Européens vivent sous le seuil de pauvreté, selon les données d'Eurostat. D'après la Croix-Rouge, on trouve aujourd'hui des situations de misère comparables à celles qu'on connaissait pendant l'après-guerre. Dans 17 pays de l'UE, les pauvres et les exclus forment au moins un cinquième de la population, le recours aux banques alimentaires a explosé et 26 millions de mineurs sont menacés de précarité, par exemple.

Les partisans les plus enthousiastes de la construction européenne, que leurs détracteurs ont surnommés les « européistes », estiment que la solution à ce marasme réside dans un approfondissement de la construction actuelle, c'est-à-dire un « saut » vers encore plus de fédéralisme néolibéral! Ce serait parce qu'on n'est pas allés assez loin dans le projet libéral et libre-échangiste des « pères fondateurs » que l'UE patine. Ce raisonnement n'est pas sans rappeler celui des dirigeants soviétiques des années 1970 et 1980 qui estimaient que les difficultés économiques de l'URSS s'expliquaient parce qu'on n'avait pas été assez soviétiques! Ce type d'aveuglement idéologique devrait sans doute faire l'objet de recherches scientifiques...

L'UE ne saurait d'autant moins faire l'économie d'une introspection critique qu'elle évolue désormais à rebours du reste de la planète. Ses traités, notamment ceux de Maastricht (1992) et de Lisbonne (2008) l'enferment dans l'idéologie mondialiste et ultralibérale des années 1990 au moment où même le Fonds monétaire international (FMI) s'interroge, allant jusqu'à critiquer l'attitude trop rigide de l'Union envers la Grèce. Les économistes critiques retrouvent droit de cité après des décennies de mise au placard. Le mythe de la « mondialisation heureuse » est derrière nous. Partout dans le monde renaissent des stratégies nationales, avec plus ou moins de succès et de façon plus ou moins autoritaire, comme l'illustrent l'Amérique latine, l'Afrique du Sud et certains pays d'Asie. L'élection de Donald Trump aux États-Unis exprime également cette inflexion avec ses discours sur « l'Amérique d'abord » ou l'appel au renouveau de la « grandeur américaine ». Le retour de la Russie et l'affirmation de la Chine s'inscrivent dans cette nouvelle géopolitique qui n'est pas sans rappeler celle du XIX^e siècle avec des États qui jouent et se déjouent sur la scène internationale. Marquée par son histoire mais aussi par les accords signés après la chute de l'Union soviétique (traité de Maastricht, Pacte de stabilité et de croissance), l'UE, elle, demeure l'un des derniers bastions du libéralisme classique (comme en témoigne le traité sur la stabilité et la gouvernance de 2013, qui limite l'ampleur des déficits que peut faire un État) malgré quelques inflexions dues à la crise financière de 2008. Elle est restée acquise à l'idée d'un nécessaire dépassement des souverainetés nationales, perçues comme intrinsèquement négatives. Notons au passage que cette pensée dominante s'accommode d'une réaffirmation de l'Allemagne qui, en sens inverse de la France qui n'a plus de projet national, est en train de se reconstruire en tant que nation et exprime ses intérêts de manière de moins en moins timide.

C'est dans ce contexte global qu'il faut analyser la décision du Royaume-Uni, exprimée par référendum en juin 2016, de quitter l'UE. La presse dominante y voit un repli nationaliste identitaire, voire xénophobe. On peut cependant aussi y voir un pari historique consistant à prendre acte que la construction européenne se développe à rebours des évolutions politiques et géopolitiques en cours à l'échelle de la planète; sorte de geste de survie d'une nation qui tente de ne pas rater le train de l'histoire. Le déchaînement de réprobation contre Londres est aussi pour l'UE une manière de refuser le reflet peu flatteur que lui tend le miroir du Brexit: celui d'une construction du passé qui préfère se contempler dans un rétroviseur.

L'Europe à la croisée des chemins

Le bilan de 65 ans de construction européenne se révèle pour le moins mitigé du point de vue des valeurs essentielles: d'une part, les institutions fonctionnent de manière non démocra-

tique, ce qui signifie que les normes qui s'imposent aux 510 millions d'Européens ne sont pas fondamentalement légitimes; d'autre part, le Marché commun a entraîné les États membres dans une spirale de régressions sociales dont on ne voit pas la fin: le chômage et les droits sociaux sont devenus les variables d'ajustement des gouvernements qui se lient les mains dans des traités budgétaires imbibés de préoccupations rigoristes. Des réformes sont proposées, mais elles se heurtent à un écueil insurmontable: le néolibéralisme est devenu le plus petit dénominateur commun unissant les 28 États membres. Les pays d'Europe centrale et orientale ont adhéré à l'Union sur cette base et ont payé le prix fort d'années d'ajustement aux règles du Marché commun. De même, la critique faite à l'Allemagne, qui cumule les excédents commerciaux sans se préoccuper des perturbations qu'ils occasionnent dans le Marché commun, confirme la difficulté à définir un intérêt général européen. *In fine*, chacun raisonne en fonction de ses propres préoccupations. La crise migratoire, abordée en ordre dispersé par les États membres, en est une autre illustration. Au-delà du Marché commun et de quelques pétitions de principe sur les droits humains sans incidence, quelle ambition unit les 28 pays (bientôt 27)? Quel projet? Plus on élargit (on est passé de 6 pays en 1951 à 28 à partir de 2013), plus la réponse est difficile à trouver.

Face à ces défis, les clivages politiques classiques se révèlent inopérants. La gauche comme la droite sont traversées de courants qui pensent des choses diamétralement opposées sur la construction européenne. Pour faire court, on retrouve dans les deux camps des fédéralistes européens et des partisans de la souveraineté nationale, des partisans de l'approfondissement de l'Europe actuelle et des partisans d'une sortie, plus ou moins nette, de l'Union. La compétition électorale en devient difficile à lire car, lorsqu'il s'agit de l'Europe, un électeur de gauche peut se retrouver plus proche d'un candidat de droite que d'un

candidat de gauche si le premier est partisan de l'Union et le second partisan d'une sortie de l'euro! La chose vaut aussi pour l'électeur de droite, mais cette situation se révèle particulièrement problématique à gauche car le fondateur du Parti socialiste, François Mitterrand, qui dirigea la France de 1981 à 1995, a substitué l'idéal européen à l'idéal socialiste². Concrètement, cela revient souvent à accepter des régressions sociales au nom d'une Europe progressiste (démocratique et sociale) toujours promise, mais qu'on ne voit jamais advenir.

L'heure des clarifications approche peut-être. Concernant l'Europe, tout dépend de l'analyse qu'on fait des sources du mal: soit on pense que le projet d'origine est bon mais a mal tourné (notamment à cause de l'ultralibéralisme des années 1980 et 1990), auquel cas il faut tenter de faire revenir la rivière européenne dans son lit originel; soit on pense que le ver était dans le fruit (les traités fondateurs sont intrinsèquement libéraux), auquel cas des solutions radicales s'imposent (sortie de l'euro ou sortie de l'Union). Une chose semble sûre dans tous les cas: les choix, quels qu'ils soient, ne peuvent pas être effectués sans le consentement des peuples. Or, l'UE et ses États membres semblent tentés par des solutions autoritaires comme le montrent le transfert de compétences de plus en plus larges à des organes non élus (Banque centrale et organismes économiques) et le refus de soumettre les traités européens à des référendums dont les verdicts seront respectés. Comment oublier que, comme le stipule la Déclaration universelle des droits de l'Homme, « [l]a volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics »? 🇪🇺

1. Lire A.-C. Robert, « Europe. Droit d'inventaire », *Manière de voir*, n° 129, juin-juillet 2013.

2. Lire André Bellon, *Une nouvelle vassalité*, Paris, Mille et une nuits, 2007.



Alain Reno, *Tous pour un, un contre...*, 2017, technique mixte

L'ALTERMONDIALISME, PLUS PERTINENT QUE JAMAIS

Défaire le modèle actuel de la globalisation pour en construire un autre, plus solidaire, a toujours été au cœur des propositions des altermondialistes.

Catherine Caron et Claude Vaillancourt

Les auteurs sont respectivement rédactrice en chef adjointe de la revue *Relations* et écrivain, président d'ATTAC-Québec

«**J**e définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possible en matière de droit du travail et de conventions sociales¹.» Cette déclaration de Percy Barnevik, ancien président du conseil d'administration de la firme d'ingénierie ABB, est devenue emblématique d'une mondialisation qui ne s'embarrasse pas du sens ou du non-sens de cette «liberté» qui provoque des déséquilibres abyssaux à l'échelle mondiale. Quelques constats le révèlent : aujourd'hui, sur les 100 premières entités économiques mondiales, 31 seulement sont des États et 69 des multinationales ; 8 milliardaires détiennent autant de richesse que la moitié la plus pauvre de la population mondiale² ; de puissants oligopoles dominent tous les grands secteurs de l'économie ; plus de 2500 traités d'investissement offrent des «dispositions-obus» aux entreprises pour s'attaquer à des lois nationales qui entravent leur quête de profit.

Pour mondialiser de cette manière, à la faveur de la chute du bloc communiste, il a fallu essentiellement donner préséance au droit des entreprises sur les droits humains. Il a fallu créer de l'endettement pour saper l'autonomie tant des personnes que des pays ; propager une idéologie néolibérale à l'aide d'institutions cherchant à infléchir politiques et comportements ; concentrer du pouvoir en dépossédant. Les causes et les conséquences de cette phase du capitalisme, financier et globalisé, le mouvement altermondialiste, au sens large, les a comprises et critiquées bien avant la droite populiste et des politiciens comme Donald Trump et Marine Le Pen, dont l'opposition à la mondialisation tient largement de la mascarade. Le diagnostic des altermondialistes s'est avéré à plusieurs égards et l'échec de la mondialisation actuelle est si manifeste – les crises financière, climatique, migratoire, notamment, l'attestent – qu'on se demande pourquoi leurs multiples propositions tardent encore à être appliquées.

En effet, entre autres exemples, la crise financière mondiale de 2008-2009 – qui dégénéra en crises économiques, sociales et de la dette publique dans plusieurs pays – a démontré de manière tragique que le mouvement altermondialiste avait raison de clamer que la financiarisation de l'économie et la déréglementation tous azimuts du secteur de la finance constituent un jeu très dangereux et qu'il faut de toute urgence y remédier.



Alain Reno, *Il jongle avec les loups*, 2017, collage

Parmi les moyens pour y arriver, mentionnons la séparation des banques de dépôt des banques d'investissement, l'imposition de limites à la libre circulation des capitaux et d'une taxe sur les transactions financières, la socialisation du secteur bancaire, l'interdiction des paradis fiscaux et des fonds spéculatifs, etc., autant de propositions qui peinent à voir le jour dans un contexte où on a laissé se construire un oligopole bancaire mondial. La crise climatique a pour sa part conduit le mouvement à radicaliser ses actions et à lier ses propositions pour stopper la «marchandisation du monde» à la nécessaire sortie de l'économie des hydrocarbures.

Quant à la crise migratoire, Aminata Traoré, la grande figure malienne de l'altermondialisme, a bien montré qu'à force d'asservir des pays au moyen d'un endettement conditionné à des libéralisations et des privatisations, de piller les ressources ou d'anéantir des cultures vivrières pour conquérir un marché sans égards aux populations locales, on provoque des conflits et contraint des milliers d'êtres humains à se chercher un avenir ailleurs... tout en les rejetant ensuite sous prétexte que ce ne sont que de simples «migrants économiques».

Changer de paradigme

Par de multiples manifestations, initiatives, campagnes et déclarations, le mouvement altermondialiste a maintes fois explicité par quels principes et axes d'action passe une sortie

de la mondialisation néolibérale. La mondialisation doit d'abord et avant tout être enracinée dans la plus haute exigence démocratique et la recherche de l'intérêt public. «À quoi sert un parlement s'il faut de toute façon signer, s'il faut de toute façon ratifier?», s'interrogeait Paul Magnette, alors qu'il était ministre-président de la Wallonie, dans son célèbre discours du 16 octobre 2016 contre l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (UE).

Vouloir une «autre mondialisation» –ou «démondialiser», sachant que ce concept a d'abord été proposé par deux figures de l'altermondialisme, Walden Bello et Bernard Cassen– signifie, dans cette perspective, reprendre le contrôle démocratique des forces économiques et financières qui dominent nos sociétés et qui ont acquis un pouvoir démesuré nuisible au bien commun, au respect des droits démocratiques et humains ainsi qu'à l'avancée de la justice sociale. Il s'agit de faire émerger un nouveau paradigme fondé sur le respect des écosystèmes, des droits humains et des cultures diversifiées du monde, et non pas sur la domination de plus en plus grande de puissances oligarchiques. Cet impératif s'inscrit tout autant dans le caractère inédit d'une époque –marquée par des fortunes colossales et des écarts de richesse inégalés ainsi que par une crise climatique mortifère– que dans le legs historique de mouvements sociaux antérieurs dont l'esprit solidaire et internationaliste, contraire à l'individualisme, au sectarisme et au nationalisme étroit, fonde et traverse les courants altermondialistes.

En plus d'avoir sérieusement miné la crédibilité et l'action des institutions financières internationales et contribué à stopper des accords nuisibles à l'intérêt public –comme la Zone de libre-échange des Amériques et le traité de libre-échange entre l'UE et les États-Unis–, le mouvement altermondialiste est

Le défi du mouvement altermondialiste est de passer de celui qui «a souvent raison» à celui qui arrive à imposer davantage ses solutions.

derrière un important projet encore méconnu: celui de mettre sur pied un instrument international contraignant juridiquement les multinationales à respecter les droits humains et les normes sociales et environnementales. Il fait aussi avancer la notion du crime d'écocide³ ou encore le projet d'une fiscalité internationale capable d'enrayer la forte tendance des riches et des multinationales à se désolidariser du destin des territoires et des populations touchées par leurs activités. Chose certaine, l'action locale doit se conjuguer à l'action nationale et internationale, et la valorisation d'outils qui ont fait leurs preuves (droits humains, services publics, coopératives, agroécologie, etc.), aller de pair avec de nouvelles initiatives (droits de la Terre-Mère, systèmes d'échange local, villes «zéro déchet», etc.). La notion d'*alternatives systémiques* comme la souveraineté alimentaire, le «*buen vivir*», les communs ou l'éco-féminisme s'impose par ailleurs de plus en plus.

Faire émerger des relais politiques

À l'évidence, les élites au pouvoir s'accommodent mieux de l'extrême droite, qui évolue confortablement dans le capitalisme –à la condition de pouvoir s'en prendre à quelques boucs émissaires–, que de la mouvance altermondialiste, qui propose des changements structurels profonds modifiant les rapports de pouvoir. Pourtant, pourront-elles encore longtemps faire l'autruche? Par exemple, au sujet de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, pourrions-nous encore longtemps faire consensus sur l'absolue nécessité de maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 2°C tout en refusant de créer des mécanismes contraignants pour forcer les pays à atteindre leurs objectifs? Le défi du mouvement altermondialiste, avec ses alliés du mouvement écologiste, entre autres, est de passer de celui qui «a souvent raison» à celui qui arrive à imposer davantage ses solutions. Il doit y arriver notamment auprès de cette «gauche» qui exerce parfois le pouvoir (Parti québécois au Québec, Parti socialiste en France, Parti travailliste au Royaume-Uni, par exemple) en reniant ses idéaux, que ce soit en matière de réduction des inégalités ou de respect de l'environnement.

Actuellement, la popularité, entre autres chez les jeunes, de certains politiciens jugés radicaux ou très à gauche est symptomatique d'un mouvement de fond dont il est difficile aujourd'hui d'évaluer la pérennité. Les succès électoraux de Bernie Sanders aux États-Unis et de Jeremy Corbyn au Royaume-Uni, les votes combinés en faveur de Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon à la présidentielle en France, la percée de militants des Indignés à la tête de mairies de grandes villes d'Espagne, une certaine hausse de popularité de Québec solidaire chez nous attestent une envie de mettre en branle d'importants changements sociaux et d'accélérer une transition écologique qui tarde à se réaliser et semble trop mal planifiée. Cela se manifeste avec, en toile de fond, les brèches qu'ont pu créer certains gouvernements progressistes en Amérique latine au cours des 15 dernières années, en matière de lutte contre la dette (Équateur) ou de mesures favorables aux plus démunis (Venezuela, Brésil), par exemple.

À bien des égards, la grande dissonance qui s'observe entre les décisions impopulaires des gouvernements en faveur des élites (austérité, projets d'oléoducs, etc.) et ce que souhaite une bonne partie de la population devient de plus en plus intenable. C'est par la stimulation et l'articulation patiente et féconde d'une mobilisation locale et globale constante –auxquelles contribuent les forums sociaux mondiaux et régionaux, la Marche mondiale des femmes et plusieurs contre-sommets, entre autres– qu'on peut espérer des transformations positives et des points de rupture entre les gouvernants et des élites dont la cupidité et l'aveuglement en viennent jusqu'à nuire à leurs propres intérêts. ☺

1. Cité dans Jean Ziegler, *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, 2002, p. 181.

2. Voir le rapport «Une économie au service des 99%», Oxfam international, janvier 2017.

3. Le mot «écocide» désigne le crime de destruction de ce qui est nécessaire à l'humanité pour exister.

ALTERMONDIALISME OU DÉMONDIALISATION ?

Jonathan Durand Folco

L'auteur est professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul

Lorsque vient le temps de critiquer la mondialisation, plusieurs perspectives s'affrontent dans l'espace public pour proposer une autre vision du monde, c'est-à-dire une alternative sociale, économique et politique globale de portée mondiale. Parmi un ensemble de thèses souvent semblables et entrecroisées, nous pouvons identifier deux grands discours qui font le procès de la mondialisation néolibérale, du libre-échange et des institutions supranationales qui régissent l'ordre économique mondial : l'altermondialisme et la démondialisation. Il faut rappeler que la notion de « démondialisation » a été développée par l'altermondialiste philippin Walden Bello et que les partisans de la démondialisation comptent de nombreux altermondialistes. Si ces deux visions se recoupent à plusieurs égards, elles proposent également certaines avenues très divergentes. Toute la question réside dans les aspects du problème qui sont critiqués et les solutions de rechange proposées.

Tout d'abord, nous pouvons identifier une première convergence entre l'altermondialisme et la démondialisation dans leur critique commune des multinationales et du capitalisme. Ces deux discours insistent fortement sur la justice sociale et la coopération internationale.

Il existe cependant une divergence importante entre l'altermondialisme et la démondialisation. L'altermondialisme ne concentre pas son attention sur l'échelle nationale, embrassant plutôt l'interdépendance des relations sociales, économiques et politiques comme un fait indépassable, voire un progrès pour l'humanité. La solution résiderait donc dans la transformation des institutions internationales, l'ajout de nouveaux mécanismes de redistribution (taxes sur les transactions financières) ou de régulation (accords sur le climat ou sur le respect des droits humains) pour assurer la justice globale. À l'inverse, la démondialisation est profondément sceptique par rapport à la possibilité de réformer les traités et institutions supranationales, et préconise donc une stratégie de sortie ou de rupture (avec l'Union européenne par exemple, laquelle serait intrinsèquement néolibérale et irréformable).

Conséquemment, la démondialisation souhaite réaffirmer la souveraineté nationale, et ce, en misant sur un protectionnisme et un retour à la monnaie nationale comme stratégie de transition. Ce discours se rapproche du nationalisme sur ces questions spécifiques (affirmation de la souveraineté notamment), tout en gardant une visée anticapitaliste, égalitaire et internationaliste.

En résumé, l'altermondialisme souhaite une réforme globale de la mondialisation néolibérale par une stratégie se déployant à l'échelle supranationale. À l'opposé, la démondialisation vise une sortie de la mondialisation combinée à une sortie du capi-

talisme via une rupture à l'échelle nationale, appuyée sur la reconquête de la souveraineté nationale et populaire. La démondialisation se distingue donc du nationalisme économique qui préconise le retour à un capitalisme national, celui-ci pouvant inclure le protectionnisme, une monnaie nationale, la fermeture des frontières aux immigrants et des protections sociales réservées aux « nationaux ». La démondialisation cherche en effet à dépasser le capitalisme et le nationalisme étroit par le biais d'une décroissance (relocalisation de l'économie) et de la construction d'une véritable coopération internationale. La démondialisation rejoint ici l'altermondialisme en ce sens qu'elle cherche à instaurer un nouvel ordre de relations internationales plus juste. Pour ce faire, elle préconise toutefois une stratégie qui passe *d'abord* par les États nationaux plutôt que par les institutions supranationales. Néanmoins, toute la différence entre la démondialisation (démocratique) et le nationalisme conservateur (populiste de droite ou autoritaire) réside dans leur interprétation de la souveraineté. Tandis que le « souverainisme de gauche » s'appuie sur une critique forte des systèmes d'oppression, sur l'exigence démocratique et sur un horizon internationaliste, le « souverainisme de droite », quant à lui, privilégie la défense de l'« intérêt national », lequel doit primer sur toute revendication particulière en matière de classe, de sexe ou d'origine ethnique.

Ainsi, de façon schématique, nous pouvons distinguer altermondialisme et démondialisation par leur articulation particulière de la souveraineté et de la solidarité internationale : internationalisme non souverainiste pour le premier et souverainisme de gauche internationaliste pour le second. Mais pour bien éviter la confusion entre ce souverainisme et celui de la droite chauvine, voici un passage d'un ouvrage éclairant de l'économiste français Frédéric Lordon, partisan de la sortie de l'euro et de l'Union européenne, et défenseur d'une transition postcapitaliste par une rupture à l'échelle nationale : « La souveraineté vue de gauche, elle, n'a pas d'autre sens que la souveraineté du peuple, c'est-à-dire l'association aussi large que possible de tous les intéressés à la prise des décisions qui les intéressent. En vérité, il ne devrait pas y avoir lieu conceptuellement de faire cette différence de la nation et du peuple, donc de la "souveraineté nationale" et de la "souveraineté populaire", mais des habitudes lexicales ont été ainsi prises dans le débat politique que le premier terme renvoie bel et bien à tout un univers (et à des locuteurs) de droite et qu'il n'est pas autre chose en son fond qu'un souverainisme gouvernemental, quand le second est de gauche en tant qu'il n'efface pas les mandants derrière les mandataires, et se pose par là comme souverainisme démocratique. Le souverainisme de droite n'est donc rien d'autre que le désir d'une restauration (légitime) des moyens de gouverner, mais exclusivement rendus à des gouvernants qualifiés en lesquels la "nation" est invitée à se reconnaître – et à s'abandonner. Le souverainisme de gauche est l'autre nom de la démocratie – mais enfin comprise en un sens tant soit peu exigeant¹. »

1. Frédéric Lordon, *La malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Paris, Les liens qui libèrent, 2014, p. 230.

POUR UNE MONDIALISATION ALTERNATIVE

C'est la gauche qui a diagnostiqué les maux de la mondialisation. Alors pourquoi est-ce la droite qui s'approprie le message?

Walden Bello*

L'auteur, sociologue philippin, a cofondé l'ONG altermondialiste Focus on the Global South

Le libre-échange et la libre circulation des capitaux ont été les locomotives de la mondialisation. Mais ces principes économiques ont aussi provoqué une succession de crises entraînant une remise en question généralisée du capitalisme comme force d'organisation de la vie économique – et de son expression idéologique suprême, le néolibéralisme.

Les manifestations dénonçant le capitalisme tenues lors du récent sommet du G20 à Hambourg – les 7 et 8 juillet 2017 – peuvent apparaître, au premier regard, semblables aux mobilisations qui ont marqué chacune des grandes rencontres internationales du début des années 2000. Il y a néanmoins aujourd'hui une différence de taille par rapport à cette période: le capitalisme mondial est dans une période de stagnation à long terme à la suite de la crise financière mondiale de 2008-2009. La nouvelle vague de manifestations témoigne d'un désenchantement vis-à-vis du capitalisme beaucoup plus répandu qu'à l'époque des manifestations des années 2000.

Pour autant, la capacité de résilience du capitalisme à traverser ce genre de crises ne doit pas être sous-estimée. La situation actuelle pose d'importants défis, en particulier pour les militants mobilisés autour des questions de commerce international, qui ont été aux premières lignes de la lutte contre le néolibéralisme et la mondialisation au cours des 20 dernières années.

L'étonnante vitalité du néolibéralisme

Le premier de ces défis est l'étonnante vitalité que le néolibéralisme présente.

La crédibilité du néolibéralisme, pour lequel l'idéologie libre-échangiste est fondamentale, a été grandement minée par une série de crises qui se sont déroulées au cours des deux dernières décennies, parmi lesquelles on retrouve l'échec de la troisième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, en 1999, la crise financière asiatique de 1997-1998 et la crise financière mondiale de 2008-2009, dont les effets continuent de se faire sentir en tirant vers le bas l'économie mondiale.

La plupart des observateurs se souviennent de ce moment, à la fin de 2008, où, après avoir entendu les analyses sur la crise financière en cours livrées par une assemblée d'économistes



Alain Reno, *Halte terre*, 2017, collage

orthodoxes à la London School of Economics, la reine Élisabeth II a demandé: « Comment se fait-il que personne n'ait pu voir venir cela? » Parmi les économistes déconcertés, personne n'avait pu lui répondre – et aux dernières nouvelles, la reine n'a toujours pas obtenu de réponse.

Ce qui est troublant, c'est que le néolibéralisme continue de faire la pluie et le beau temps malgré cette perte de crédibilité. Les professeurs d'économie l'enseignent encore et les technocrates continuent de le prescrire et de l'imposer. Les hypothèses erronées de la théorie libre-échangiste demeurent aux fondements des accords de libre-échange ou de partenariat économique, avec lesquels les grandes puissances cherchent à corseter les pays en voie de développement.

Pour emprunter une image aux vieux films westerns: le conducteur du train a été abattu, mais sa main inerte est restée appuyée sur la manette de vitesse et pousse l'engin à plein régime. Ce qu'il faut retenir de cela, c'est que tant qu'une idéologie permet de servir des intérêts – ceux des entreprises et des institutions du savoir qui ont investi dans son développement, par exemple –, celle-ci ne sera pas renversée, quand bien même serait-elle frappée par une série de crises de crédibilité dévastatrices.

Le développement extraverti a toujours le vent en poupe

Le second défi auquel nous sommes confrontés est particulièrement important pour les pays en voie de développement. Il s'agit de la persistance du modèle de croissance économique tourné vers les exportations, ou développement dit «extraverti».

Aujourd'hui, ce modèle est partagé tant par les néolibéraux que par les non-néolibéraux, qui divergent seulement sur le rôle à confier à l'État : les premiers pensent que le développement devrait être mû uniquement par les forces du marché, tandis que les seconds croient qu'il nécessite un appui vigoureux de l'État. Or, ces dernières années, c'est le modèle même de croissance extraverti qui a été rendu obsolète en raison de la stagnation des centres économiques stimulant la demande mondiale – les États-Unis, l'Europe et les pays formant le BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) – qui étaient dynamiques jusqu'à récemment.

C'est d'ailleurs la non-viabilité de ce modèle de croissance économique rapide qui a mené la Chine, sous Hu Jintao et Wen Jiabao, à s'éloigner d'une économie reposant sur les exportations pour adopter une stratégie stimulant la demande intérieure, au travers d'un imposant programme d'investissements de 585 milliards de dollars US. Or, la Chine a échoué et les raisons qui expliquent cet échec sont instructives.

C'est qu'en réalité, un ensemble de puissants intérêts se sont agglutinés autour du modèle économique basé sur les exportations – les banques d'État, les gouvernements locaux et régionaux ayant bénéficié de ces politiques, les entreprises d'État axées sur les exportations, les investisseurs étrangers – rendant difficile toute entreprise de remplacement, et ce, en dépit du fait qu'il n'est pas adapté dans le contexte de stagnation internationale actuelle.

Les mêmes vellétés de changement de politiques économiques ont cours dans d'autres pays en développement et dans la plupart des cas, le résultat est identique : les lobbies de l'exportation sont en train de gagner, malgré le fait que les conditions économiques mondiales nécessaires à leur stratégie se délitent.

Le coup fourré de la droite radicale

Un troisième important défi réside dans le fait que lorsque des changements majeurs en matière de politiques commerciales ont bel et bien lieu, ils ne sont pas le résultat d'actions de groupes progressistes, mais de démagogues de la droite. Le cas le plus patent est celui des États-Unis.

C'est en effet Donald Trump qui a mis un terme à l'Accord de partenariat transpacifique (AFTP), qui avait été tant critiqué par les milieux de gauche. Quand bien même Trump est un démagogue et que ses intentions tiennent de l'opportunisme, c'est lui – et non les démocrates de Hillary Clinton – qui s'est montré favorable à l'abrogation de l'AFTP, qui constituait l'une des demandes centrales du mouvement syndical américain durant la dernière campagne électorale présidentielle. Cela a permis à Trump de faire des gains importants auprès de la classe ouvrière blanche.

En Europe aussi les classes ouvrières se tournent en masse vers les partis de droite radicale, et il ne s'agit pas seulement d'une réaction raciste à l'immigration, mais également parce

que ces partis ont adopté une rhétorique antimondialisation et anti-libre-échange (voir l'article d'Aurélien Bernier, p. 17). À l'instar des démocrates aux États-Unis, les sociaux-démocrates européens sont associés à la financiarisation et au libre-échange ; c'est ce qui explique en grande partie leur perte de crédibilité.

C'est pourtant la gauche *anti-establishment*, celle des mouvements sociaux, qui a formulé puis développé la critique de la mondialisation, du néolibéralisme et du libre-échange dans les années 1990 et 2000. Pour une panoplie de raisons cependant, nous n'avons pas été en mesure de traduire nos analyses en un mouvement efficace. L'extrême droite, de son côté, s'est approprié notre message de façon opportuniste et se présente comme étant anti-néolibérale, opposée à la fois au centre droit et au centre gauche. Elle nous a coupé l'herbe sous le pied.

Un autre modèle

Le dernier défi qui nous attend est de proposer un paradigme différent qui soit crédible. Les deux premiers défis que j'ai soulevés renvoient à l'importance des puissants intérêts dans le maintien d'un paradigme en déficit de crédibilité intellectuelle. Mais ce maintien ne s'explique pas seulement par la force d'inertie que représentent ces puissants intérêts. Notre incapacité à passer d'une critique du capitalisme néolibéral à la formulation d'une puissante alternative – comme l'a été le socialisme pour de nombreuses personnes, classes marginalisées et nations au XX^e siècle – fait aussi partie du problème.

Les bases théoriques pour construire un modèle économique différent existent déjà. Elles sont le résultat de l'action de tant et tant de progressistes ces 50 dernières années, et comprennent les riches recherches faites autour des notions de développement durable, de décroissance et de démondialisation. La tâche aujourd'hui est d'intégrer ces divers éléments non seulement dans un modèle intellectuel cohérent, mais aussi dans un récit inspirant qui allie vision, théorie, programme et action dans un tout structuré et solidement ancré dans les valeurs de justice, d'équité et de respect de l'environnement.

Évidemment, il nous faudra travailler sans relâche pour atteindre cet objectif. Mais nous ne pouvons pas seulement être convaincus qu'il est *nécessaire* d'arriver à proposer une alternative qui rallierait une majorité de personnes : nous devons avoir confiance que c'est *possible*.

Voilà certains des plus importants défis auxquels doivent faire face les militantes et militants mobilisés autour des questions liées à la mondialisation. Nous ne pouvons laisser le champ libre à un néolibéralisme du désastre ou à une extrême droite qui s'est approprié nos analyses en les combinant à des valeurs répugnantes et réactionnaires.

Un avenir qui répond à nos valeurs progressistes ne va pas de soi. Nous devons travailler à ce qu'il advienne, et nous le ferons. ☺

* Traduit de l'anglais par Marc-Olivier Vallée. Le texte est paru le 19 juillet 2017 dans *Foreign Policy in Focus*, dont W. Bello est un collaborateur régulier.

LE QUÉBEC FACE À LA MONDIALISATION: CONTRAINTE, RÉSISTANCES ET VOIES DE SORTIE

ÉCHANGE ENTRE
SIMON-PIERRE SAVARD-TREMBLAY ET ÉRIC PINEAULT

Nation minoritaire au sein du grand ensemble canadien et nord-américain, le Québec vit la mondialisation au milieu de contraintes et de paradoxes multiples qui lui sont propres. Comment ceux-ci affectent-ils son développement et sa capacité d'orienter son avenir? Nous en avons discuté avec deux intellectuels critiques de la mondialisation issus de tendances politiques contrastées : le sociologue indépendantiste et démondialiste Simon-Pierre Savard-Tremblay, auteur entre autres de L'État succursale – La démission politique du Québec (VLB, 2016), et l'économiste et sociologue écosocialiste Éric Pineault, professeur à l'UQAM et membre du Collectif d'analyse de la financiarisation du capitalisme avancé.

Selon vous, qu'est-ce qui caractérise le plus la position du Québec face à la mondialisation capitaliste? Dans quelle mesure a-t-il le contrôle sur les accords de libre-échange qui l'affectent?

Simon-Pierre Savard-Tremblay: Tout d'abord, question de préciser le vocabulaire, il faut rappeler que les accords commerciaux contemporains ne sont plus du libre-échange à proprement parler; le libre-échange renvoie à l'idée qu'on abaisse les droits de douane sur un certain nombre de marchandises pour que la concurrence puisse s'exercer de manière libre et non faussée, nous dit-on. Or, aujourd'hui, alors que les droits de douane sont déjà extrêmement faibles, les accords dits de libre-échange touchent autant les politiques pharmaceutiques que les médicaments, l'environnement, l'agriculture, les lois du travail et les services publics dont on force la marchandisation – bref, à peu près tous les pans de l'économie et de la société. Quand on parle de libre-échange aujourd'hui, il est donc moins question de commerce que de cadres réglementaires qui imposent le néolibéralisme comme système aux signataires des traités. Ce n'est pas pour rien que certains penseurs libéraux parlent de « constitutionnalisme économique » pour destituer la souveraineté étatique. Le mal-nommé « libre-échange » est aujourd'hui un régime politique.

Dans un tel contexte, le Québec a une classe politique qui ne se pose pas trop de questions et qui, au contraire, en chante les louanges. Pierre-Marc Johnson, ancien premier ministre et aujourd'hui négociateur pour le Québec de l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Europe, a par ailleurs

admis candidement qu'en tant que province, le rôle du Québec se limitait à faire de la diplomatie de corridor, jamais à la table des négociations. Ce même Johnson a aussi comparé les opposants au libre-échange aux défenseurs de la cigarette et aux climato-sceptiques, manière de dire qu'il y aurait chez eux un refus de la réalité et de l'évidence.

De plus, on répète toujours que les grands traités vont nous ouvrir sur le monde, nous donner accès à des marchés de millions d'habitants, que c'est là une aubaine pour une petite nation comme la nôtre. Mais encore faut-il avoir les moyens de les conquérir, ces marchés! En ce moment, nos institutions qui auraient pu servir de levier ont toutes été converties à la logique néolibérale et nous n'avons plus d'État stratège au Québec. L'exemple le plus flagrant est celui de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), qui jadis avait pour but de servir un développement économique structurant et de protéger notre économie nationale, alors qu'elle joue maintenant à la grande banque ultra-financiarisée sur les marchés mondiaux. Dans ce contexte, signer des accords de libre-échange revient à se jeter dans la gueule du loup.

Éric Pineault: On s'entend tout à fait sur la nature des nouveaux traités. Un exemple parlant est lorsque le Québec a voulu interdire le 2,4-D, un herbicide potentiellement cancérigène produit par l'entreprise étasunienne Dow Chemicals. Devant la menace d'une poursuite de la compagnie, invoquant une clause de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Québec a dû faire marche arrière et c'est le gouvernement canadien qui a négocié ce recul. L'entente conclue

Alain Reno, *Des accords*, 2017, collage

avec Dow en dehors du cadre de l'ALENA a engagé le Québec à ne pas interdire le produit. Voilà un des exemples patents de la limitation de la souveraineté environnementale du Québec qu'entraînent les mécanismes de ces traités visant à créer un espace de droit et d'exercice de pouvoir pour les multinationales en limitant la souveraineté des États.

S.-P. S.-T. : Le fameux chapitre 11 de l'ALENA en est l'incarnation, dont on commence seulement ces dernières années à comprendre les conséquences. Son mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États permet aux grandes entreprises de renverser des lois adoptées par un parlement. Aujourd'hui, ce type de mécanisme est devenu la norme dans les nouveaux traités.

Quel bilan pourrait-on tirer des différents accords de libre-échange signés par le Canada au cours des 30 dernières années, et quels effets ont-ils eus pour le Québec ?

S.-P. S.-T. : Tout d'abord, on le sait, le Québec inc. est présentement en train de se faire décapiter : nos entreprises sont rachetées par des grands groupes internationaux, nous perdons

nos sièges sociaux, etc. Ensuite, s'il y a eu des effets bénéfiques aux accords de libre-échange (qui ont davantage profité à la bourgeoisie), il sont plutôt imputables au libre-échange de base, portant sur le commerce et les droits de douane facilitant certaines exportations, et non aux nouveaux accords qui mettent en concurrence les États dans une course à la marchandisation de plus en plus profonde et rapide.

É. P. : Pour ma part, j'ai de la difficulté à départager ce qui relève des accords de libre-échange comme tel de ce qui relève de la mondialisation dans le sens plus classique du terme, c'est-à-dire le développement de chaînes internationales de production, l'augmentation des échanges, etc. Les deux phénomènes se sont déployés simultanément et sont intimement liés. Le bilan qu'on pourrait faire serait donc davantage celui d'un cycle d'accumulation au cours duquel on a assisté à une phase de consolidation capitaliste comme on l'a rarement vu dans l'histoire, avec l'émergence de grands monopoles transnationalisés.

Ce mouvement, conjugué à l'émergence des nouveaux grands accords de libre-échange, a changé le cadre des relations entre les multinationales, les plus petites entreprises, les travailleurs et l'État. Les multinationales ont gagné en « flexibi-

lité», en capacité stratégique vis-à-vis de l'État. RioTinto Alcan est un excellent exemple. Cette firme déploie ses activités en fonction de critères qui sont les siens et détermine carrément le cours de certains métaux. Est-ce que les accords de libre-échange sont à blâmer à 100% pour cette inféodation des États? Je ne saurais le dire, mais ils participent certainement d'une dynamique beaucoup plus globale de renoncement à la souveraineté politique.

Malgré cette dynamique et contrairement à l'Ontario ou à certains États américains, par exemple, le Québec a réussi à traverser cette période en préservant certaines institutions, en particulier son mouvement syndical. Dans les années 1980-1990, ce dernier a pris d'importantes décisions –notamment la création du Fonds de solidarité FTQ et la mise sur pied d'instances de concertation tripartite avec l'État et le patronat

Dans le contexte actuel, les services et infrastructures publics deviennent par ailleurs des sortes de «gisements» d'accumulation capitaliste possible.

dans une optique de maintien de l'emploi et de développement régional et local– qui lui ont permis de perdurer, et ce, même si ces décisions ont été vivement critiquées dès le départ. Car cette approche «développementiste» de maintien de l'emploi revient au final à revendiquer le statu quo. Cela dit, la plus grande victoire du «parti de l'austérité» ces dernières années, en particulier sous le gouvernement Couillard, est d'avoir grandement affaibli ces structures qui, jusqu'ici, avaient malgré tout permis de résister aux précédentes offensives néolibérales.

S.-P. S.-T. : Ce qu'on ne doit pas négliger dans la dynamique de consolidation actuelle, c'est la financiarisation importante qui l'accompagne. Plusieurs grandes entreprises vivent aujourd'hui davantage de leurs activités spéculatives que de leur production. Pour prendre un exemple récent, il y a eu la vente d'IRIS aux lunetteries New Look, l'été dernier. La nouvelle n'a pas eu le retentissement de la vente de Rona ou du Cirque du Soleil parce qu'on se disait que New Look est une entreprise québécoise. Mais ce qui s'est joué, c'est le passage d'une entreprise de type entrepreneurial à un conglomérat qui appartient à une banque d'affaires –Benvest Holdings– depuis les années 2000. Or, l'investisseur est devenu le nouveau roi des traités commerciaux.

É. P. : Dans le contexte actuel de faible croissance économique et de logique de consolidation du capital, les services et infrastructures publics deviennent par ailleurs des sortes de «gisements» d'accumulation capitaliste possible. Les traités comme l'AECG entre le Canada et l'Union européenne consacrent d'ailleurs cette logique en ouvrant les services publics provinciaux et municipaux à la concurrence privée. Le projet de Réseau électrique métropolitain (REM) de la CDPQ est en ce sens un projet modèle. La Caisse œuvre dans le secteur des

infrastructures depuis une dizaine d'années ailleurs dans le monde en misant sur cette forme d'accumulation par dépossession, et maintenant elle applique sa recette ici.

Au Québec, le libre-échange a été promu avec enthousiasme par le mouvement souverainiste, un paradoxe compte tenu de la limitation de la souveraineté politique qu'imposent les différents traités. Comment expliquez-vous cela ?

S.-P. S.-T. : Cette situation s'explique par des raisons historiques bien précises. La défaite du référendum de 1980, qui s'est jouée entre autres sur des questions de peur économique, y est pour beaucoup. Les têtes pensantes de l'économie qu'étaient Jacques Parizeau et Bernard Landry à l'époque, qui étaient des keynésiens, se sont dit qu'il fallait absolument trouver une façon de ne plus dépendre économiquement du Canada et diversifier les partenaires commerciaux pour que le chantage économique des fédéralistes ne fonctionne plus. Ce calcul est donc compréhensible, d'autant que le libre-échange, à l'époque, n'était pas celui qu'on connaît aujourd'hui. Mais il faut tourner cette page et tirer un bilan lucide –et pas à la Lucien Bouchard!– de cette expérience. Il faut voir que ces traités sont des accords anti-souverainistes.

É. P. : J'ai eu l'occasion de poser directement la question à Bernard Landry. Il m'a dit que face à la crise du paradigme keynésien de développement auto-centré, pendant les années 1970, il avait perdu ses repères. Il était à la recherche d'une nouvelle façon de voir le développement économique. À l'époque, ça lui a donc semblé logique de faire le pari du développement tiré par le commerce externe plutôt que de se fier uniquement sur la demande interne et sur l'État. L'idée était de faire du Québec une nation commerçante. Le nationalisme économique au Québec dans les années 1980-1990 a alors adopté le langage de l'ouverture, de la conquête des marchés et de la célébration de la nouvelle élite économique.

Devant l'absence d'une alternative structurée à gauche, cette vision du développement tourné vers l'extérieur s'est pérennisée. D'autant que la social-démocratie, dans tous les pays développés, pas seulement au Québec, est devenue une sorte de social-libéralisme. Cette hégémonie de la «troisième voie» explique aussi en partie pourquoi la critique du libre-échange est moins présente ici qu'elle peut l'être ailleurs.

Dans ce contexte, comment penser qu'une résistance pourrait s'installer, sur le plan politique, contre le libre-échange néolibéral? Quels projets politiques porter pour sortir de ce cadre au Québec ?

S.-P. S.-T. : La crise est politique autant qu'elle est écologique, économique et même humaine. La difficulté de monter un mouvement politique réside dans le fait que non seulement il faut restituer à l'État sa souveraineté, mais aussi en reprendre le contrôle démocratique. Tout cela nous force à repenser la question dans un nouveau paradigme. Rebâtir un État stratégique me semble une bonne voie. Pas seulement un État interven-

tionniste – car il faut rappeler que l'État néolibéral n'est pas un État qui refuse l'intervention mais au contraire en promeut une forme bien précise –, mais bien un État qui porte une stratégie d'ensemble reflétant un consensus autour de notre intérêt national sur le plan économique. Il pourrait ainsi, par exemple, y avoir une forme d'institution permanente au sein de laquelle syndicats, entreprises, associations de consommateurs et État pourraient siéger, sous tutelle publique. C'est une hypothèse de travail à affiner, à questionner, mais l'idée est d'avoir des institutions qui permettraient de faire converger les intérêts de la nation. La question institutionnelle est tout sauf négligeable ici.

É. P. : J'ai l'impression que la transition écologique peut être un moteur pour enclencher la nécessaire transformation vers une économie auto-centrée, basée sur des circuits plus courts et non plus seulement tirée par les exportations. Avec les gens de l'Institut de recherche et d'information socio-économiques et de l'Institut de recherche en économie contemporaine, on a réfléchi au concept d'éco-substitution des importations. Celui-ci consiste à fabriquer ici les choses qu'on importe actuellement, pas par chauvinisme ou (seulement) pour protéger nos industries, comme dans une stratégie « classique » de substitution des importations, mais pour réduire l'empreinte écologique des produits importés souvent de très loin. Une politique qui favorise cette éco-substitution des importations stimule l'emploi local, structure une économie et comporte une dimension stratégique. Surtout, l'ajout de la dimension écologique permet de contrecarrer la connotation négative de l'aspect protectionniste de cette stratégie dans le discours dominant et permet de s'appuyer sur des traités internationaux autres que le droit commercial néolibéral – comme les accords sur le climat.

S.-P. S.-T. : Le coût social d'une marchandise, par ailleurs, n'est pas seulement lié à la question écologique. Par exemple, un produit fabriqué dans des conditions sanitaires indécentes, dans des pays où le travail des enfants est permis et où il n'existe pas de salaire minimum, finit inévitablement par supplanter nos produits sur le marché en raison de son bas prix. C'est pourquoi la modulation des droits de douane en fonction du coût social des marchandises me semble s'imposer. Pour cela, un certain contrôle des frontières est donc nécessaire. Cela remet aussi en question plusieurs dogmes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui assimile à de la discrimination toute action sur les marchandises entrantes.

Diriez-vous que l'indépendance politique est nécessaire pour que le Québec puisse s'extraire de la mondialisation néolibérale et être un acteur d'une mondialisation différente, plus juste ?

S.-P. S.-T. : Absolument, car le Canada de 1867 est le premier laboratoire de la mondialisation libérale. C'est le premier grand ensemble qui repose sur l'idée d'une intégration complète des frontières. On unit alors des territoires au nom du capital qui doit être mobile et circuler librement. À l'époque, le chemin

de fer a joué le rôle d'unification d'un grand marché est-ouest ; aujourd'hui, ce sont les pipelines (et Énergie Est en est un bon exemple, même s'il a été abandonné) qui jouent cette fonction. La transformation opérée par Pierre-Elliott Trudeau avec la constitution de 1982 va aussi dans le sens de ce que sera la mondialisation néolibérale : une réduction du pouvoir des parlements pour en donner plus aux tribunaux au nom des droits absolus de l'individu.

L'indépendantisme, parce qu'il est porteur d'une défense de la capacité d'agir de la communauté nationale, va nécessairement à contre-courant du néolibéralisme mondialisé, et ce, malgré les démentis incohérents de certains « souverainistes ». Cela dit, il va de soi qu'un véritable projet indépendantiste ne saurait reproduire les mêmes recettes sans poursuivre la dissolution des cadres politiques et devrait donc être porteur d'un projet de démondialisation.

Un véritable projet indépendantiste ne saurait reproduire les mêmes recettes néolibérales et devrait donc être porteur d'un projet de démondialisation.

É. P. : Pour avoir une forme de souveraineté économique et une économie socialisée, il faut en effet une communauté politique concrète. La modernité a construit ses communautés politiques sous la forme de nations. On peut rêver à toutes sortes d'autres façons de se réunir et de construire du commun, mais pour le moment la nation est la forme qu'on a trouvée. Par contre, nos nations nord-américaines se sont construites sur le dos des peuples autochtones. Nous sommes des États-nations coloniaux et il y a là un problème avec lequel il faut maintenant composer. On ne peut plus prétendre que les frontières actuelles sont les nôtres et que nous contrôlons tout le territoire. Comment penser la souveraineté dans un contexte postcolonial ? Il s'agit là d'une question complexe à laquelle il reste à trouver des réponses.

Ce que nous appelons le processus d'accession à la souveraineté du Québec pourrait devenir un processus postcolonial, non seulement tourné vers le passé et la reconnaissance des torts commis, mais aussi tourné vers un avenir commun et une véritable reconnaissance réciproque. La conquête d'une souveraineté réelle exige par ailleurs que nous puissions exercer en commun un pouvoir sur notre société. Cela ne peut se faire sans une transformation profonde de ce qui nous tient lieu d'institutions démocratiques. Nous devons en effet penser des institutions beaucoup plus réflexives, participatives et ancrées dans les communautés. Finalement, pour que la souveraineté puisse s'exercer dans le domaine économique, il y a aussi là une transformation institutionnelle profonde à penser : transformation de la propriété, de l'entreprise, du travail, de la production et de la circulation. À mon avis, cette transformation est certainement incompatible avec le caractère capitaliste de l'économie, avec la propriété corporative et, finalement, avec une économie orientée vers la croissance infinie. ☺

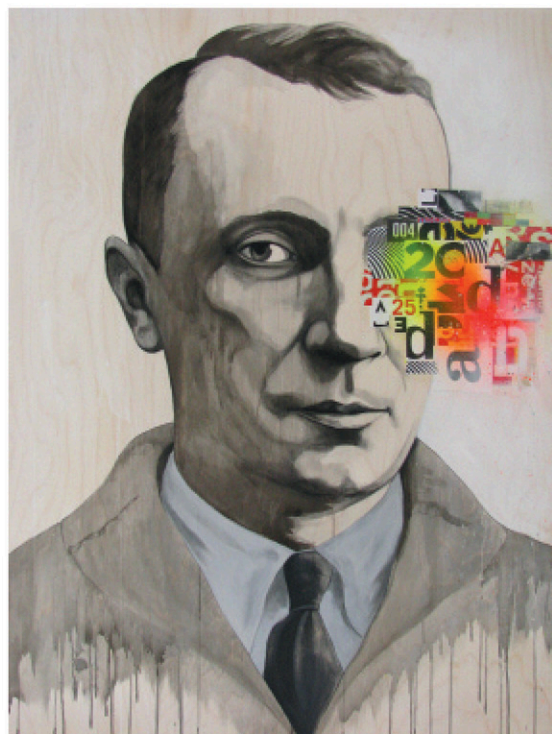
Propos recueillis par Emiliano Arpin-Simonetti

Notre numéro de janvier-février sera en kiosques et en librairies le 12 janvier 2018. Pensez à réserver votre exemplaire! Il comprendra notamment un dossier sur:

L'IDENTITÉ ET LE VIVRE-ENSEMBLE AU QUÉBEC

Depuis le début de la commission Bouchard-Taylor il y a 10 ans cette année, le débat sur l'identité, la laïcité et le vivre-ensemble s'enlise au Québec. Identitaires et « diversitaires » s'opposent dans des débats souvent stériles où les positions des uns et des autres se durcissent, parfois jusqu'à l'extrême. Comment sortir de cette « guerre culturelle » qui met trop souvent en échec l'action commune, notamment au sein de la gauche et du mouvement des femmes? Cette situation de malaise identitaire peut-elle avoir quelque chose de fécond? Comment les jeunes issus de l'immigration permettent-ils de renouveler la culture québécoise? Et la reconnaissance de son héritage religieux pourrait-elle faciliter une meilleure compréhension mutuelle avec les minorités religieuses?

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Web : <www.revuerelations.qc.ca>.



Paule Thibault, *Dada*, portrait de Jean Arp, acrylique, collage, encre de Chine, crayon, aérosol, 91 x 122 cm

À LIRE AUSSI DANS CE NUMÉRO :

- un débat sur le BAPE;
- une analyse sur la situation des musulmans ismaéliens au Tadjikistan;
- le Carnet de Robert Lalonde, la chronique poétique de Denise Desautels et la chronique Questions de sens signée par Jean Bédard;
- les œuvres de notre artiste invitée, Paule Thibault.





LE SYSTÈME DE JUSTICE CONTRE LES PERSONNES RACISÉES

Aux États-Unis comme au Canada, à des degrés divers, les minorités racisées et les Autochtones sont parmi les plus touchés par les politiques pénales répressives qui se sont substituées aux politiques sociales.

Rafik Bentabbel et Emanuel Guay

Les auteurs sont respectivement étudiant au baccalauréat en droit à l'UQAM et étudiant au doctorat en sociologie à l'Université McGill

L'an dernier aux États-Unis, les soulèvements entourant les décès de Freddie Gray, Michael Brown et plusieurs autres jeunes Noirs tués par la police, ainsi que le mouvement « Black Lives Matter », ont mis en lumière l'ampleur des discriminations et des violences dont les Afro-Américains sont victimes. Bien que la gravité de ces violences ne doive pas être minimisée, celles-ci ne constituent toutefois que le visage le plus visible d'un ensemble d'inégalités qui structurent les rapports entre les minorités racisées et le système de justice criminelle américain. À des degrés certes divers, ces inégalités se retrouvent aussi au Canada et nécessitent qu'on s'y attarde. Deux notions permettent de bien rendre compte des mécanismes de reproduction du racisme institutionnel qui sont à l'œuvre dans les deux pays : les espaces de relégation et le circuit carcéral.

Au carrefour de l'abandon et de la surveillance

C'est une réalité avérée : les quartiers américains défavorisés font l'objet d'une surveillance policière plus importante et d'interventions des forces de l'ordre plus musclées que les autres quartiers. Les chercheurs Jason Carmichael et Stephanie L. Kent ont établi en ce sens que les villes américaines comprenant une forte proportion de personnes racisées et d'importantes inégalités de revenu tendent à disposer d'un plus grand nombre d'effectifs policiers. Cette relation entre pauvreté, proportion de minorités racisées et présence policière s'est d'ailleurs renforcée au cours des trois dernières décennies, pour atteindre un sommet de nos jours¹.

Cette surveillance accrue participe à la normalisation de l'insécurité sociale de deux façons. D'une part, en contribuant à la concentration géographique des plus démunis, notamment par des processus de ségrégation résidentielle liés au montant des loyers et aux discriminations sur le marché immobilier. D'autre part, en permettant une convergence des stratégies de surveillance et de contrôle de cette même population. Ces quartiers deviennent alors des « espaces de relégation », au carrefour de l'abandon et de la surveillance, du dénuement matériel et de la gestion punitive des problèmes sociaux.

Qu'en est-il du contexte canadien ? Deux observations se démarquent : si la reproduction des espaces de relégation est

moins importante ici – entre autres parce que la ségrégation résidentielle y est beaucoup moins prononcée –, la surveillance disproportionnée des minorités par la police est une réalité partagée des deux côtés de la frontière. Tout comme aux États-Unis, la présence policière dans les villes canadiennes est fortement influencée par la proportion de personnes issues des peuples autochtones et des minorités ethnoculturelles qui y habitent. De plus, des études récentes indiquent que les individus racisés se voient beaucoup plus souvent arrêtés, détenus ou même abattus par la police canadienne que les membres du groupe majoritaire, proportionnellement à leur importance démographique dans la population². Moins médiatisées qu'aux États-Unis, la surveillance disproportionnée des minorités visibles et des Autochtones et les violences policières à leur endroit n'en sont pas moins des réalités préoccupantes au Canada.

L'incarcération, un cercle vicieux

Une autre forme d'inégalité ethnoraciale ayant reçu beaucoup d'attention ces dernières années est l'incarcération de masse, qui désigne la hausse vertigineuse des taux d'incarcération aux États-Unis depuis les années 1980. Cette hausse est notamment liée à des politiques pénales plus sévères et à la surveillance policière accrue dont les quartiers défavorisés font l'objet.

Les liens entre l'incarcération de masse et le ressac conservateur international, qui a pris forme avec l'arrivée au pouvoir du tandem Thatcher-Reagan au tournant des années 1980, sont souvent expliqués par une transformation de la relation entre deux fonctions de l'État, à savoir sa *fonction sociale* (santé, éducation, accès au logement, assistance sociale, etc.) et sa *fonction pénale* (police, prison, mais également la discipline économique imposée par les mesures d'austérité, la dérégulation économique, les politiques de *workfare*, etc.). La montée des taux d'incarcération correspondrait ainsi à une transformation des régimes de gestion de la marginalité sociale. L'État ayant abandonné les mesures keynésiennes de régulation du marché du travail et les protections sociales au profit de la dérégulation économique, l'expansion de l'appareil pénal sert alors à normaliser l'insécurité sociale causée par ses politiques. Ces transformations s'articulent autour d'une population cible, en l'occurrence les jeunes Afro-Américains peu scolarisés, qui deviennent le centre de gravité d'une stratégie misant sur la prison pour contrôler les populations les plus affectées par l'offensive néolibérale.

Pour bien comprendre les conséquences qui découlent de l'incarcération de masse aux États-Unis, la notion de circuit carcéral s'avère utile. Elle désigne le microcosme social auquel une part croissante de la population américaine pauvre et racisée se voit confinée de façon quasi définitive après un passage en prison. Les répercussions de l'incarcération se font en effet sentir jusqu'en dehors de la prison elle-même; il existe ainsi une certaine continuité entre la vie à l'intérieur et à l'extérieur des barreaux.

Après une peine d'emprisonnement, le dossier criminel constitue un stigmate permanent pour les personnes concernées, en réduisant significativement leur accès au logement, au marché du travail et au droit de vote. Or, si l'incarcération a de nombreux effets négatifs sur les parcours de vie individuels à l'extérieur des institutions carcérales elles-mêmes, la concentration géographique des ex-détenus dans des quartiers fortement défavorisés en vient aussi à affecter l'ensemble des personnes qui y habitent, en augmentant la méfiance mutuelle et les craintes d'être victime d'actes criminels, tout en décourageant les investissements économiques et la présence d'employeurs dans ces quartiers jugés dangereux. La vie familiale est également affectée, l'incarcération parentale étant associée à de plus fortes probabilités de connaître des situations d'itinérance de même que des troubles de santé mentale ou de comportement chez les enfants concernés. On peut souligner, finalement, que la prison a une incidence significative sur les risques de mortalité des ex-détenus, notamment en raison de problèmes de santé liés au stress et à la consommation de drogue. Ainsi, non seulement les communautés afro-américaines défavorisées sont-elles proportionnellement davantage criminalisées et incarcérées, mais elles sont de plus en plus confinées à un microcosme social séparé, dans lequel les chances de vie et d'avancement social se voient sévèrement diminuées par un passage dans l'institution carcérale – tant pour la personne incarcérée que pour son entourage.

Une réalité qui nous concerne aussi

Si la situation est différente au Canada, elle n'en obéit pas moins aux mêmes logiques que chez nos voisins du sud. Certes, la population carcérale canadienne est beaucoup moins importante que celle des États-Unis, à la fois en termes absolus (nombre de personnes incarcérées) et relatifs (proportion de la population totale derrière les barreaux). Mais la surreprésentation des minorités et des personnes racisées dans les établissements carcéraux est une réalité alarmante pour les deux pays. La spécificité du Canada à ce sujet est que, par ses politiques coloniales, ce sont les communautés autochtones qui sont particulièrement surreprésentées: alors que les Autochtones ne forment que 4,3% de la population canadienne, ils constituent 25% des détenus dans les pénitenciers fédéraux.

Bien que les études sur le système carcéral canadien soient moins nombreuses que celles portant sur le cas américain, deux réalités méritent d'être prises en considération. D'une part, les communautés afro-canadiennes – en particulier celle située en Ontario – font l'objet depuis les années 1980 d'une version «*made in Canada*» de la *War on Drugs* menée aux États-Unis, et cette «guerre contre la drogue» s'est traduite entre au-



Manifestation contre l'incarcération de masse des Afro-Américains lourdement encadrée par la police à New York, le 19 avril 2012. Photo: Flickr/Clemens v. Vogelsang

tres par une augmentation du budget des forces policières et une intensification du profilage racial. D'autre part, les politiques de lutte contre le crime promues par le gouvernement Harper durant sa décennie au pouvoir – notamment avec l'adoption de la Loi sur l'adéquation de la peine et du crime, en 2009, et de la Loi sur la sécurité des rues et des communautés, en 2012 – ont aggravé la surreprésentation des minorités ethnoculturelles et des Autochtones dans les prisons fédérales. Par conséquent, les détenus provenant des communautés autochtones et afro-canadiennes ont vu leur nombre augmenter de 44,8% et de 71,1% respectivement entre 2006 et 2015.

Les franges les plus défavorisées des minorités racisées sont le visage le plus dramatique du renforcement des inégalités ethnoraciales en contexte néolibéral, tant aux États-Unis qu'au Canada, même si ces inégalités face au système de justice criminelle sont beaucoup moins étudiées et débattues ici. Une première étape pour s'y attaquer de notre côté de la frontière serait dès lors de les identifier et de les nommer clairement, en évitant d'utiliser les États-Unis comme épouvantail à partir duquel nous pourrions nous donner bonne conscience à peu de frais sur la question. ☺

1. J. T. Carmichael et S. L. Kent, «*The Persistent Significance of Racial and Economic Inequality on the Size of Municipal Police Forces in the United States, 1980–2010*», *Social Problems*, vol. 61, n° 2, 2014, p. 278.

2. Akwasi Owusu-Bempah et Scot Wortley, «*Race, Crime, and Criminal Justice in Canada*» dans Sandra Bucerius et Michael Tonry (dir.), *The Oxford Handbook of Ethnicity, Crime and Immigration*, New York, Oxford University Press, 2014, p. 281-320.

VOUS AVEZ MANQUÉ UN NUMÉRO?



787
LA TRAHISON DES ÉLITES – AUSTÉRITÉ,
ÉVASION FISCALE ET PRIVATISATION AU QUÉBEC



788
INCURSION DANS L'ATHÉISME



789
VIOLENCES,
ENTENDRE LE CRI DES FEMMES



790
AMÉRIQUES: LA LONGUE MARCHÉ
DES PEUPLES AUTOCHTONES



791
150° DU CANADA:
CE QU'ON NE FÊTERA PAS



792
LE CORPS OBSOLETE?
L'IDÉOLOGIE TRANSHUMANISTE EN QUESTION

LES DOSSIERS DES DERNIÈRES ANNÉES

- 776 CONTRÔLE SOCIAL 2.0
- 777 HALTE AU CAPITALISME VERT
- 778 FRANCOPHONIE EN AMÉRIQUE:
ENTRE RÊVE ET RÉALITÉ
- 779 FRAGMENTS D'ÉPHÉMÈRE
- 780 DANGER: IMPASSE DU PROGRÈS
- 781 SORTIR DU « CHOC DES CIVILISATIONS »

TRILOGIE DU 75^e ANNIVERSAIRE

- 782 L'AMOUR DU MONDE – SOCLE DE TOUTE
RÉSISTANCE
- 783 LA RÉSISTANCE, IMPÉRATIF DE NOTRE TEMPS
- 784 LA PUISSANCE DE LA CRÉATION
- 785 À QUI LA TERRE? ACCAPAREMENTS,
DÉPOSSESSION, RÉSISTANCES
- 786 LE RÉVEIL ÉCOCITOYEN: INITIATIVES
ET MOBILISATIONS

COMMANDEZ-LE!

**CHAQUE ANCIEN NUMÉRO EST OFFERT
AU PRIX DE 4 \$ + taxes et frais de port.**

514-387-2541 poste 234 | cleguen@cjf.qc.ca

Voir la liste complète sur notre site:
revuerelations.qc.ca/boutique

VERSION NUMÉRIQUE (À L'UNITÉ) ÉGALEMENT DISPONIBLE
www.vitrine.entrepotnumerique.com
(section Revues culturelles numériques)



LA FILIÈRE RÉFORMATRICE : DE LUTHER À LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

La réforme protestante, dont on célèbre le 500^e anniversaire en 2017, a enclenché une dynamique de réforme qui n'a de cesse de redéployer l'héritage de Jésus de Nazareth.

Gérald Doré

L'auteur, sociologue, est pasteur de l'Église unie à Québec

Dans la constellation d'institutions se réclamant de l'héritage spirituel de Jésus de Nazareth, qui constitue «l'Église», il s'en trouve toujours parmi elles, grandes ou petites, pour se dire les seules vraies, c'est-à-dire les seules conformes à l'esprit du moment fondateur. Cette prétention de l'institution d'être en train d'accomplir le mouvement des origines inhibe en réalité sa capacité à réaliser ce à quoi elle prétend – bien que pas complètement.

En effet, à cause des contradictions flagrantes entre l'héritage des évangiles que transmet l'institution et ses propres pratiques, ont émergé, à toutes les époques, des protagonistes, individuels

L'apport spécifique de Luther tient à la manière dont il a mené ce recentrement sur la Bible.

ou collectifs, animés par l'inspiration d'une reviviscence de l'expérience fondatrice. Dans la mesure où cette intention se tenait dans les limites d'une manière de penser et de se comporter que l'institution pouvait intégrer sans se remettre radicalement en question, cette dernière a pu récupérer ces mouvements de réforme. Par contre, quand la quête de l'authenticité originelle touchait le nerf sensible des compromissions de l'institution dans sa vie interne et son rapport à la société ambiante, les hommes et les femmes qui en ont été les acteurs en ont payé le prix, parce que comme Jésus, ils évoluaient dans des sociétés où les libertés d'expression et d'association étaient surveillées et réprimées, dans une connivence serrée entre pouvoirs publics et institutions religieuses. Or, voilà qu'au XVI^e siècle, en raison d'une conjoncture propre à l'époque, cette étanchéité du contrôle institutionnel sur le rapport à l'expérience fondatrice se fissure.

L'événement déclencheur dont nous célébrons cette année le 500^e anniversaire est la publication par le moine, exégète et théologien allemand Martin Luther, le 31 octobre 1517, d'un argumentaire théologique contre le commerce des indulgences, une des turpitudes ecclésiastiques de l'époque. Reçue comme

une rébellion par la hiérarchie ecclésiastique, l'intervention de Luther aurait pu lui valoir la destinée fatale subie avant lui par plusieurs porteurs d'intentions réformatrices. Mais la division de l'Allemagne d'alors entre plusieurs princes et le soutien reçu de quelques-uns d'entre eux lui éviteront ce sort funeste. À la faveur de cette conjoncture, en effet, et d'autres comparables ailleurs en Europe, s'instaure un moment charnière que l'histoire a consacré sous le vocable *Réforme*. En réalité, ce qui s'enclenche alors est ce qu'on pourrait appeler une *filière réformatrice*, un enchaînement de séquences interdépendantes d'actions et de réflexions aboutissant jusqu'à nous à travers des avancées, des reculs et de nouvelles avancées. S'il n'est pas possible de tout dire à son propos en quelques mots, on peut néanmoins évoquer trois moments forts qui ont marqué son parcours jusqu'à notre époque: l'apport de Martin Luther, notamment sa lecture biblique; l'émergence de l'exégèse historico-critique qui tente de restituer Jésus dans son historicité; et le développement d'une théologie de la libération contextualisée et concrétisée dans des communautés chrétiennes de base en Amérique latine et ailleurs dans le monde, renouant avec un Jésus libérateur.

Luther et la Bible

Tous les courants de la Réforme ont eu en commun de vouloir recentrer la foi chrétienne sur l'essentiel, en focalisant sur la Bible, en en faisant une étude savante et en déniait à l'institution le droit de s'en autoproclamer la seule interprète autorisée. Elle a été traduite en langues vernaculaires et a ainsi été mise entre les mains du peuple chrétien, guidé dans sa lecture par la prédication des pasteurs. L'apport spécifique de Luther tient à la manière dont il a mené ce recentrement sur la Bible. Sa relecture va, en effet, à l'encontre de la position doctrinale classique qui, en matière d'autorité et d'interprétation de la Bible, attribue le même caractère sacré à tous les livres qui la composent: soit ils appellent la venue de Jésus Christ, soit ils lui rendent témoignage. Luther, lui, introduit explicitement l'idée d'une clé de lecture qui leur confère une importance inégale. Il la trouve dans la lettre de Paul à la communauté chrétienne de Rome (Rm 3, 21-28). À partir de son propre cheminement spirituel tourmenté, dans l'ambiance d'une religion dominée par la peur de la damnation éternelle et l'angoisse de n'en faire jamais assez pour mériter son salut, Luther vit une expérience



de libération au contact de l'affirmation de Paul selon laquelle il est « justifié », c'est-à-dire rendu « juste » aux yeux de Dieu non par ses œuvres, mais par pure « grâce », par don gratuit de Dieu. Il n'y a qu'à répondre à cette grâce par le moyen de la foi seule, en acceptant avec confiance d'être accueilli par Dieu. Pour Luther, les livres de la Bible ont une valeur proportionnelle à ce qu'ils contiennent de cette annonce de la gratuité du salut.

Cette priorisation radicale de la dimension personnelle et surnaturelle du salut aura cependant chez Luther son côté sombre, comme chez beaucoup d'autres après lui. Elle fera de lui, dans son alliance avec des princes et seigneurs, un complice du martyre de son contemporain, le pasteur Thomas Müntzer. À la manière apocalyptique, ce dernier avait découvert sur le terrain, avec les paysans opprimés et révoltés, une autre dimension de la libération en Jésus Christ : la dimension sociopolitique. Il faudra quelques siècles encore pour qu'un déplacement de la clé de lecture luthérienne de la Bible, dans un contexte culturel tout autre, confère une centralité à un sens jusque-là occulté et refoulé. La filière réformatrice passera par plusieurs étapes alors imprévisibles avant d'y arriver.

L'exégèse historico-critique

Dans le contexte des Églises allemandes de la Réforme, passées rapidement du stade de mouvement à celui d'institution, s'ouvre une nouvelle brèche permettant à la filière réformatrice de se poursuivre. Cette reprise est favorisée par la relative et graduelle autonomisation des facultés de théologie protestante, principalement luthériennes, à l'égard de la hiérarchie de leur Église de référence. Dans l'évolution de ce processus, la plupart de leurs professeurs en arriveront à se considérer davantage comme des chercheurs que comme des formateurs de pasteurs devant s'inscrire dans la ligne des patrimoines doctrinaux établis. L'approche apologétique des textes bibliques perd du terrain au profit d'une approche dite « historico-critique », en ce sens qu'elle met à profit les progrès des sciences humaines, de la linguistique à l'archéologie en passant par l'histoire, pour fonder une juste interprétation des textes. C'est dans cette mouvance qu'au XIX^e siècle est lancé le mot d'ordre du retour au Jésus historique, ce qui donne lieu par la suite à plusieurs

tentatives de rédaction de « vies de Jésus¹ ». Malgré l'effet perturbateur sur les consciences des croyants des conjectures issues de ces recherches, notamment en raison de l'autorité que leur confère leur prétention à la scientificité historique, le recentrement sur la figure de Jésus au plus près de son historicité, dont elles sont porteuses, instaure un nouveau chaînon de la filière réformatrice.

Une compréhension actualisée et historiquement incarnée de ce que Jésus appelle « règne de Dieu » est sous-jacente à cette réflexion. Dans la bouche du Jésus des évangiles de Matthieu, Marc et Luc, ce terme, tiré du vocabulaire sociopolitique de sa tradition biblique, sert à évoquer le projet de Dieu pour l'humanité vivant en société, projet à faire advenir en ce monde dans lequel nous vivons tout en étant toujours en attente de sa plénitude par-delà ce monde. En décalage par rapport à une vie chrétienne axée principalement sur le rite, les dévotions, les observances, la lecture historico-critique des évangiles inspire une « mystique pratique » où prédomine le service humain. Au XX^e siècle, le pasteur, théologien et précurseur de la médecine humanitaire Albert Schweitzer sera une figure exemplaire de cette mystique.

Émergence d'une théologie de la libération

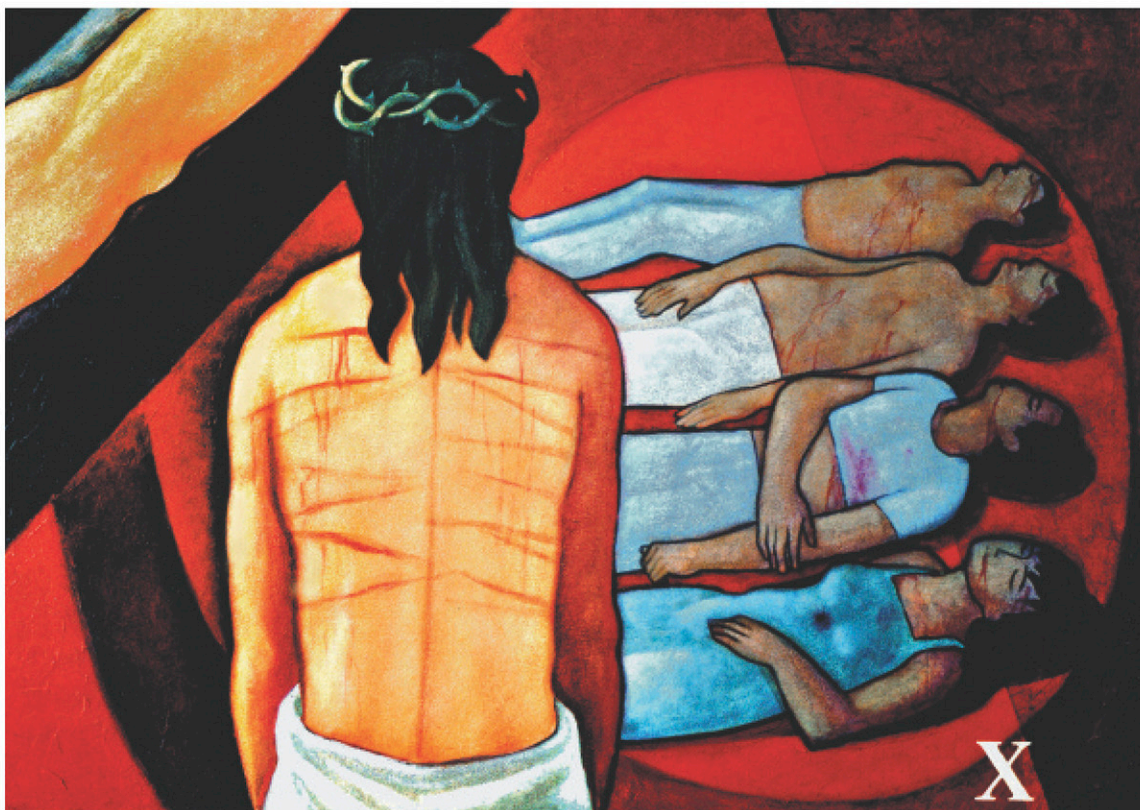
En parallèle ou en convergence avec la quête du Jésus historique, on assiste, à compter du XIX^e siècle et toujours en Allemagne, au formidable essor d'une libre spéculation théologique en conjonction avec les systèmes philosophiques dans l'air du temps. Ce qui s'était produit dans l'Antiquité tardive avec Augustin (reliant Platon), puis au Moyen Âge avec Thomas d'Aquin (reliant Aristote), se reproduit à l'égard de l'idéalisme philosophique (Kant et Hegel), puis, plus tard au XX^e siècle, du matérialisme historique (Marx et les philosophes dans sa ligne de pensée).

Dans *Le Principe Espérance* (trois tomes publiés entre 1938 et 1947), Ernst Bloch, un philosophe marxiste hétérodoxe qui donne toute sa place à la dimension culturelle dans les rapports sociaux, interpelle la théologie chrétienne sur son propre terrain. Son athéisme libère l'utopie de Jésus de son interprétation éthérisée comme pure projection dans l'au-delà et la tourne vers une action collective basée sur l'activation des « possibles

LE PRÉCURSEUR
ACTUALITÉ MISSIONNAIRE DEPUIS 1920 - Publié par les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception

SEULEMENT 8\$ PAR AN
(NOUVEAU FORMAT NUMÉRIQUE)

www.pressemic.org



Maximino Cerezo Barredo, *Viacruzis* (10^e station) de l'église San Miguel Arcángel, Lima, Pérou

non encore réalisés», identifiable dans la réalité sociale. Jürgen Moltmann, pasteur et théologien allemand de tradition réformée, se réfère à Bloch à plusieurs reprises dans sa *Théologie de l'espérance* (1964). Il y voit l'espérance comme «une force historique suscitant des utopies créatrices, par amour pour l'homme qui souffre et pour son monde qui n'est pas réussi» (p. 395). Cette théologie aura une grande influence dans l'émergence du courant théologique le plus important de notre époque et s'inscrivant dans la foulée de la filière réformatrice: la théologie de la libération.

En 1968, le Brésilien Rubem Alves, en exil aux États-Unis après avoir été dénoncé comme subversif par des membres de l'Église presbytérienne dans laquelle il exerçait son pastoralat – le Brésil était en pleine dictature –, complète un doctorat à la faculté de théologie de Princeton avec une thèse intitulée *Towards a Theology of Liberation* («Vers une Théologie de la libération»). L'influence de Moltmann y est à la fois explicitement reconnue et critiquée. Dans l'ouvrage *Théologie de la libération*, publié en espagnol en 1971, qui deviendra la rampe de lancement de cette théologie, le théologien catholique péruvien Gustavo Gutiérrez reconnaît l'enchaînement des influences de Bloch et de Moltmann tout en poursuivant la réflexion critique engagée par Alves. Dans cette théologie, en contrepartie d'une lecture de la Bible sous l'angle du salut personnel, à la manière de Luther, est amplifié tout ce qui relève de la libération collective, depuis le manifeste de Nazareth de Jésus (Luc 4, 16-21) en remontant jusqu'au livre de l'Exode et en passant par les prophètes. Dans la foulée des Béatitudes, le thème de l'option préférentielle pour les pauvres est prédominant et ira en s'élargissant pour prendre en compte toutes les formes d'oppression, en affrontant ouvertement les rapports sociopoliti-

tiques qui leur sont liés. Les hommes et les femmes qui assumeront cette option le feront souvent au prix de leur vie.

Le foyer principal de la filière réformatrice se déplace alors de l'Europe vers l'Amérique latine. Il aura néanmoins fallu les recherches sur le Jésus historique, nées au XIX^e siècle avec l'exégèse historico-critique, principalement allemande, pour que s'ouvre le passage facilitant cette redécouverte du Jésus «réel», en situation d'alliance avec les hommes et les femmes opprimés de son temps. Ces recherches ont rendu possible l'émergence fragile, à contre-courant, d'une «manière d'être-Église», actualisant le mouvement fondateur en Jésus.

Encore faut-il garder bien présent à l'esprit que, comme d'autres percées théologiques avant elle, la théologie de la libération aurait pu se développer en vase clos, dans la sphère intellectuelle. Elle a eu le retentissement qu'on lui connaît parce qu'elle est devenue la référence théorique d'un mouvement de théologie pratique actualisant l'évangélisation comme une éducation populaire libératrice. Les communautés ecclésiales de base peuvent en effet être considérées comme une expression «pratique», «concrète» de la théologie de la libération. Bien qu'ayant subi le ressac de la répression ou de la récupération institutionnelle – comme toute résurgence actualisée d'un mouvement fondateur dans une institution –, la nouvelle configuration d'Église qui s'est dessinée en Amérique latine et ailleurs dans le monde survit et se relance. La forme spécifique adoptée par la filière réformatrice pour notre époque suit son cours. ☺

1. Genre littéraire qui a eu cours de Hermann Samuel Reimarus au XVIII^e siècle jusqu'à Albert Schweitzer et son ouvrage synthèse sur l'histoire des «vies de Jésus», publié en 1906: *The Quest of the Historical Jesus*, Paperback, 1998.



L'ÉTAT DU QUÉBEC 2018

En librairie dès maintenant!

Pour sa 22^e édition, *L'état du Québec* revient en force avec 20 thèmes clés pour comprendre le Québec et une table des matières couvrant les enjeux d'actualité les plus chauds.

L'état du Québec est une publication de l'**Institut du Nouveau Monde**, un organisme non partisan dont la mission est d'accroître la participation des citoyens à la vie démocratique.

www.inm.qc.ca/edq2018



La voie spirituelle du peuple mapuche

Carlos Bresciani

L'auteur est membre de la communauté jésuite de Tirúa, au Chili

J habite depuis 12 ans à Tirúa, au Chili, partageant le chemin des hommes et des femmes mapuches, la culture et la vie spirituelle de ce peuple. Une expérience de vie qui m'a permis d'approfondir ma propre spiritualité et de m'ouvrir à de nouvelles compréhensions de la réalité.

Leur principale prière collective, le *nguillatun*, inclut plusieurs moments significatifs qui me bouleversent toujours. Elle parle à sa façon d'un style de vie fondé sur la relation et la réciprocité, la confiance mutuelle et le bien commun, dans une relation fraternelle avec autrui, la terre et Dieu.

Les familles qui participent au *nguillatun*, préparent dans la joie et avec beaucoup de respect le *ngolngol*, un plat cérémoniel composé de *mote* (blé bouilli), de viande et de *sopaipillas* (pain frit) que l'on présente sur le *rewe* (autel principal). Après avoir été présenté à la *machi* (guide spirituelle de la communauté), il est réparti entre les participants réunis en petits groupes. Chaque groupe mange au même plat. Personne n'est exclu. Dans ces moments, je ne peux m'empêcher de penser à l'épisode de l'évangile où Jésus réussit à donner à manger à une multitude avec seulement cinq pains et deux poissons. Pareillement, au cours du *nguillatun* se produit le miracle de la multiplication des pains, qui n'est autre chose que la multiplication de la solidarité. Le miracle, c'est de croire qu'en partageant nous pouvons nous alimenter et vivre bien. C'est l'utopie mise en action, l'espérance de tous qu'il en soit ainsi dans a vie quotidienne.

Dans nos sociétés occidentales, contraintes par un modèle néolibéral incrusté de longue date qui nous a transformés davantage en consommateurs et en clients qu'en citoyens, un gigantesque retournement est nécessaire pour vivre dignement. Comment croire en autrui quand nous vivons au milieu d'un modèle qui place chacun de nous en compétition les uns contre les autres, générant une terrible méfiance entre nous ? Un modèle qui nous fait nous méfier de tout effort commun et concerté, jugé comme une perte de temps et d'efficacité. Il nous faut affiner nos sens et être attentifs à d'autres manières de vivre plus humaines.

Dans chaque *nguillatun*, les Mapuches, affectés comme tout le monde par les mêmes travers de la société, puisent à une réserve de vie bonne – *Küme Mongen* ou Bien vivre – pour résister avec dignité. En partageant gratuitement le *ngolngol*, dans la cérémonie du *nguillatun*, ils contrecarrent la méfiance qui peut régner entre individus, familles, ou encore envers les institutions, et qui gangrène notre société. Personne ne sait avec qui il le partagera, mais tous savent

qu'ils seront englobés dans le geste sacré que *Chaw Ngenchen* (Dieu le père) invite à poser. Ils témoignent ainsi qu'ils sont capables de donner ce qu'ils ont en vue du bien commun. Ce geste produit un miracle : on arrive de nouveau à croire que le « nous » est vital pour vivre. Les relations communautaires qui ont été blessées peuvent guérir. Tous ensemble, nous pouvons être un et aller de l'avant dans la vie.

Il faut toutefois que nous soyons disposés à recevoir et partager dans les mêmes conditions : d'égal à égal. Cela n'efface pas les blessures ni n'empêche que d'autres surviennent, mais cela rend capable de les soigner grâce à la profonde conviction intérieure que nous avons tous besoin les uns des autres.

Dans la concurrence féroce qui nous fait nous dévorer les uns les autres en vue d'acquiescer un soi-disant bien-être personnel, nous nous posons, par ailleurs, en experts pour exiger nos droits, mais sans vouloir assumer les responsabilités qui les accompagnent. Nous voulons tout cuit dans le bec pour en jouir immédiatement. Cela se passe même dans la relation à Dieu.

Au milieu du peuple mapuche, dans un chemin de conversion, mes compagnons jésuites et moi avons pu nous ouvrir à une autre manière de vivre. Les familles et les communautés avec lesquelles nous avons tissé des liens nous ont enseigné les valeurs du « nous ». Un nous inclusif qui intègre les êtres humains, la terre sur laquelle nous vivons et les forces spirituelles qui nous soutiennent. Une puissante invitation à créer des liens. C'est là la clé de notre temps. C'est se rendre responsables les uns des autres. C'est apprendre à écouter attentivement. C'est savoir que le chemin est aussi important que l'arrivée à bon port. Dans le monde mapuche, la relation et la réciprocité sont essentielles à une vie bonne, individuelle ou collective. Cela s'apprend dès l'enfance, non seulement grâce aux *nguillatun*, mais aussi dans l'apprentissage d'un rapport respectueux et fraternel à la terre. La Terre notre mère. Ce lien intime est vécu durant les semences, les coupes d'arbre, la moisson. Il y a une profonde reconnaissance des liens qui nous unissent les uns aux autres. C'est la solidarité universelle par laquelle *Chaw* Dieu a tout créé. Nous, chrétiens et chrétiennes, y reconnaissons l'essence de notre foi, nous qui croyons en un Dieu de pures relations – compris comme Trinité. Communion d'amour qui déborde au point de créer l'univers.

La riche spiritualité mapuche nous ouvre des chemins de communion, de partage et de nouveaux horizons de vie qui mènent à la reconnaissance de la dignité de tous et de la Terre, notre maison commune. ☺



Partir, 1995, 25 x 46 x 13 cm

Pour survivre, toutes les histoires ont besoin d'eau
ROSELINE LAMBERT

*souffrir avec
comme
s'ouvrir avec*
SYLVIE COTTON

Valise et chaussures

Image : Sylvie Cotton

Texte : Denise Desautels

De quoi parlions-nous au juste ?

Aimer s'était éloigné.

Longuement nous l'avons supplié *reviens pose-toi ici*.

Mais nous le pressentions

– tant de souffrance dans tant de chants funèbres

il nous faudrait aller à sa rencontre

en habits d'espérance. Même fausse.

Nous avons rassemblé tout ce qu'il y avait

de corps d'écorce d'effroi d'instinct d'extase

disponible autour de nous

et tressé nos bras pour le voyage.

Comment poursuivre ouvrir vaste

les pluies et les nuits des premières heures de l'espoir ?

Comment ne pas résister – quand tout se noie sur fond vert

au vol affolé des cassiques à ailes jaunes ?

Je glisse ton souffle parmi nos bras

– menue précaution contre ce cri qui croît en moi

et chaque branche du paysage s'inverse.

Tu dis se refaire un regard

nos paupières accablées par les manèges d'avant-voyage.

Coupe coupe l'arbre tête penchée

touche son aile le sol pour nous remettre en marche.

Petit pan de montagne chargée de battements

brûlés. Petit pan de mer sans nageoires.

Petit pan de ville et d'instantanés aveugles.

En solitaire s'y ancrent – étonnante alternance

quelques silhouettes silencieuses

quelques fragments fanés de foule vibrante.

Comment décoder la peur et l'euphorie

des lents bruits tropicaux

des lents cahiers de meurtrissures et d'ailes

qui rampent en pleine ombre plein jour

juste avant un premier essai d'envolée ?

La traversée sera lourde

nos phrases le savent au fond

leur écho froissé sous la énième doublure

d'océan de cuir et toujours là l'accroc

là ce quelque chose d'implacable qui s'impatiente

*Babel-Opéra** – livre de l'exil.

Quelqu'une y demande *Où est le cœur ?*

avant de répondre *Il n'y en a plus.*

Il neige dans nos larmes.

Un parfum de vent ou de repentir

pointe sur ma joue. Juste des grains de sel égarés

juste un oublié bruyant – t'ai-je trompée ?

Ne t'ai pas dit plus tôt je suis poreuse et précipice

pas dit seule je suis sans fenêtre.

Mais vois regarde bien au fond

là où nichent tant d'exodes de cerceaux et d'araignées

j'arrive toujours les mains faussement vides.

Nos âmes d'errantes – comme on les aime

aux nombreuses bagues d'étoiles y flamboient

entre deux hululements d'aube.

Tu répètes – de l'écho sous tes paupières

le cœur comme quelque chose de rare *le cœur*

là où il y a tant d'océans *Il n'y en a plus.*

Et pourtant tu dis écoute tu dis

ça s'entend ça bat encore

bleu forêt bleu épars parmi tous

et nous et moi les mains faussement vides en avant de tous.

Il n'y en a plus. Et pourtant la terre est ronde il revient donc

on l'entend de loin la chose rare *le cœur.*

Tant d'eau et de sel dans des gestes

qui agitent chaînes et chiffres.

Ô une si étroite valise – comme si tout avait été repliable

pour tant de muscles et de mondes inondés.

La tête envahit l'espace la tête démesurée

entravée par la vague à hauteur d'un flamboyant au secours.

Tout le lamento du cœur du monde

dans une tête grosse, obus on dirait au premier plan

– flotte-t-elle encore avec larmes et poudre et feu ?

(Penser *factice* écrire *flamboyant*

déjouée par la vague qui monte jusqu'au plus haut souffle.)

Et tu répètes laissons passer les naufrages

comme une question inépuisable

la chose rare où chercher asile

un jardin de pure confiance avec *valise et chaussures*

tu me guides je te guide nous nous suivons.

La terre nous laisse descendre

venez avancez-vous vers le fond avec fanfares

où des marées de mains vrillent l'humus.

Nous voyageons à la verticale en lettres et en gestes choisis

nous avançons nous plongeons rejoignant ainsi nos mains

pour mieux entendre l'héritage qui s'évade

la culpabilité des racines des poussières armées.

Y résident côte à côte des airs d'enfances de fée et de grenades

fantômes.

Chaque rêve arrêté – cœur coupé en deux puis ressoudé

tu dis *on est tous la même personne***

tu dis *toucher sa peau toucher ma peur****.

* *Babel-Opéra*, Monique Bosco, Éditions Trois, 1989.

** Titre d'une œuvre de S. Cotton (Centre d'art de diffusion Clark, 2009).

*** Extrait de *L'instinct dans l'instant* de S. Cotton (Centre Turbine, 2015).

Question d'identité

Jean Bédard



L'auteur est écrivain et philosophe

Les études sont formelles : le climat se réchauffe, le niveau des océans monte et menace les côtes. Absorbant le CO₂, ils deviennent acides et perdent leur oxygène. Passé un certain seuil, les océans peuvent « étouffer ». Un phénomène similaire s'est déjà produit il y a 252 millions d'années par l'effet d'énormes éruptions volcaniques. Il s'ensuit une extinction massive des espèces ! Il faut bien se l'avouer, nous avons déclenché un dérèglement climatique et biochimique à haut risque. S'ajoutent à cela des déséquilibres économiques, politiques, sociaux qui se traduisent par des guerres civiles ou locales, un terrorisme latent, des famines et des misères qui provoquent des mouvements de survie migratoire.

Ce sont là des problèmes mondiaux, lourds de conséquences et décisifs pour l'avenir de l'humanité. Devant eux, nos pouvoirs nationaux semblent dépassés. En réalité, là où nos politiciens ont du pouvoir, les problèmes sont plutôt accessoires, alors que là où ils sont démunis se trouvent les vrais problèmes. Ainsi, parce qu'elle cherche des solutions pour l'avenir, une grande partie de la jeunesse se désintéresse de la politique.

Néanmoins, si un pays, une nation, une ville, un quartier ont encore une signification, c'est parce que ces collectivités offrent une emprise sur le monde. Pour qu'il en soit ainsi, le quartier ne doit pas se limiter aux questions locales, les villes ne peuvent oublier qu'elles polluent bien au-delà de leurs limites géographiques et les nations doivent se rappeler que l'intérêt d'un pays dépend de l'équilibre mondial. Dit crûment : personne ne peut plus imaginer sauver son nombril sans s'intéresser à toute la planète. L'égoïsme est devenu l'ennemi de l'individu, comme l'ethnocentrisme, l'ennemi de la nation.

Nous habitons le Québec et la planète, nous sommes Québécois et citoyens du monde ; nous parlons français, mais nous devons comprendre le langage des mers, des forêts et des terres agricoles ; notre santé personnelle dépend de nos habitudes collectives. Alors, comment voir au-delà de nos petites personnes les difficultés du monde et y faire face ?

C'est dans ce cadre que se pose la question de l'identité nationale. Elle ne repose pas d'abord sur nos valeurs passées ni même sur celles que nous croyons avoir, mais bien plutôt sur notre capacité de faire face aux réalités les plus urgentes, même si elles touchent les quatre coins du monde. C'est devant un défi grave, un danger sérieux que des parents peuvent montrer à leurs enfants et à eux-mêmes qui ils sont. S'ils affrontent la réalité, s'ils ouvrent l'avenir à leurs enfants, alors ils attestent leur identité. Les enfants savent qui sont leurs parents.

En général, une personne ou une nation ne connaît pas vraiment ses valeurs. Elle ne peut aller les chercher dans un grenier ni même dans des souvenirs. Les valeurs ne sont pas des objets que l'on possède, elles s'exercent, et c'est dans l'élan de l'action qu'on les découvre.

Dans la pratique de nos valeurs, je souhaite élever bien haut le droit à la vie, c'est-à-dire à l'équilibre de la nature, et aussi l'inclusion de tous les êtres humains dans une même humanité, une même dignité, une même égalité. C'est mon travail et mon espérance. Parce que c'est le seul moyen, selon moi, d'arriver à un état d'harmonie suffisant pour que le Québec reste une terre d'avenir et de paix.

Nous sommes, je pense, à un moment décisif. Nous devons faire face à des problèmes pour lesquels notre « nous » national doit embrasser les arbres et les animaux, l'air et l'eau, ainsi que l'équilibre mondial. Ou bien nous devenons capables de comportements humains qui échappent à la loi du « nous sommes plus importants qu'eux » ou bien nous disparaîtrons. Notre équilibre national dépend de l'équilibre mondial. Exemple concret : l'accueil des immigrés ne suffira pas, encore moins la fermeture des frontières. Le flux des immigrants et les migrations massives ne cesseront de croître pour des raisons de survie – de même les tensions sociales, les actions terroristes, les guerres engendrées par l'extrême pauvreté et l'ignorance – si nous ne luttons pas sérieusement contre l'extrême pauvreté des paysans à travers le monde qui cultivent une bonne partie

L'égoïsme est devenu l'ennemi de l'individu, comme l'ethnocentrisme, l'ennemi de la nation.

de nos aliments ou des petits salariés qui fabriquent nos vêtements dans des conditions de vie bien loin de la dignité humaine. Autre exemple : si nous ne travaillons pas à la santé biologique et écologique des terres, des rivières, des mers, comment pourrions-nous rester en santé ?

L'inclusion de tous les êtres humains dans une même humanité et de tous les êtres vivants dans un même écosystème planétaire n'est plus le luxe de quelques idéalistes, mais une nécessité existentielle. Évidemment, l'inclusion, comme la tolérance, possède son paradoxe. Dans une classe d'élèves, un enseignant qui tolère la violence d'un enfant engendre indirectement une situation intolérable. De même, s'il accepte sans condition que quelques élèves en excluent d'autres, il pratique, par la bande, l'exclusion. Bref, si le Québec veut avancer sur le plan des valeurs et aspirer à une identité réelle, il doit pratiquer l'inclusion et donc lutter contre l'exclusion : celle religieuse, par exemple, qui éloigne les femmes ou les « infidèles » de la pleine humanité, ou l'exclusion économique, la plus répandue et la plus dangereuse, qui jette dans la grande pauvreté une partie considérable de femmes, d'hommes et d'enfants.

Ainsi, bien plus qu'en affirmant des valeurs abstraites ou arbitraires, l'identité survient lorsque le noyau créatif de notre être s'affirme : « C'est bien moi. Je me reconnais nouveau et légitime. J'assume la pleine responsabilité de moi-même. Oui ! Je me veux inventeur, car le monde chaque jour présente des défis inédits. Non, je ne répéterai pas ce qui nous détruit. »

La Source que je cherche

LYTTA BASSET

Paris, Albin Michel, 2017, 299 p.

« Il n'y a pas d'autre dieu que toi qui prenne soin de toute chose. Par ton exemple tu as enseigné à ton peuple que le juste doit être humain » (SAGESSE 12, 13. 19)

J'ai lu ce livre avec grand intérêt, puis l'ai mis de côté, puis l'ai repris. À la fois récit de vie et réflexion théologique, ce livre « interroge » la quête spirituelle : ce qu'elle est, ce qu'elle n'est pas et ce qu'elle pourrait être, plutôt que ce qu'elle devrait être, car il n'y a ici aucune recette ou consigne. Seulement la prise en compte de cette recherche humaine commune et multiforme du « plus grand que soi », ce désir commun de dépassement, qui anime la quête de tous ceux et celles qui partagent une spiritualité d'ouverture plutôt qu'une spiritualité-refuge qui fait des certitudes un bouclier contre le monde.

Tout est dans le titre. D'abord *la Source*, objet du désir : parfois nommée « dieu »,



le dieu toxique perçu comme méchant, pervers, absurde, indifférent, parfois « Dieu », le Vivant, l'Innommable, l'Inconnaissable, l'Imprévisible, qui nous attend dans un ailleurs insoupçonné et qui se laisse trouver, mais qui nous oblige à nous déplacer sans cesse, osant cette « incontournable immersion dans le rien » (p. 165).

Puis vient le *je* : notre être construit, multiple et plein de lui-même, opacifié par son image, ses certitudes, ses affabulations, ses

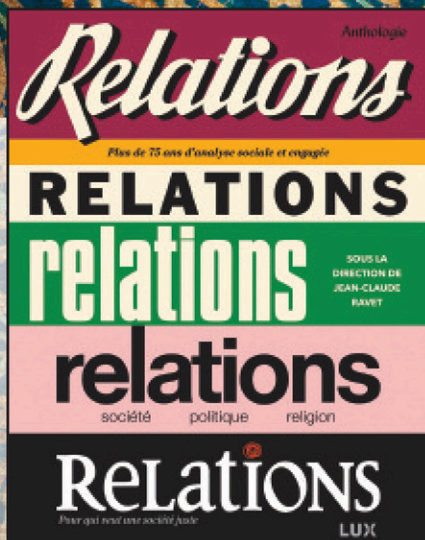
mécanismes de défense face aux autres et, à plus forte raison, face à l'Autre. Ce « je » qui cherche et se sent appelé à travailler sur soi et en soi, à creuser le sol de l'égo pour retrouver, pas à pas, le Souffle premier du Soi originel inscrit dans la spiritualité de l'enfant, corps et cœur, et dans l'intelligence de l'existence, avec son poids de larmes et de joie. Selon l'auteure, ce « je », à l'affût du sens de la vie, a pour véritable fondement la pratique de la justice, qui seule permet de retrouver la Source, le Juste au fond de tous les cœurs. De la Source à Soi, de Soi à la Source, réside le mystère de toute une vie, un parcours inachevé, inachevable.

Lytta Basset a écrit ce livre après avoir pris sa retraite de l'enseignement de la théologie pratique à l'Université de Neuchâtel, en Suisse. Théologienne protestante, accompagnatrice spirituelle et directrice de la revue internationale de théologie et de spiritualité de l'Université de Neuchâtel, *La chair et le souffle*, jusqu'à sa dernière parution en 2015, l'auteure a beaucoup publié au cours de sa carrière et sa réputation n'est plus à faire, notamment au Québec.

Ce qui fait l'originalité de cet essai, c'est son caractère personnel : Lytta Basset y livre sa propre quête spirituelle dans une réflexion

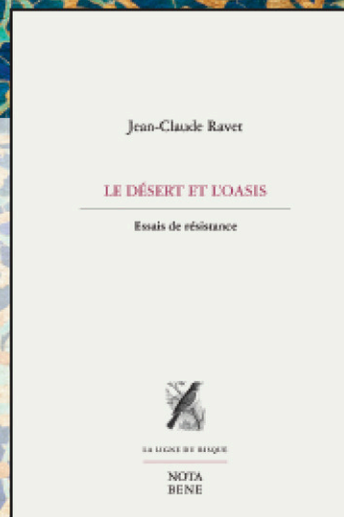
Pour les Fêtes, pensez à (vous) offrir nos dernières publications :

En librairie



Cette anthologie de la revue *Relations* offre un panorama de plus de 75 ans d'engagement pour la justice sociale, en même temps qu'un regard sur l'évolution de la société québécoise.

LUX
288 PAGES, 18 x 21,5 CM
29,95 \$



Premier ouvrage de Jean-Claude Ravet, rédacteur en chef de *Relations*, *Le désert et l'oasis. Essais de résistance* regroupe une cinquantaine de textes de l'auteur, publiés principalement dans *Relations* entre 2001 et 2015.

Préface d'Yvon Rivard
NOTA BENE
199 PAGES, 14 x 20 CM
21,95 \$

théologiquement appuyée, mais surtout humainement éprouvée. Bien qu'analytique et parsemé de nombreuses références bibliques et de citations de penseurs juifs et chrétiens, cet essai va au-delà de l'argumentaire savant pour nous faire entrevoir la vérité existentielle de l'auteure, avec ses exigences, ses passages à vide, ses ombres et ses lumières. Chacun, chacune peut alors retracer les aléas de sa propre quête et reconnaître l'authenticité de son questionnement. Certains, cependant, pourraient être agacés par ce mélange des genres savant et autobiographique mais, ce faisant, l'auteure donne accès aux multiples aléas du parcours spirituel et nous incite à réfléchir à l'authenticité de notre propre questionnement.

Lytta Basset reconnaît que l'entreprise reste « aléatoire et approximative », puisque les mots parviennent mal à révéler l'indicible! Mais, dit-elle, « si le sens d'un texte déborde aussi bien son auteur que son auditeur, c'est sans doute parce qu'en notre capacité de "chercher" demeure notre plus grande liberté » (p. 275). Et, antérieure à la croyance, n'est crédible que cette liberté des personnes en quête de la Source.

Christine Cadrin-Pelletier

De la marge au centre Théorie féministe

BELL HOOKS

Préface de Nassira Hedjerassi
Traduction de Noomi B. Grüsig
Paris, Cambourakis, 2017, 301 p.

Gloria Jean Watkins, mieux connue sous son nom de plume bell hooks, est une intellectuelle et militante féministe afro-américaine qui a irrémédiablement marqué la pensée féministe contemporaine. Son essai autobiographique *De la marge au centre* est un livre profondément bouleversant, puisqu'il part du vécu personnel et social de l'auteure, une femme américaine noire issue de la classe populaire, pour repenser le féminisme d'une manière qui ait du sens pour la masse des femmes et non pour quelques-unes seulement, nommément les femmes blanches privilégiées. Sa réflexion l'amène à repenser des problématiques classiques comme le sens du féminisme, le pouvoir, la violence envers les femmes, l'éducation, le travail, la parentalité et la liberté sexuelle

pour réarticuler la lutte féministe tant théoriquement que pratiquement.

Les quatre premiers chapitres du livre retracent l'historique du mouvement féministe américain depuis la fin des années 1960, tout en contestant l'idée qu'il puisse exister une oppression commune à toutes les femmes. En effet, cette thèse postule que les femmes partagent un sort commun et que la classe sociale, la race, la religion ou l'orientation sexuelle ne changent rien à l'oppression vécue. Au contraire, pour bell hooks, le sexisme n'est pas l'unique facteur d'oppression qui détermine un destin. Or, les féministes blanches agissent souvent en libératrices, comme si les femmes racisées, discriminées et exploitées ne savaient rien de leurs propres conditions d'existence, y compris du patriarcat. Cette attitude, selon l'auteure, témoigne d'une idéologie raciste et « classiste » puisque les femmes noires, tout comme celles d'autres groupes, acquièrent souvent une connaissance intime du patriarcat et développent des stratégies de résistance à même leur quotidien.

Pour sortir de cette pensée hégémonique, bell hooks insiste sur la nécessité d'une action politique solidaire visant à changer

91,3 FM

MONTRÉAL

100,3 FM

SHERBROOKE

89,9 FM

TROIS-RIVIÈRES

89,3 FM

VICTORIAVILLE

104,1 FM

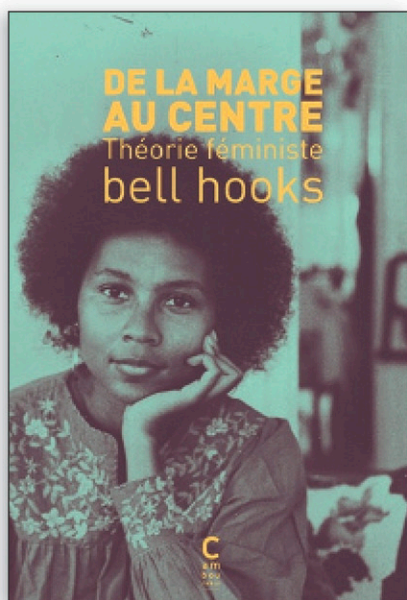
RIMOUSKI

RADIOVM.COM



radio vm

AU COEUR DE L'ESSENTIEL



les fondements culturels qui permettent l'oppression sociale des individus. Elle récuse la position féministe radicale faisant des hommes des ennemis à combattre et à vaincre. Au contraire, elle souligne que les femmes non blanches sont conscientes depuis longtemps de partager beaucoup plus d'expériences d'oppression avec les hommes de leur groupe social et racial qu'avec les bourgeoises blanches. Conséquemment, elle appelle à une lutte qui engagerait les femmes et les hommes pour mettre un terme à l'oppression sexiste.

Pour ce faire, l'auteure propose de s'attacher aux modes des pensées hiérarchiques que reproduisent tant les hommes que les femmes et qui représentent un obstacle majeur à leur émancipation. Ces modes de pensée sont généralement institués par des hommes qui ont établi des règles sociales favorisant leur autorité et qui leur permettent d'en abuser, notamment contre les femmes. Bien que conscientes de cette logique patriarcale, les féministes blanches étaient convaincues que pour y mettre fin, il fallait qu'elles fassent elles-mêmes l'exercice du pouvoir, sans pour autant se demander comment y arriver de façon moins corrompue, coercitive ou destructrice que les hommes. Ces bourgeoises ont donc adopté un modèle masculin reposant sur l'affirmation de la force, de la confiance en soi et de l'assurance propre aux hommes de leur classe. Évidemment, en les imitant, elles sont devenues oppressives à leur tour, y compris envers d'autres femmes. Si ces femmes avaient consacré plus d'énergie à la conscientisation de ces représentations acquises dès l'enfance, elles

n'auraient probablement pas reproduit la même hiérarchisation de classe et de race que les hommes.

L'analyse de l'auteure est très prometteuse. Elle met en lumière le vécu de femmes qui sont souvent marginalisées dans les écrits féministes. On sent à travers ces lignes la préoccupation profonde de l'auteure pour l'amélioration de la théorie féministe, notamment à travers la prise en compte de la diversité des expériences féminines. Le livre est rédigé d'une manière simple et accessible. On peut toutefois émettre deux critiques. Premièrement, sa colère envers les fondatrices du mouvement féministe l'a amenée à étendre ses reproches à toutes les féministes blanches et à ne pas distinguer entre celles qui sont réellement racistes et classistes, et celles qui ne le sont pas (ou qui le sont peu). Deuxièmement, bell hooks doit beaucoup plus qu'elle ne le reconnaît aux théoriciennes féministes marxistes et radicales des années 1970, ne serait-ce que par son emploi des concepts de classe sociale, de capitalisme et de patriarcat. Plus encore, j'irais jusqu'à argumenter que la pensée de bell hooks constitue un élargissement intéressant de la pensée de ces théoriciennes.

Salima Massoui

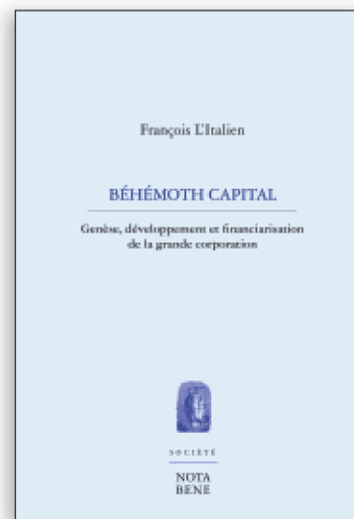
Béhémoth capital Genèse, développement et financiarisation de la grande corporation

FRANÇOIS L'ITALIEN
Montréal, Nota Bene, 2016, 351 p.

Des populations du monde entier dénoncent l'accaparement de leurs biens communs par les grandes puissances que sont les corporations. Ce sentiment de dépossession est redoublé par un constat : celui que les États ont carrément plié l'échine face à ces géants du système capitaliste, et ce, de leur plein gré. Non sans difficulté mais avec la bénédiction des tribunaux, les corporations se sont immiscées au cœur de la société pour en prendre le contrôle économique et même global, devenant « l'une des structures sociales fondamentales de la vie des sociétés contemporaines » (p. 13), d'où le titre : *Béhémoth capital*. Le Béhémoth référant, entre autres, à la figure mythique

biblique, qui sert à l'auteur à représenter « le règne de la puissance déchaînée défiant la légitimité politique » de l'État, que le philosophe anglais Thomas Hobbes identifiait à une figure mythique rivale, le Léviathan.

Réglementées par des pouvoirs publics depuis leur création, c'est au tournant des années 1830, par un acte juridique de la Cour suprême étasunienne, qu'émergent les premières corporations capitalistes de droit privé. Ce qui était un privilège devint alors un droit, puisqu'en obtenant, au nom de la sacro-sainte croissance économique, les mêmes droits constitutionnels et les mêmes « libertés individuelles » que n'importe quel être humain, l'entité corporative naturalisée *personne morale* et *sujet de droit*, pouvait alors souverainement « disposer immédiatement de sa puissance » (p. 137). Paradoxe s'il en est un, cette institutionnalisation de la corporation la libéra de la chape politico-juridique qui lui fournissait une raison sociale tout en imposant des limites à ses pratiques. Au fil des décennies, elle gagna en autonomie, devenant l'étalon à partir duquel nos élites jugent d'une bonne et efficace organisation sociale.



Après avoir revêtu différents habits, à partir des années 1980, la corporation s'intègre aux marchés financiers, et c'est grâce à une capacité de capitalisation financière détachée de toute production réelle qu'elle croîtra, « pierre angulaire d'une métamorphose décisive non seulement des structures et de la dynamique du capitalisme, mais aussi des principes cardinaux et des instances de régulation de la société occidentale dans son ensemble » (p. 231). Cette financiarisation de l'organisation de la corporation passe par la valorisation du « contrôle » comme

dimension organisationnelle fondamentale de la société, supplantant le pouvoir politique, institutionnel. À partir de ce moment, la corporation fonctionnera comme un réseau hiérarchisé de diffusion d'informations qui servent à influencer, par le biais d'évaluations, les décisions portant sur les anticipations de revenus futurs. La corporation tire ainsi sa valeur de son efficacité, c'est-à-dire de sa capacité de contrôler des données et d'orienter les actions. Au final, cette efficacité est celle de se débarrasser de tout obstacle, réel ou imaginaire, pouvant nuire à son expansion, les États notamment. Le problème est qu'entre l'efficacité organisationnelle et la valeur boursière, dont la mise en boucle dynamise

les constantes restructurations en son sein, la question de la condition des travailleurs, de la reproduction sociale de la société, et même celle de la condition humaine disparaissent comme des externalités impertinentes. Tout est jugé à l'aune des intérêts organisationnels.

L'une des forces de cet excellent ouvrage de François L'Italien est de présenter la corporation, navire amiral du capitalisme avancé depuis la fin du XIX^e siècle, comme un mode de coordination et de régulation des pratiques économiques et sociales. Avec intelligence, l'auteur décortique les articulations entre les conditions internes (propriété, production, gestion, valeur, etc.) et les conditions

extra-économiques (crises économiques, guerres, décisions politiques, pratiques juridiques et idéologies) desquelles est issue la grande corporation. Une magistrale leçon de sociologie pour tous ceux et celles qui s'intéressent de près ou de loin à l'économie et à la société contemporaines. Surtout, en mettant en relief les mécanismes de dépossession inhérents au capitalisme financiarisé, cette réflexion est un outil indispensable pour que, comme le souhaite l'auteur, « les sociétés reprennent la maîtrise de leur devenir » (p. 336).

Benoît Coutu

APRÈS LE SUCCÈS DE L'EXPOSITION « QUÉBÉCOIS-ES, MUSULMAN-E-S... ET APRÈS? » LE SECTEUR VIVRE ENSEMBLE DU CENTRE JUSTICE ET FOI LANCE UNE **PLATEFORME PÉDAGOGIQUE**

The screenshot shows the website interface for the 'Plateforme pédagogique'. At the top, it features the logo for 'CENTRE JUSTICE et foi' and 'Vivre ensemble'. Below the logo, there are navigation links for 'Webzine | Nos activités | Dossiers prioritaires | Mémoires et prises de positions'. The main heading reads 'Plateforme pédagogique – « QuébécoisEs, musulmanEs... et après? »'. There is a section for 'PLATEFORME PÉDAGOGIQUE' with a photo of two people. Below this, there are tabs for 'GUIDE PÉDAGOGIQUE', 'DOCUMENT DES PORTRAITS', 'ENTREVUES AUDIO', and 'MARIA'M'. The 'GUIDE PÉDAGOGIQUE' tab is selected, showing text about the guide's purpose and content. At the bottom, there is a 'GUIDE PÉDAGOGIQUE À TÉLÉCHARGER' section with a download icon and text explaining that a PDF document containing photos and texts is available for download.

AUSSI DISPONIBLE
EN ANGLAIS

TÉLÉCHARGEZ
LE GUIDE
PÉDAGOGIQUE

COMMANDEZ
LES PHOTOS ET
LES TEXTES DE
L'EXPOSITION

ÉCOUTEZ
LES ENTREVUES

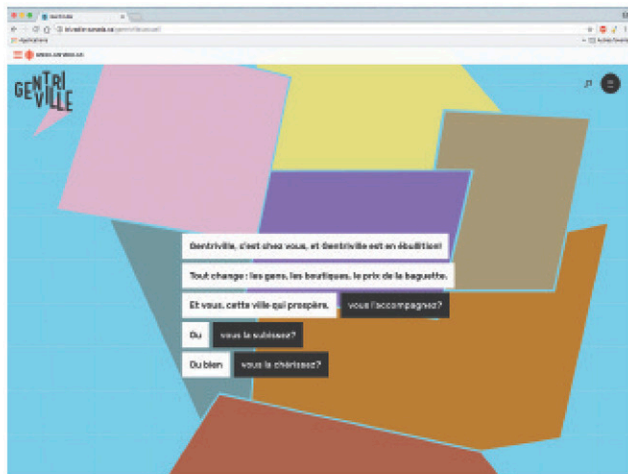
cjf.qc.ca/vivre-ensemble/plateforme-pedagogique

Gentriville

Réalisation : Marie Sterlin
et Emmanuelle Walter
Production : Akufen
Canada, 2017.

<ici.radio-canada.ca/gentriville>

D’entrée de jeu, *Gentriville* nous donne une mission : choisir son camp par rapport à l’embourgeoisement. Ce court jeu documentaire réalisé par Marie Sterlin et Emmanuelle Walter nous invite ainsi à explorer les multiples facettes de la gentrification, un sujet d’actualité, mais aussi un enjeu de société à la fois complexe et intime puisqu’il touche personnellement ceux et celles qui le vivent en affectant leur chez-soi, là où une vie prend racine.



Le documentaire explore ce processus tel que vécu par les Montréalaises et les Montréalais, en y abordant notamment les actes de vandalisme qui ont fait les manchettes dans les quartiers Hochelaga-Maisonneuve et Saint-Henri, mais l’analyse pourrait facilement s’appliquer à toutes les grandes métropoles. Au fil du temps, celles-ci se transforment sous l’influence des promoteurs immobiliers, artistes, étudiants et jeunes familles qui migrent d’un quartier en vogue à l’autre. Les commerces se transforment et les loyers augmentent. Tandis que certains y voient des occasions en or, d’autres sont forcés de plier bagages.

Gentriville illustre habilement les effets de cette réorganisation en proposant aux utilisateurs d’explorer sept dimensions de la gentrification. Chacune d’elles prend la forme d’un quartier au nom évocateur : « trop-cher-mais-trop-bien », « j’étais-là-avant », « surfer-sur-la-vague », « je-revitalise »,

« plus-pour-longtemps », « j’y-suis-j’y-reste », et « j’ai-pas-fait-express ». Au fil des quartiers, nous sommes invités à visionner de courtes entrevues où nous rencontrons des experts, mais aussi des protagonistes de cette transformation.

Ce sont nos décisions qui déterminent le contenu présenté. Impossible, donc, de choisir la neutralité, puisque la navigation repose sur une série de questions auxquelles il faut répondre pour progresser. « Et vous, cette ville qui prospère, vous l’accompagnez ? Ou vous la subissez ? Ou vous la chérissez ? » Chaque clic contribue à bâtir peu à peu notre « profil » et permet, en fin de parcours, de nous catégoriser dans l’un des sept groupes de *Gentrivillois* créés par les auteures. En plus de l’embourgeoisement, *Gentriville* explore ainsi la façon dont

nous percevons ce processus.

L’œuvre repose sur ce qu’Internet fait à la fois de mieux et de pire : la personnalisation. En nous laissant le choix d’explorer les thèmes qui nous intéressent le plus, *Gentriville* nous permet d’ignorer certains enjeux. Cette non-exhaustivité a aussi une conséquence directe sur la durée de l’œuvre. Se façonnant sur l’air du (manque de) temps, le parcours peut être fait en moins de dix minutes. Heureusement, pour les curieux, il est possible de recommencer l’expérience en prenant de nouvelles décisions ou, pour les systématiques, de visionner tout le contenu vidéo en visitant la « gentrithèque ». En tout, le documentaire propose 40 expériences différentes.

Comme c’est le cas pour la majorité des projets interactifs au Canada, *Gentriville* accompagne une œuvre linéaire. Dans son cas, il s’agit de *Quartiers sous tensions*, un documentaire télévisuel de 52 minutes réalisé

par Carole Laganière qui explore le même sujet et présente, en grande partie, les mêmes protagonistes. Diffusé en août sur les ondes de Radio-Canada, il est maintenant disponible sur Tou.tv, le service de vidéo sur demande du diffuseur public.

C’est à la lumière de la comparaison avec son pendant linéaire qu’on voit clairement la grande force de *Gentriville* : sa forme éclatée reflète particulièrement bien le processus complexe qu’est la gentrification. Le jeu documentaire permet une exploration beaucoup plus riche en facilitant la découverte et la remise en question de nos propres attitudes par rapport à l’embourgeoisement, mais aussi en donnant la voix à plus de protagonistes. La version interactive aborde une série d’éléments carrément passés sous silence dans *Quartiers sous tensions*, tels que les efforts des petits commerçants pour assurer l’accessibilité de leur commerce à toutes les populations d’un quartier, la relation complexe entre le féminisme et la gentrification et la situation actuelle dans d’autres grandes villes, comme Vancouver ou Paris.

Le documentaire interactif, qui n’existe dans sa forme actuelle que depuis une décennie, est parfois considéré comme un sous-genre du documentaire ; *Gentriville* prouve qu’il peut faire aussi bien et parfois même mieux qu’une œuvre linéaire.

Gaëlle Engelberts





Robert Lalonde

Chronique d'un embusqué

Deuxième temps

Bientôt octobre, sa lumière oblique, ses ors, ses bronzes, ses rouilles, ses petits matins frisquets, ses vents qui surgissent du nord, dérivent vers l'ouest, contre-braquent vers l'est puis lèvent le camp, paraissent s'endormir au sud et vont naufrager dans l'herbe tapie. On ne sait plus si ces lits chauds qui fleurissent le musc et la fougère mourante sont l'ouvrage du vent ou celui des chevreuils qui font leur nuit dans la clairière, près du rond de feu. On ne sait pas non plus si ces soudaines détonations qui font exploser le grand silence de la pinède proviennent du fusil de mon chasseur ou bien émanent d'un orme qui se fend, d'un tronc qui cède dans la forêt nuiteuse encore, ou d'un orage qui s'annonce du fond de l'horizon. Tous ces bruits inaccoutumés sont de nature à faire naître des contes, des légendes, un de ces noirs récits que je défrichais, enfant, au grenier, lové sur le vieux divan défoncé, à la rassurante clarté du fanal, mon cœur cognant la peau de mon ventre comme le poing d'un enfant la porte qui refuse obstinément de s'ouvrir.

Je m'avance dans l'ombre maigre du dernier peuplier encore debout. Il y a des crépuscules où tout est mystère, attente au pied d'un mur sans porte. Et, de nos jours, le mystère est mal porté, c'est un manteau qui gêne aux entourures. Cet inconfortable survêtement-là convient pourtant parfaitement à ma carcasse en sursis. Depuis un bon moment déjà je ne cherche plus à comprendre. Giono écrit : « Quand les mystères sont très malins, ils se cachent dans la lumière ; l'ombre n'est qu'un attrape-nigaud ».

Brunante mangue et indigo, les grillons grésillent en sourdine, les criquets craquettent en catimini : secrets chuchotés, murmures d'une très modeste prière dans une cathédrale vide de tout célébrant, de tout fidèle, hantée seulement peut-être par l'invisible passage d'un ange. Sans doute, simplement, leurs élytres n'ont-ils plus la force de se frotter

l'un contre l'autre après l'avoir fait nuit après nuit, sans relâche, tout l'été. Petit croissant de lune, mince comme une griffure sur la peau nègre du ciel qui entame sa nuit. Long dard fiché dans l'incendie de l'horizon, l'orme mort en mat de nef, ses branches chargées d'oiseaux, immobiles comme ces volatiles peints sur la porcelaine des vases antiques, ou encore ceux gravés dans la muraille d'une grotte aux premiers jours du monde. Une chauve-souris virevolte, tantôt ici tantôt là, plonge sur ma tête qu'elle frôle à la manière d'une ramure que le vent malin, remonte dans un désordre d'ailes froufroutantes. L'agonie de la saison est commencée sur la terre comme au ciel. Il est temps pour certains d'entrer dans la mort, pour d'autres de consentir à l'exil. Moi qui ne peux, ne veux pas monter dormir, je veille au corps, comme on dit de celui qui déjà, trop tôt, fait son deuil de l'ami qui n'est pas encore tout à fait disparu et cependant ne respire plus. Comme les oreilles couchées de la chatte dans le plus gros de la colère, mes antennes atrophiées, encore encombrées d'échos inoubliables, cherchent en vain à capter *le bruit des choses réveillées* – chère Élise Turcotte, je te salue ici, toi qui sais te montrer survivante espiègle dans les ténèbres et la folie. Comme les mains du lutteur qui cherchent la prise, mes sens tâtonnent à l'aveugle, ne perçoivent que des ombres emmêlées, ne saisissent que des chuintements indistincts. Alors je rêve debout, entre l'arbre à oiseaux et le miroir noir du lac, tremblant de ma propre indigence. Je rêve de crépitements diurnes, de ce lit de braise d'hier, chantant bas, de ces cités mises à sac que j'y apercevais, de l'amour inconnu et facile sur la plage de mes 17 ans, de la confiance heureuse, impensée, de juin, de mes premiers balbutiements dans un cahier d'écolier, de mes mots incertains, baveux d'encre à la façon d'un désespoir, de la veine aurifère devinée dans la paroi et qui, à 17 ans, m'avait fait cogner le

cœur à quasiment le faire éclater, de ma jeunesse de singe savant, de génie imbécile, de mes apprentissages de rusé qui, apercevant un chat, peignait un tigre. Mais voilà que je rêve par derrière, névralgique comme un inconsolé.

Est folie de s'attendre que fortune elle-même nous arme jamais suffisamment contre soi... Il est incertain où la mort nous attende, attendons-la partout... Je suis de moi-même non mélancolique, mais songe-creux... Nous ne dirons jamais assez d'injures au dérèglement de notre esprit...*

C'est Montaigne, ce soir encore, qui me morigène, charitablement, alors que j'entre dans un labyrinthe de songes gravatifs, avec câbles et poulies, c'est-à-dire avec le mépris que difficilement je pratique envers les divagations de ma cervelle. C'est auprès de ce cher monsieur Montaigne que je me réfugie lorsque le trompeur réel me coupe le souffle et ne me laisse allonger que des pas d'infirme dans la dernière lumière du jour. Ou bien je tourne vers un autre complice, l'ami Eduardo Galeano qui, se causant à lui-même, s'adresse fraternellement à moi : Certains jours, « je ne suis pas là où je suis. Je laisse mon corps et je m'en vais, loin, nulle part, et je n'ai pas envie d'être avec qui que ce soit, pas même avec moi-même. Je n'ai pas de nom et je ne veux pas en avoir : je n'ai aucune envie de m'appeler ou d'être appelé » (*Le livre des étreintes*).

Ou encore, pour me prémunir contre le piège de l'abattement, je me répète ces mots de Cioran : « Une bonne défense contre les choses, c'est le silence où l'on se ramasse pour bondir. » ☺

* Extraits des *Essais* de Montaigne.

LE DEVOIR SE TIENT MAINTENANT D'UNE SEULE MAIN.



Téléchargez
l'application du **Devoir**



Télécharger dans
l'**App Store**



DISPONIBLE SUR
Google Play

Se syndiquer pour améliorer son quotidien

MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL

RESPECT DES DROITS

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL



1 800 947-6177

csn.qc.ca

